

ANNEXES

DEMANDE
D'ENREGISTREMENT
ICPE

ETIQUABLE
Fleurance (32)

Extension d'un site existant :

Construction d'une unité de fabrication de
chocolat et stockages associés



ETHIQUABLE

SOMMAIRE

ANNEXE 1 DOSSIER CERFA

ANNEXE 2 RECEPISSE ICPE ET IOTA

ANNEXE 3 EXTRAIT DU KBIS

ANNEXE 4 ATTESTATION D'ASSURANCES

ANNEXE 5 AVIS SUR LA REMISE EN ETAT DU SITE

ANNEXE 6 PLANS DE LOCALISATION

ANNEXE 7 PLANS

ANNEXE 8 CALCULS D9 ET D9A

ANNEXE 9 EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

ANNEXE 10 POS : EXTRAIT DU POS

ANNEXE 11 NOTE SUR LA CONFORMITE DE LA SUPERFICIE DU DESENFUMAGE ET
DES AMENEES D'AIR

ANNEXE 12 ETUDE ACOUSTIQUE

ANNEXE 13 LIASSE FISCALE 2017 (SOUS PLI CONFIDENTIEL)

ANNEXE 14 ABAQUE CAPACITE HYDRAULIQUE

ANNEXE 15 ARRETE DU 11/04/2017

ANNEXE 16 DIMENSIONNEMENT DU SEPARATEUR HYDROCARBURES

ANNEXE 17 COURRIER D'ENGAGEMENT DE L'EXPLOITANT

ANNEXE 18 ARRETE MINISTERIEL DU 14/12/2013

ANNEXE 19 CALCUL DE TEMPORISATION

ANNEXE 20 NOTICE ARCHITECTURALE

ANNEXE 21 MODIFICATION D 1510 ET PREUVE DE DEPOT

ANNEXE 1 DOSSIER CERFA

- CERFA 15679*01 - Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
des installations classées
pour la protection de
l'environnement

Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

N°15679*02

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

1. Intitulé du projet

Extension d'un site existant : construction d'une unité de fabrication de chocolat et stockage de produits finis associés

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame Monsieur

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

ETIQUABLE

N° SIRET

44916448200027

Forme juridique

SARL

Qualité du
signataire

GERANT

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

0562060506

Adresse électronique

rroux@ethiquable.coop

N° voie

Type de voie

Nom de voie du Commerce Equitable

Lieu-dit ou BP

Code postal

32500

Commune

FLEURANCE

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté

Madame Monsieur

Nom, prénom

ROUX Rémi

Société

ETIQUABLE

Service

Fonction

Gérant

Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie du Commerce Equitable

Lieu-dit ou BP

Code postal

32500

Commune

FLEURANCE

N° de téléphone 0562060506

Adresse électronique rroux@ethiquable.coop

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie Type de voie Allée Nom de la voie du Commerce Equitable
 Lieu-dit ou BP
Code postal 32500 Commune FLEURANCE

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ? Oui Non

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ? Oui Non

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction
Le site sur lequel le projet s'implante est un site existant sur lequel les bureaux et le stockage des produits finis sont déjà présents.

la fabrication de chocolat est une nouvelle activité sur ce site, qui implique qu'une partie des bâtiments actuels va être démolie, une partie sera conservée.

l'objectif de ce projet pour l'exploitant étant d'en faire un projet durable lié à l'éthique de son métier.

Un show room va également être ouvert au public pour montrer le savoir-faire de l'entreprise.

La mise en place de ce nouveau process implique un réaménagement du site : un bassin de temporisation/rétention va être créé.

les bâtiments seront implantés conformément aux réglementations en vigueur, et respecteront les prescriptions techniques des arrêtés.

la production à terme engendrera une arrivée de matières premières de 10,5T à 12T par jour.

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site

Site existant

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2220	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale : de 10,5 à 12T/j	Zone de production	E
1510	Stockage de produits combustibles dans des quantités supérieures à 500T : 37234m3	Stockage des produits finis, Emballages, Epices	D

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361 .

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui Non

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Si oui, lequel ou laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des prélèvements d'eau sont réalisés dans le réseau AEP. Les eaux sont utilisées pour un usage sanitaire et pour le nettoyage des locaux. Au niveau de la fabrication, l'eau n'est pas utilisée, le nettoyage est réalisé par grattage.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

1

Non concerné

	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un PPRI existe sur la commune de Fleurance. La limite de la crue de référence (PHEC) traverse le terrain, classant une partie du terrain en aléa faible à moyen.

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est à l'origine de moins de 5 PL par jour.
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site n'est actuellement pas en fonctionnement, le seul bruit émis provient du trafic. De nouvelles mesures acoustiques seront réalisées au démarrage de l'exploitation.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les nuisances sur le projet proviennent des entreprises voisines, du trafic routier et ferroviaire, des oiseaux.
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La fabrication de chocolat engendre des odeurs. Les nuisances seront limitées : la production est réalisée de jour, il n'y a pas d'habitations à proximité.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des rejets seront émis dans l'atmosphère (fumées des chaudières, ventilation, extraction d'air,). Des analyses sur les rejets atmosphériques provenant du process seront réalisées après le démarrage de l'exploitation. Les impacts seront négligeables.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Eaux usées : collectées dans le réseau communal puis traitées au niveau de la STEP Eaux pluviales : pré-traitées par séparateur HC, temporisation dans le bassin puis rejet dans le ruisseau.
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui Non

Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui Non

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

- Eaux pluviales : les EP sont partiellement réutilisées sur le site, avant d'être temporisées puis rejetées dans le ruisseau
- Eaux polluées : les eaux potentiellement polluées provenant
- Déchets : les DIB et le métal sont collectés et valorisés classiquement,
- Bruit : les émergences actuelles sont en deçà de la réglementation. l'étude acoustique est fournie en annexe de la demande d'enregistrement

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

Les parcelles concernées par le projet devront, lors de la cessation de l'activité ICPE, être laissées dans un état compatible avec les usages autorisés dans le cadre du POS de FLEURANCE pour les zones Ui, et exemptes de toute pollution.

9. Commentaires libres

Le projet est une nouvelle activité sur ce site. Dans le cadre de sa démarche étiqque, l'exploitant souhaite qu'une démarche durable accompagne son projet, c'est pourquoi une réflexion a été menée sur l'utilisation de matériaux biosourcés, la réduction des consommations énergétiques, la mise en place d'un chantier propre.

10. Engagement du demandeur

A FLEURANCE

Le 18/01/2019

Signature du demandeur



ETHIQUABLE
Société Coopérative ARL
Z.I. Saint-Laurent
32500 FLEURANCE

Tél. 05 62 06 05 06 - Fax 05 62 64 71 19
Siret : 449 164 082 00027 - NAF 10B3Z

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
Requête pour une échelle plus réduite <input checked="" type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
P.J. n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
P.J. n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
P.J. n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :	
P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :	
P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :	
P.J. n°14. - La description :	
- Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ;	
- Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;	
- Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>

Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :

P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	

ANNEXE 2 RECEPISSE ICPE ET IOTA



PREUVE DE DEPOT N°

DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION

Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

ETIQUABLE	
ALLEE DU COMMERCE EQUITABLE	
ZONE INDUSTRIELLE	
32500	FLEURANCE

Départements concernés :

Communes concernées :

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire :
Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation :
Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement :
- une installation classée relevant du régime de déclaration :

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles :

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement)
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 :
Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).

Demande de modification de certaines prescriptions applicables :
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente déclaration :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
2220	B-1-b	Préparation de produits alimentaires d'origine	7	t/j	D
1510	3	Stockage de matières, produits ou substances	36184	m3	DC

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant :

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale :

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GERS

Direction Départementale
des Territoires du Gers

ETHIQUABLE
Allée du Commerce Equitable
32500 FLEURANCE

Service Eau et Risques

Dossier suivi par :
Francis KASPSZAK
Martine AIMAR

Mèl : francis.kaspszak@gers.gouv.fr
martine.aimar@gers.gouv.fr

Tél. : 05.62.61.53.58 ou 46
Fax : 05.62.61.53.82

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Extension site existant - création d'une unité de fabrication de chocolat sur la commune de FLEURANCE – Société Ethiquable**
Courrier de notification de décision

Réf. : **32-2017-00230**

AUCH, le 04 Septembre 2017

Monsieur le Gérant,

Par courrier en date du 31 Juillet 2017, vous avez déposé un dossier de déclaration, complété le 30 Août 2017 concernant :

Extension site existant création d'une unité de fabrication de chocolat sur la commune de FLEURANCE

dossier enregistré sous le numéro : **32-2017-00230**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

La délivrance de ce récépissé ne préjuge en rien de la suite donnée à votre dossier, celle-ci sera appréciée lors de l'instruction, à partir de l'examen des éléments de fond.

J'attire votre attention sur le fait, sauf accord formel préalable, qu'il vous est **interdit de commencer cette opération avant le 30 octobre 2017, délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition motivée à votre déclaration** conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai il peut également vous être demandé des compléments sur le fond au titre de la régularité de votre dossier, ou des prescriptions spécifiques éventuelles peuvent vous être imposées.

Passé ce délai, en l'absence de réaction de l'administration, un accord tacite est donné à votre déclaration en application de l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Gérant, l'expression de mes salutations distinguées.



Pour le préfet et par délégation,
P/le directeur départemental des territoires,
P/la chef du service eau et risques,
Le responsable de l'unité qualité de l'eau

Julien JACOTOT

P.J. : 1 récépissé de déclaration

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.



PRÉFET DU GERS

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
EXTENSION SITE EXISTANT
CRÉATION D'UNE UNITÉ DE FABRICATION DE CHOCOLAT
COMMUNE DE FLEURANCE

DOSSIER N° 32-2017-00230

Le préfet du GERS
Chevalier de la Légion d'honneur

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 30 Août 2017, présenté par ETHIQUABLE représenté par Monsieur le Gérant , enregistré sous le n° 32-2017-00230 et relatif à : Extension site existant - création d'une unité de fabrication de chocolat ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2017 portant délégation de signature à M. le Directeur Départemental des Territoires du Gers ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

ETHIQUABLE

Allée du Commerce Equitable

32500 FLEURANCE

concernant : **Extension site existant - création d'une unité de fabrication de chocolat**

dont la réalisation est prévue dans la commune de FLEURANCE.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Non soumis	

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 30 Octobre 2017, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de FLEURANCE où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le GERS durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.


Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A AUCH, le 4 septembre 2017

Pour le préfet et par délégation,
P/le directeur départemental des territoires,
P/la chef du service eau et risques,
Le responsable de l'unité qualité de l'eau



The stamp is circular with the text "Direction Départementale" at the top, "du GERS" in the center, and "des Territoires" at the bottom. Two small stars are positioned on either side of "du GERS". A handwritten signature in black ink is written over the stamp and extends to the right.

Julien JACOTOT

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

ANNEXE 3 EXTRAIT DU KBIS



N° de gestion 2003B00214

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 14 janvier 2019

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	449 164 482 R.C.S. Auch
<i>Date d'immatriculation</i>	08/07/2003
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	ETHIQUABLE
<i>Sigle</i>	EE
<i>Forme juridique</i>	Société coopérative ouvrière de production à responsabilité limitée
<i>Capital variable (minimum)</i>	51 500,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	"A Saint-Laurent" Z I 32500 Fleurance
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 07/07/2102
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Gérant

<i>Nom, prénoms</i>	ROUX Remi
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 22/02/1965 à TOULON (83)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	"LA TUILERIE" 32380 MAUROUX

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	BGR AUDIT
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Adresse</i>	8 rue Jules de Lahondes 31300 Toulouse
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	531 356 277 RCS Toulouse

Commissaire aux comptes suppléant

<i>Nom, prénoms</i>	MIROUSE Serge
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 07/10/1963 à Foix (09)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel ou adresse professionnelle</i>	109 avenue de Lespinet 31400 Toulouse

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	"A Saint-Laurent" Z I 32500 Fleurance
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Conception fabrication commercialisation de produits issus du commerce équitable (transformation THE café fabrication de confiserie fabrication de Sucre brut blanc production de riz blanchi ou transformé - Transformation conservation de fruits préparation de jus de fruits et de légumes) importation de matières premières de produits semi finis et produits issus du commerce équitable structuration accompagnement de filières du commerce équitable)
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2003
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Greffe du Tribunal de Commerce d'Auch
4 PL DU MARECHAL LANNES
32000 AUCH

N° de gestion 2003B00214

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Paris

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

ANNEXE 4 ATTESTATION D'ASSURANCES



Paris, le 8 janvier 2019

Contrat n° AN841525

Generali IARD atteste que ETHIQUABLE, demeurant A SAINT LAURENT ZI 32500 FLEURANCE , est garanti par le contrat n° AN841525 pour le(s) risque(s) situé(s) :

ZI 32500 FLEURANCE
83 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE 75011 PARIS
AVENUE CLEMENT FAYAT 32500 FLEURANCE
ZI 32500 FLEURANCE
ZI LA COUTURE 32700 LECTOURE

Pour les garanties suivantes :

Incendie, explosions, événements assimilés, dégâts des eaux, gel
Tempêtes, ouragans, cyclone, grêle, neige sur les toitures
Attentats, actes de terrorisme, actes de vandalisme, émeutes et mouvements populaires
Dommages électriques
Informatique et bureautique
Bris de glace
Vol
Bris de machines
Pertes d'exploitation après incendie, explosions, événements assimilés, dégâts des eaux, gel
Responsabilité civile propriétaire d'immeuble
Pertes marchandises chambre froide toutes causes
Ruissellement
Effondrement
Attentats (loi du 09/09/1986)
Catastrophes naturelles (loi du 13/07/1982)

Aux termes et conditions du contrat précité sont assurés l'ensemble et la généralité des mobiliers, matériels, marchandises se trouvant dans les divers locaux dont l'Assuré est propriétaire ou locataire ou occupant à quelque titre que ce soit.

La présente attestation est valable pour la période du 1 janvier 2019 au 31 décembre 2019 sous réserve que le contrat ne soit pas résilié, suspendu ou annulé pour quelque cause que ce soit. Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'engage l'assureur que dans les limites des dispositions du contrat auquel elle se réfère.

Generali - Segment Entreprises Dommages entreprises
75456 Paris Cedex 09



Generali IARD, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Willi - 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculés sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

FILIP780 / 321916144

1 / 2

2030 E



Fait à Paris le 08/01/2019

Régis LEMARCHAND
Directeur Clients Entreprises Dommages

FILIP780 / 321916144

2 / 2

Generali - Segment Entreprises Dommages entreprises
75456 Paris Cedex 09



Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculés sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

2030 E

ANNEXE 5 AVIS SUR LA REMISE EN ETAT DU SITE

Mairie de Fleurance
Service Urbanisme
Rue de la République
32500 FLEURANCE

A l'attention de Mme Le Maire

A Fleurance, le 18 janvier 2019

OBJET : Avis sur la remise en état de la société ETHIQUABLE à Fleurance (32).

Madame, Monsieur,

Nous sollicitons votre avis, sur la remise en état de notre site allée du Commerce Ethiquable (FLEURANCE), en cas de cessation de notre activité ICPE.

Nous souhaiterions avoir un retour signé de votre part sur ce sujet.

Nous vous proposons de laisser, les parcelles n°, après utilisation, dans un état compatible avec les usages autorisés dans le cadre du POS de Fleurance pour la zone Ui, et exemptes de toute pollution.

Dans le cas d'une cessation d'activités, un dossier avec étude de dépollution du site vous sera adressé.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée,

Rémi ROUX - Gérant



Siège Social

Allée du Commerce équitable
32500 Fleurance
Tél. 05 62 06 05 06
Fax 05 62 64 27 62

Petit bureau à Paris

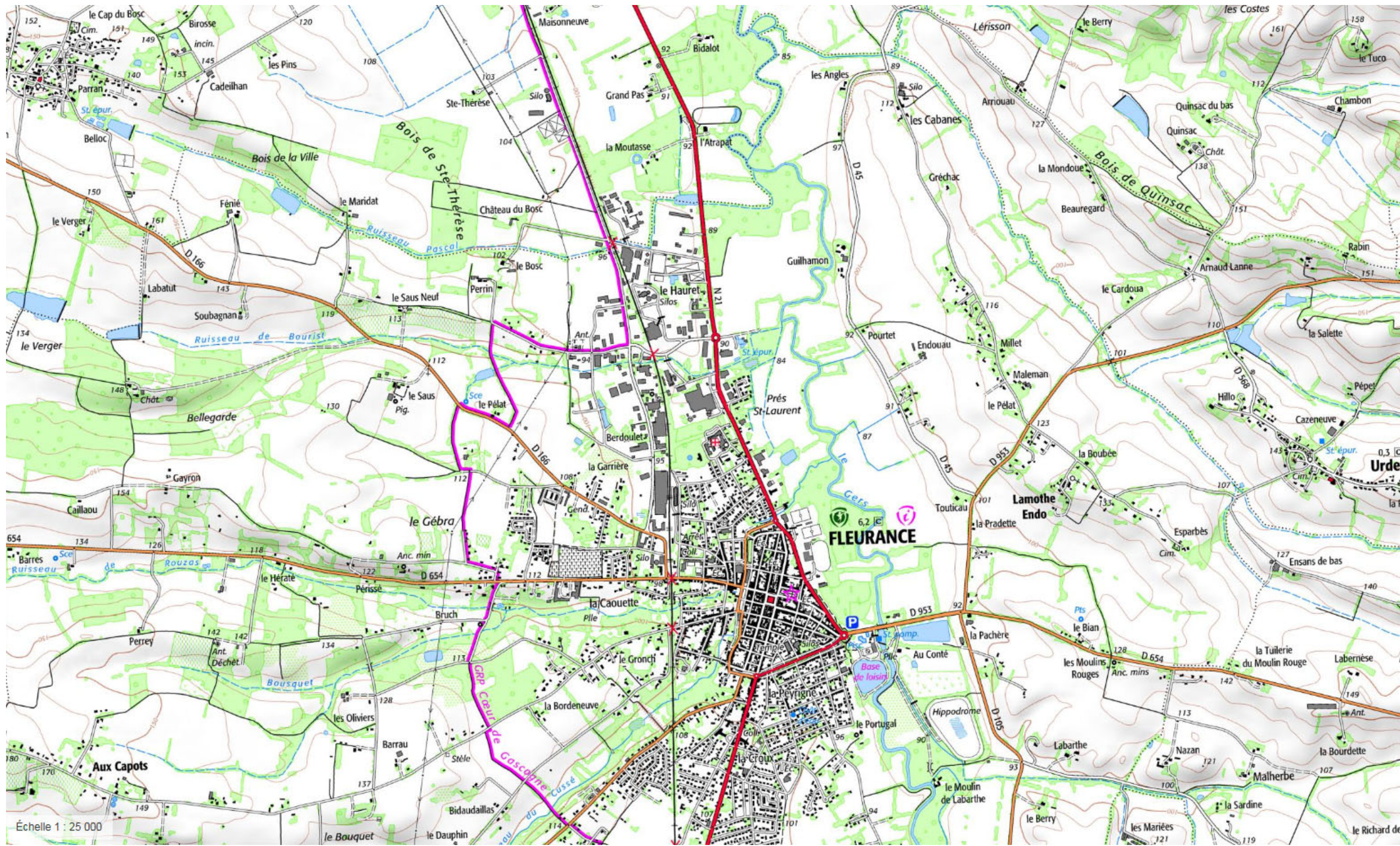
83, avenue Philippe Auguste
75011 Paris
Tél, 01 53 27 19 89
www.ethiquable.coop

RCS Auch

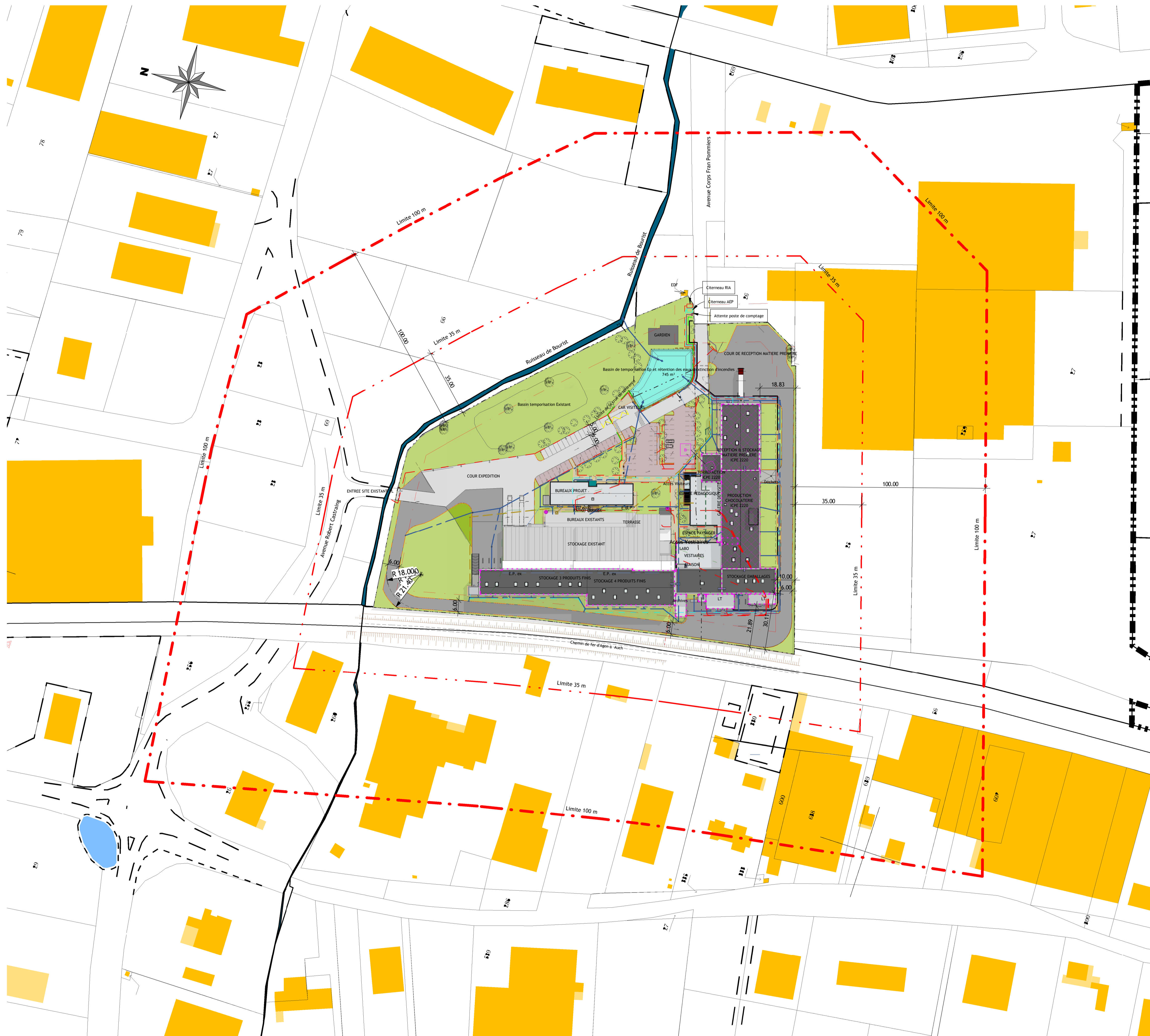
Siret 449 164 482 00027
TVA intraco FR 13 449 164 482
APE 1083Z

ANNEXE 6 PLANS DE LOCALISATION

- Carte de localisation au 1/25 000^{ème}
- Plan de masse dans un rayon de 100m
- Plan de masse dans un rayon de 35m



Échelle 1 : 25 000



LEGENDE PLAN MASSE - ICPE	
	DEFINITION
	Repérage mur CF2H
	Repérage mur A2S1d0
	Borne incendie
	Repérage ICPE 2220 enregistrement

LEGENDE PLAN MASSE - V.R.D.		
OUVRAGES EXISTANTS	OUVRAGES A CREER	DEFINITION
		Bâtiment ou zone d'intervention projet
		Voirie lourde
		Voirie légère
		Allée de circulation légère
		Empierrement
		Bassin
		Clôture
		Limite de propriété
		Ganivelle (en bordure de bassin)
		Arbre
		E.U./Eaux usées (pente mini 2cm/m sauf indic. contraire)
		E.V./Eaux vannes (pente mini 2cm/m sauf indic. contraire)
		E.P./Eaux pluviales (pente mini 1cm/m sauf indic. contraire)

MAITRE D'OUVRAGE

ETHIQUABLE

A ST LAURENT
32500 FLEURANCE

PROJET

Construction d'une unité d'élaboration de chocolat
A St Laurent
32500 FLEURANCE

Conception architecturale

Anciennement dénommée « DELTA ENGINEERING »
1 rue Jacques BREL - BP30382 - 44819 ST HERBLAIN
Tél: 02.51.13.17.77 Fax: 02.51.80.66.21
www.essor.group
contact44@essor.group

INTITULE	ECHELLE
PLAN DE CADASTRE AVEC RAYON DE 100 m	1 : 1000
	DATE
	28/02/2019
	MODELEUR
	N.B.

N°AFFAIRE	EMETTEUR	PHASE	TYPE DOC	N°ORDRE	INDICE	BAT	NIV / PRE
18010FR		ICPE		ICPE1	B		

INDICE	DATE	MODELEUR	MODIFICATIONS
	25/04/2018	N.B.	MODIF POUR PC MOD
A	14/01/2018	N.B.	Emis pour dossier PRO C
B	28/02/2019	N.B.	Emis pour dossier ICPE

ICPE 1 Plan Masse Projet VRD
Ech : 1 : 1000

Ce plan est la propriété intellectuelle du GROUPE ESSOR. Toute utilisation est interdite sans autorisation préalable et écrite des auteurs.



LEGENDE PLAN MASSE - ICPE	
DEFINITION	
[Symbol]	Représentation mur CF2H
[Symbol]	Représentation mur A2S1d0
[Symbol]	Borne incendie
[Symbol]	Représentation ICPE 2220 enregistrement

LEGENDE PPRI	
ZONES	DEFINITION
[Symbol]	Zonage PPRI : Aléa fort
[Symbol]	Zonage PPRI : Aléa faible à moyen
[Symbol]	Limite de la crue de référence
[Symbol]	Cote et isocote de la crue de référence (en mNGF)

LEGENDE PLAN MASSE - V.R.D.		
OUVRAGES EXISTANTS	OUVRAGES A CREER	DEFINITION
[Symbol]	[Symbol]	Bâtiment ou zone d'intervention projet
[Symbol]	[Symbol]	Pare-neige
[Symbol]	[Symbol]	Voirie lourde
[Symbol]	[Symbol]	Voirie légère
[Symbol]	[Symbol]	Allée de circulation légère
[Symbol]	[Symbol]	Empierrement
[Symbol]	[Symbol]	Bassin
[Symbol]	[Symbol]	Stabilisé + traverse bois entre place de stationnement
[Symbol]	[Symbol]	Séparation de stationnement BALASTRE
[Symbol]	[Symbol]	BORDURE TYPE T1
[Symbol]	[Symbol]	BORDURE TYPE T2
[Symbol]	[Symbol]	BORDURE TYPE P1
[Symbol]	[Symbol]	Clôture
[Symbol]	[Symbol]	Limite de propriété
[Symbol]	[Symbol]	Ganivelle (en bordure de bassin)
[Symbol]	[Symbol]	Arbre
[Symbol]	[Symbol]	E.U./Eaux usées (pente mini 2cm/m sauf indic. contraire)
[Symbol]	[Symbol]	E.V./Eaux vannes (pente mini 2cm/m sauf indic. contraire)
[Symbol]	[Symbol]	E.P./Eaux pluviales (pente mini 1cm/m sauf indic. contraire)
[Symbol]	[Symbol]	Canalisations ou regard abandonnés
[Symbol]	[Symbol]	Caniveau à empreinte ou CCI
[Symbol]	[Symbol]	Caniveau de type acodrain ou grille
[Symbol]	[Symbol]	Caïsson borgne ou accessoire de raccordement
[Symbol]	[Symbol]	Tampou de tringlage en bout de canalisation
[Symbol]	[Symbol]	Regard en avaloir en bordure
[Symbol]	[Symbol]	Regard avaloir en pied de talus
[Symbol]	[Symbol]	Tête de buse
[Symbol]	[Symbol]	Regard de visite
[Symbol]	[Symbol]	Regard avaloir grille avec décanteur
[Symbol]	[Symbol]	Regard pied de chute
[Symbol]	[Symbol]	Chambre de tirage
[Symbol]	[Symbol]	Gaz
[Symbol]	[Symbol]	AEP
[Symbol]	[Symbol]	RIA
[Symbol]	[Symbol]	HTA sous tranchée
[Symbol]	[Symbol]	Fourreaux courant fort
[Symbol]	[Symbol]	Fourreaux courant faible
[Symbol]	[Symbol]	Fourreaux Télécom
[Symbol]	[Symbol]	Place V.E. électrique en mesure conservatoire (MC)
[Symbol]	[Symbol]	Luminaire extérieur type borne
[Symbol]	[Symbol]	Luminaire extérieur type candélabre
[Symbol]	[Symbol]	Borne incendie
[Symbol]	[Symbol]	Niveau de sol fini (avant et après travaux)
[Symbol]	[Symbol]	Le niveau ±0.00 de ce plan est le niveau N.G.F./
[Symbol]	[Symbol]	Signalétique directionnelle PMR
[Symbol]	[Symbol]	Guidage PMR au sol
[Symbol]	[Symbol]	Bandes d'éveil à la vigilance

MAITRE D'OUVRAGE
ETHIQUABLE A ST LAURENT
 32500 FLEURANCE

PROJET
 Construction d'une unité d'élaboration de chocolat
 A St Laurent
 32500 FLEURANCE

PROMOTEUR
essor
 AGRO
 1 rue Jacques Brel - 89030 St - 44819 ST HERBLAIN
 Tél: 02.51.13.17.77 Fax: 02.51.80.86.21
 www.essorgroup.com
 contact44@essorgroup.com

CONCEPTION ARCHITECTURALE

INTITULE
PLAN DE MASSE AVEC RAYON DE 35 m

ECHELLE
1/300

DATE
28/02/2019

MODELEUR
N.B.

N°AFFAIRE	EMETTEUR	PHASE	TYPE DOC	N°ORDRE	INDICE	BAT	NIV / PRE
18010FR		ICPE		ICPE2	B		

INDICE	DATE	MODELEUR	MODIFICATIONS
A	25/04/2018	N.B.	MODIF POUR PC MOD
B	14/01/2019	N.B.	Emis pour dossier PRO C
B	28/02/2019	N.B.	Emis pour dossier ICPE

Ce plan est la propriété intellectuelle du GROUPE ESSOR. Toute utilisation est interdite sans autorisation préalable et écrite des auteurs.

ANNEXE 7 PLANS

- Plan masse
- Vue en plan
- Vue de façade



LEGENDE PLAN MASSE - ICPE	
DEFINITION	
Représentation mur CF2H	[Symbol]
Représentation mur A2S1d0	[Symbol]
Borne incendie	[Symbol]
Représentation ICPE 2220 enregistrement	[Symbol]

LEGENDE PPRI	
ZONES	DEFINITION
[Symbol]	Zonage PPRI : Aléa fort
[Symbol]	Zonage PPRI : Aléa faible à moyen
[Symbol]	Limite de la crue de référence
[Symbol]	Cote et isocote de la crue de référence (en mNGF)

LEGENDE PLAN MASSE - V.R.D.		
OUVRAGES EXISTANTS	OUVRAGES A CREER	DEFINITION
[Symbol]	[Symbol]	Bâtiment ou zone d'intervention projet
[Symbol]	[Symbol]	Pare-neige
[Symbol]	[Symbol]	Voirie lourde
[Symbol]	[Symbol]	Voirie légère
[Symbol]	[Symbol]	Allée de circulation légère
[Symbol]	[Symbol]	Empierrement
[Symbol]	[Symbol]	Bassin
[Symbol]	[Symbol]	Stabilisé + traverse bois entre place de stationnement
[Symbol]	[Symbol]	Séparation de stationnement BALASTRE
[Symbol]	[Symbol]	BORDURE TYPE T1
[Symbol]	[Symbol]	BORDURE TYPE T2
[Symbol]	[Symbol]	BORDURE TYPE P1
[Symbol]	[Symbol]	Clôture
[Symbol]	[Symbol]	Limite de propriété
[Symbol]	[Symbol]	Ganivelle (en bordure de bassin)
[Symbol]	[Symbol]	Arbre
[Symbol]	[Symbol]	E.U./Eaux usées (pente mini 2cm/m sauf indic. contraire)
[Symbol]	[Symbol]	E.V./Eaux vannes (pente mini 2cm/m sauf indic. contraire)
[Symbol]	[Symbol]	E.P./Eaux pluviales (pente mini 1cm/m sauf indic. contraire)
[Symbol]	[Symbol]	Canalisations ou regard abandonnés
[Symbol]	[Symbol]	Caniveau à empreinte ou CCI
[Symbol]	[Symbol]	Caniveau de type acodrain ou grille
[Symbol]	[Symbol]	Caïsson borgne ou accessoire de raccordement
[Symbol]	[Symbol]	Tampon de tringlage en bout de canalisation
[Symbol]	[Symbol]	Regard en avaloir en bordure
[Symbol]	[Symbol]	Regard avaloir en pied de talus
[Symbol]	[Symbol]	Tête de buse
[Symbol]	[Symbol]	Regard de visite
[Symbol]	[Symbol]	Regard avaloir grille avec décanteur
[Symbol]	[Symbol]	Regard pied de chute
[Symbol]	[Symbol]	Chambre de tirage
[Symbol]	[Symbol]	Gaz
[Symbol]	[Symbol]	AEP
[Symbol]	[Symbol]	RIA
[Symbol]	[Symbol]	HTA sous tranchée
[Symbol]	[Symbol]	Fourreaux courant fort
[Symbol]	[Symbol]	Fourreaux courant faible
[Symbol]	[Symbol]	Fourreaux Télécom
[Symbol]	[Symbol]	Place V.L. électrique en mesure conservatoire (MC)
[Symbol]	[Symbol]	Luminaire extérieur type borne
[Symbol]	[Symbol]	Luminaire extérieur type candélabre
[Symbol]	[Symbol]	Borne incendie
[Symbol]	[Symbol]	Niveau de sol fini (avant et après travaux)
[Symbol]	[Symbol]	Le niveau ±0.00 de ce plan est le niveau N.G.F./
[Symbol]	[Symbol]	Signalétique directionnelle PMR
[Symbol]	[Symbol]	Guidage PMR au sol
[Symbol]	[Symbol]	Bandes d'éveil à la vigilance

MAITRE D'OUVRAGE
ETHIQUABLE ETHIQUABLE
 A ST LAURENT
 32500 FLEURANCE

PROJET
 Construction d'une unité d'élaboration de chocolat
 A St Laurent
 32500 FLEURANCE

PROMOTEUR
essor
 AGRO
 1 rue Jacques Brel - 89030 St - 44819 ST HERBLAIN
 Tél: 02.51.13.17.77 Fax: 02.51.80.86.21
 www.essor.group
 contact44@essor.group

Conception architecturale

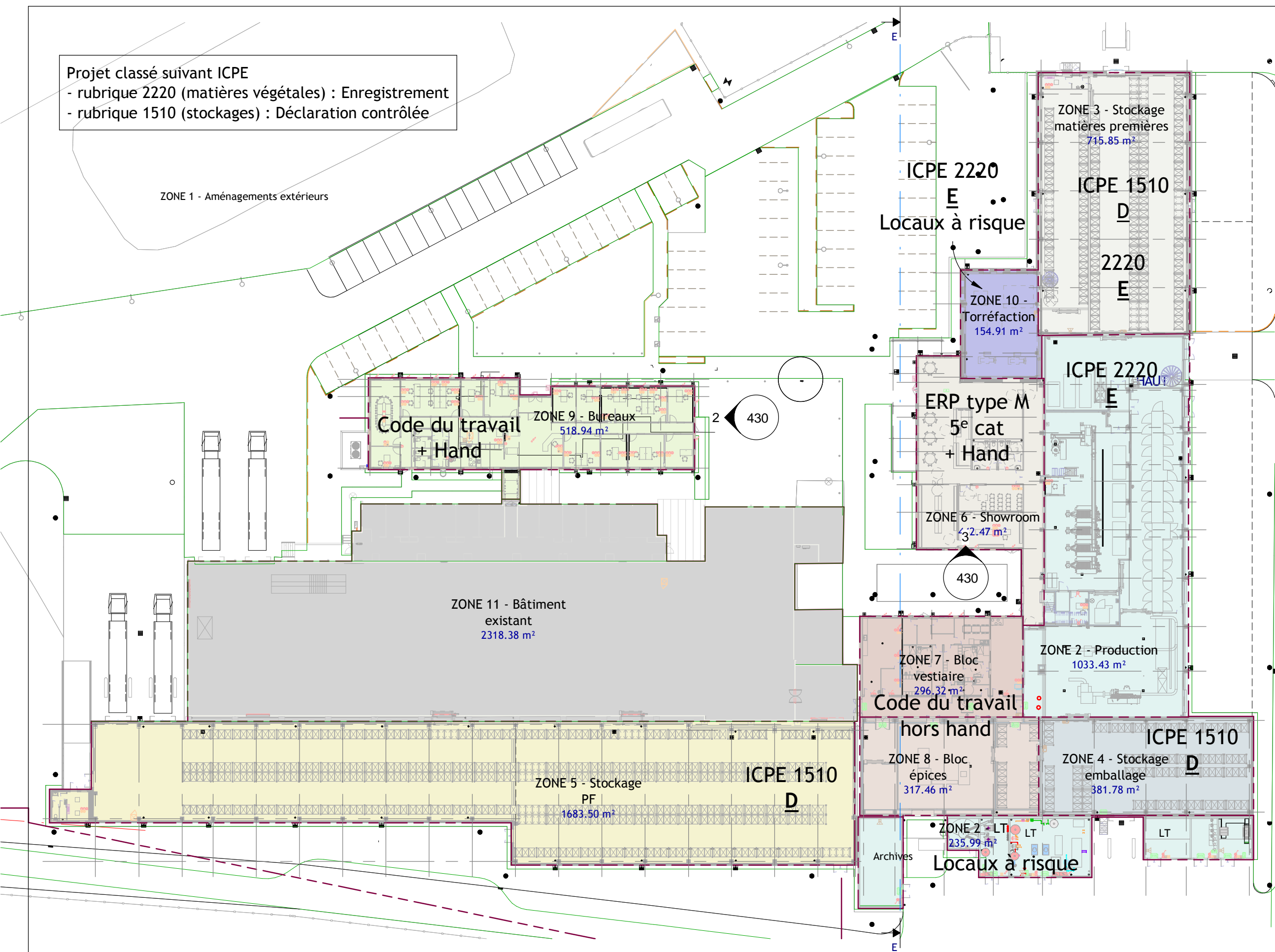
INTITULE		E.CHELLE	
PLAN DE MASSE AVEC RAYON DE 35 m		1/300	
		DATE	
		28/02/2019	
		MODELEUR	
		N.B.	

N°AFFAIRE	EMETTEUR	PHASE	TYPE DOC	N°ORDRE	INDICE	BAT	NIV / PRE
18010FR		ICPE		ICPE2	B		

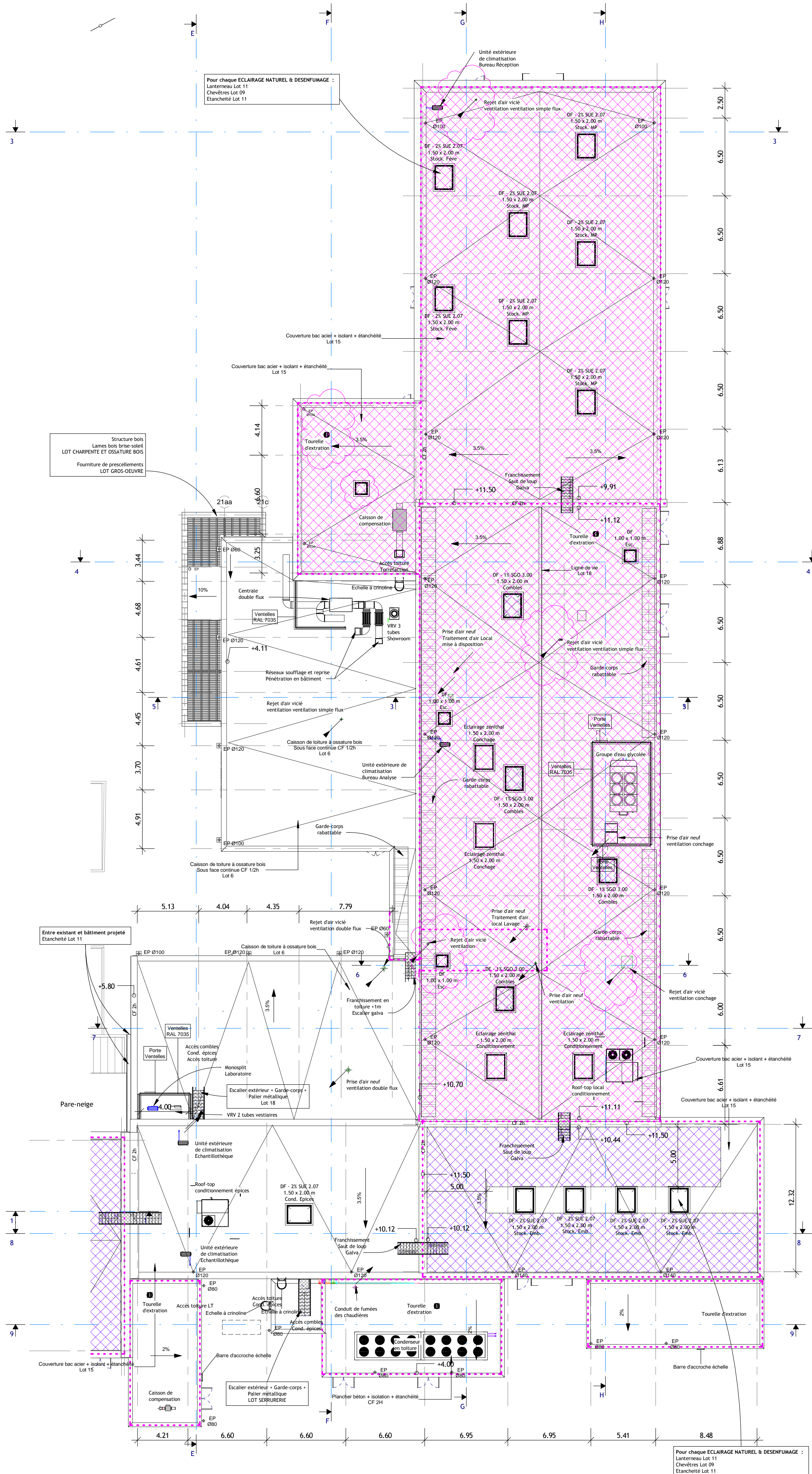
INDICE	DATE	MODELEUR	MODIFICATIONS
A	25/02/2018	N.B.	MODIF POUR PC M00
B	14/01/2018	N.B.	Emis pour dossier PRO C
B	28/02/2019	N.B.	Emis pour dossier ICPE

Projet classé suivant ICPE
 - rubrique 2220 (matières végétales) : Enregistrement
 - rubrique 1510 (stockages) : Déclaration contrôlée

- Repérage des zones**
- ZONE 1 - Aménagements extérieurs
 - ZONE 2 - LT
 - ZONE 2 - Production
 - ZONE 3 - Stockage matières premières
 - ZONE 4 - Stockage emballage
 - ZONE 5 - Stockage PF
 - ZONE 6 - Showroom
 - ZONE 7 - Bloc vestiaire
 - ZONE 8 - Bloc épices
 - ZONE 9 - Bureaux
 - ZONE 10 - Torréfaction
 - ZONE 11 - Bâtiment existant



Ce plan est la propriété intellectuelle du GROUPE ESSOR. Toute utilisation est interdite sans autorisation préalable et écrite des auteurs.



LEGENDE ICPE

OUVRAGES A CREER	DEFINITION
	Repérage mur CF2H
	Repérage mur A2S1d0
	Repérage ICPE 2220 enregistrement
	Repérage ERP

MAITRE D'OUVRAGE
ETHIQUABLE

PROJET
 Construction d'une unité d'élaboration de chocolat
 A St Laurent
 32500 FLEURANCE

Conception architecturale

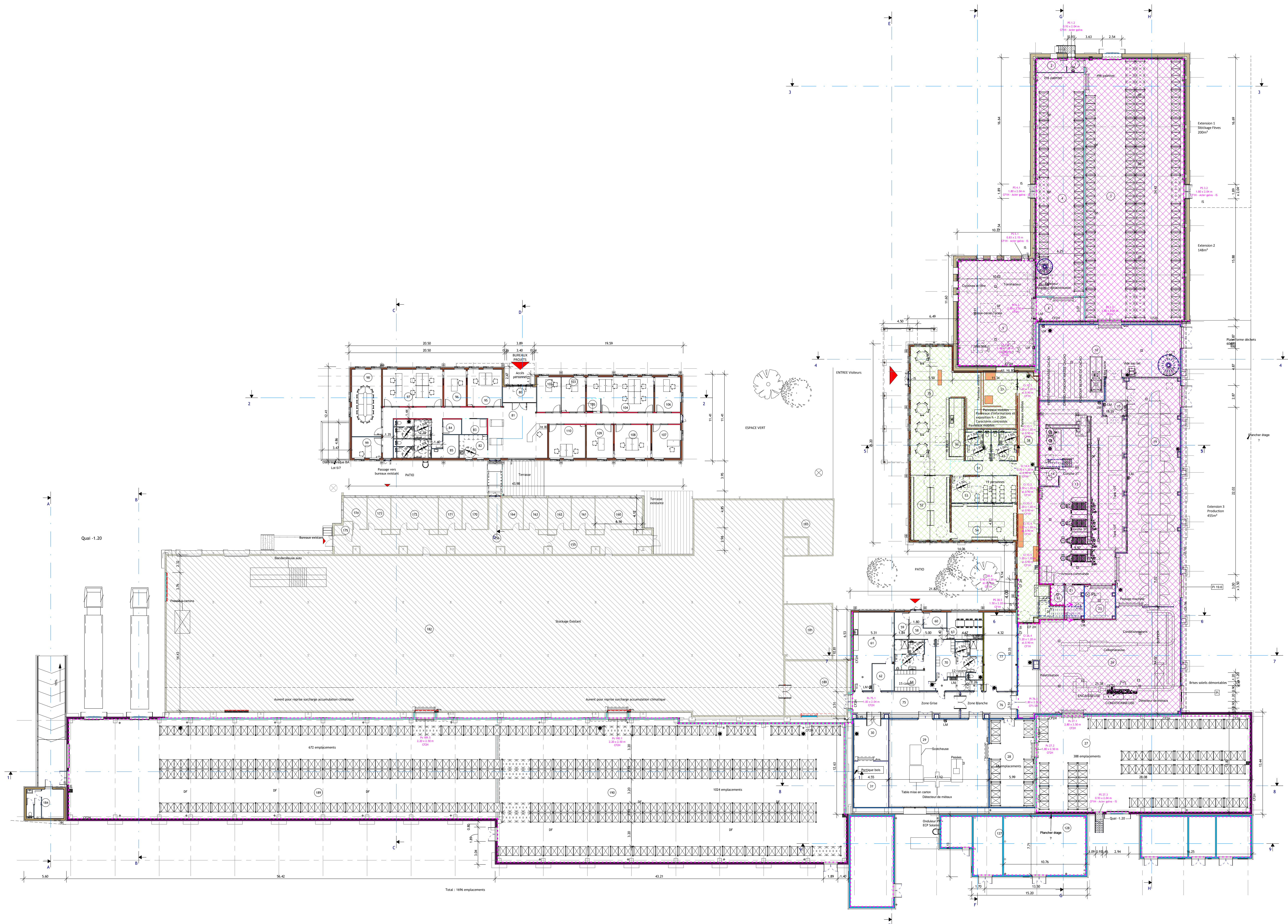
INTITULE							ECHELLE
Plan de toiture zone 2220 ICPE							1 : 200
							DATE
							28/02/2019
							MODELEUR
							N.B.

N°AFFAIRE	EMETTEUR	PHASE	TYPE DOC	N°ORDRE	INDICE	BAT	NIV / PRE
18010FR		ICPE	PLAN	ICPE3	0		

INDICE	DATE	MODELEUR	MODIFICATIONS
0	25/04/2018	N.B.	MODIF POUR PC MOD
	28/02/2019	N.B.	Emis pour ICPE B

ICPE Plan de toiture
 Ech : 1 : 200

Ce plan est la propriété intellectuelle du GROUPE ESSOR. Toute utilisation est interdite sans autorisation préalable et écrite des auteurs.



LEGENDE ELEVATION

OUVRAGES A CREER	DEFINITION
	Démolition
	Mur maçonnerie 15 cm
	Mur béton cellulaire 20 cm
	Maçonnerie en blocs de béton GRANULEX EASYTHERM 20 cm
	Bardage bois + laine de bois 14 cm
	Bardage acier simple peau pose verticale + isolation 12 cm + Murs CF en panneaux béton + enduit 2cm
	Bardage Hairplan blanc + isolation laine de bois 14 cm
	Bardage acier simple peau vertical Ral 7036
	Bardage acier simple peau vertical Ral 7036 (en bandeau)
	Panneaux préfab mixtes béton / chanvre type NEOCHANVRE de chez MNBC. Ép. béton : 18cm Ep. Béton de chanvre : 30cm Finition intérieure Enduit de chaux 3 cm + peinture
	Cloison Fermacell 1 cm + isolant fibre de bois 12 cm + Fermacell 1 cm
	Doublage Isolant fibre de bois 6 cm + Fermacell 1 cm
	Cloisons en briques de terre crue 15 cm
	Cloison Panneaux froid CF 1h - Laine de roche - Épaisseur 12cm
	Cloison Panneaux froid - Laine de roche - Épaisseur 12cm
	Cloison Panneau froid - Panneau démontable
	Cloison de distribution Fermacell + isolant fibre de bois 45 mm + Fermacell
	Doublage en plaque de gypse (Fermacell) sur ossature non-isolé
	Cloison modulaire vitrée ou châssis vitrée
	Portes battantes
	Portes va et vient
	Portes coulissantes
	Portes sectionnelles
	Portes à relevage rapide
	Douche type Receveur Lot 22
	Douche à l'italienne

LEGENDE ICPE

OUVRAGES A CREER	DEFINITION
	Repérage mur CF2H
	Repérage mur AZS1d0
	Repérage ICPE 2220 enregistrement
	Repérage ERP

MAITRE D'OUVRAGE
ETHIQUABLE

PROJET
Construction d'une unité d'élaboration de chocolat
A St Laurent
32500 FLEURANCE

Conception architecturale

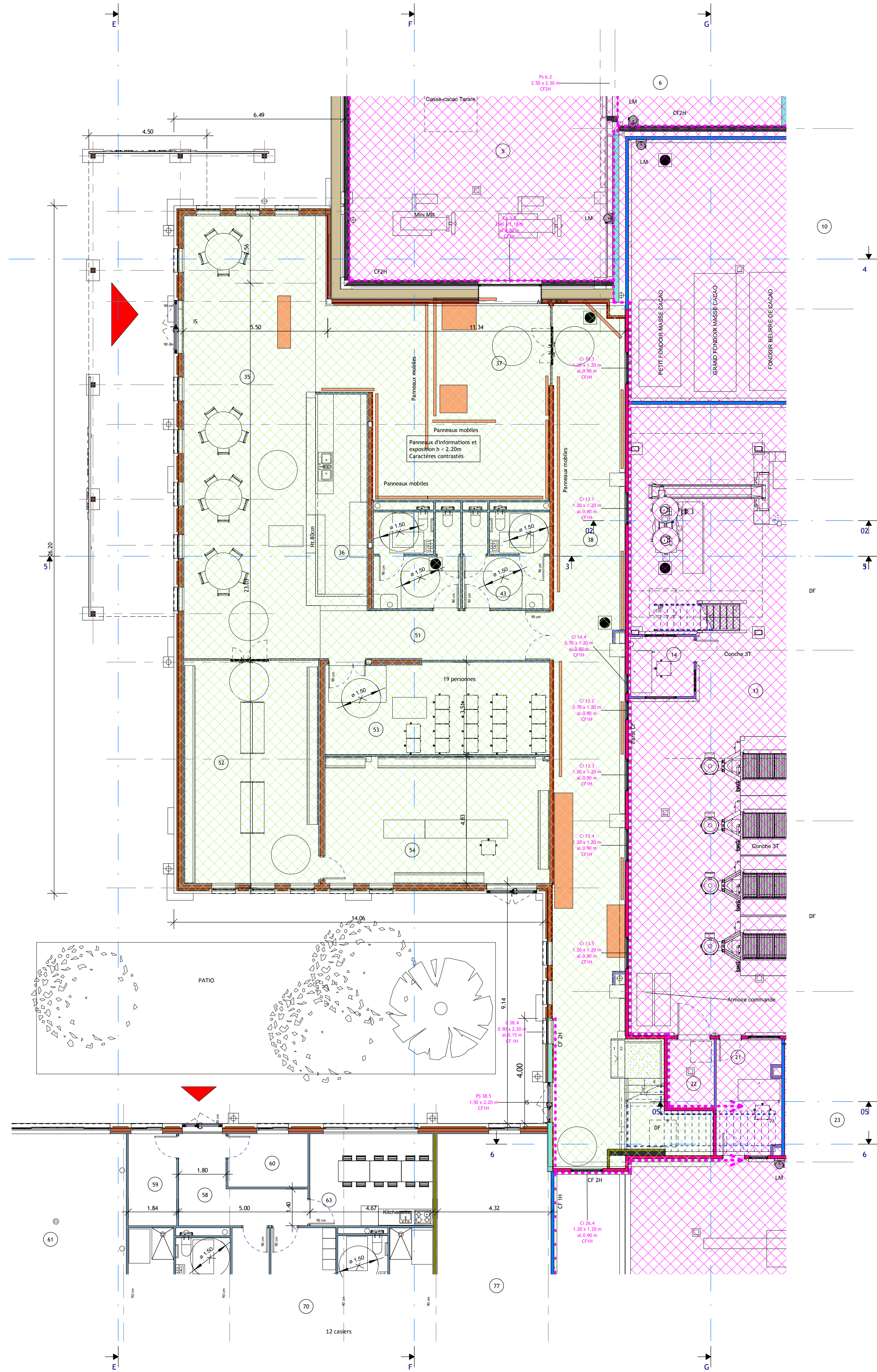
essor
AGRO
Anciennement dénommée UGSLA ENGINEERING +
1 rue Jacques BREL - BP30382 - 44819 ST HERBLAIN
Tél: 02.51.13.17.77 Fax: 02.51.80.66.21
www.essorgroup
contact.agro4@essorgroup

INTITULE
**Plan RDC
Repérage CF ICPE**

ECHELLE
1 : 200
DATE
28/02/2019
MODELEUR
N.B.

N°AFFAIRE	EMETTEUR	PHASE	TYPE DOC	N°ORDRE	INDICE	BAT	NIV / PRE
18010FR	ICPE	PLAN	ICPE4	0			RDC

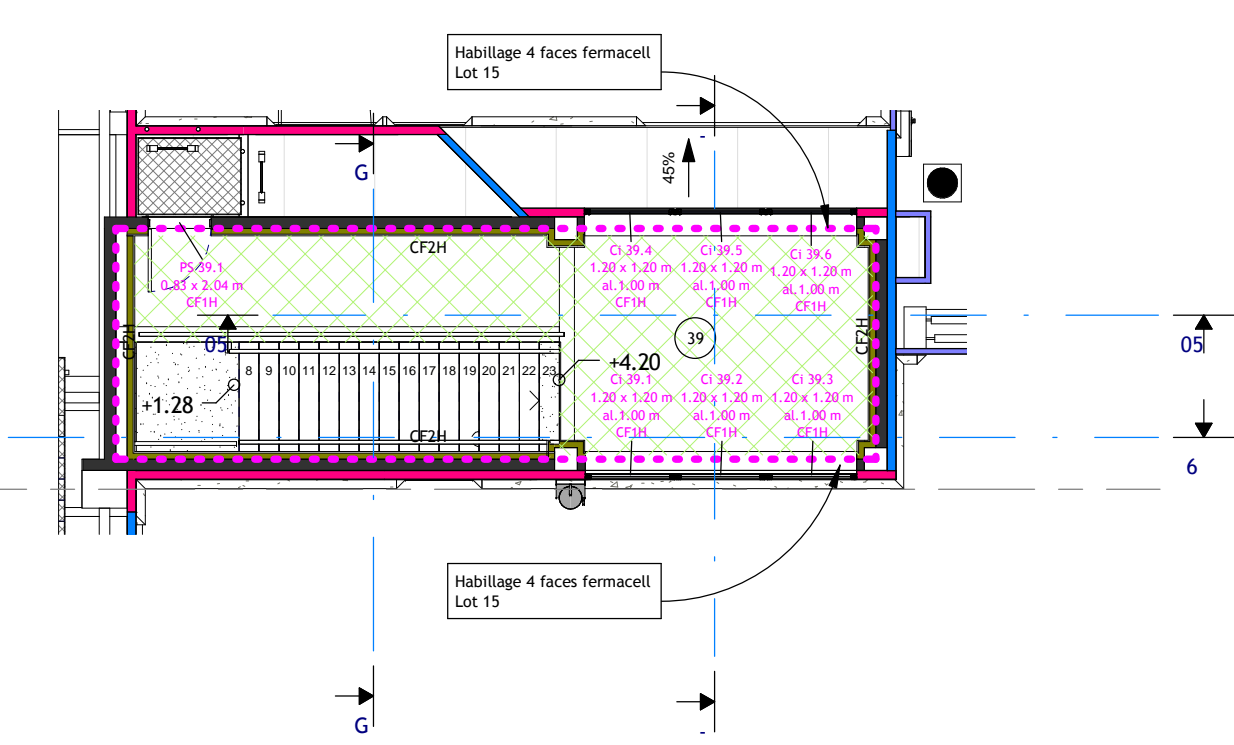
INDICE	DATE	MODELEUR	MODIFICATIONS
0	28/02/2019	N.B.	Emis pour ICPE B



ICPE ERP CF +0.00 / rdc bât.
Ech : 1 : 100

LEGENDE ICPE	
OUVRAGES A CREER	DEFINITION
	Repérage mur CF2H
	Repérage mur A2S1d0
	Repérage ICPE 2220 enregistrement
	Repérage ERP

LEGENDE ELEVATION	
OUVRAGES A CREER	DEFINITION
	Démolition
	Mur maçonnerie
	Mur béton cellulaire 20 cm
	Maçonnerie en blocs de béton GRANULEX EASYTHERM 20 cm
	Bardage bois + laine de bois
	Bardage acier simple peau pose verticale + isolation + Murs CF en panneaux béton + enduit 2cm
	Bardage Hairplan blanc + isolation laine de bois
	Bardage acier simple peau vertical Ral 7036
	Bardage acier simple peau vertical Ral 7036 (en bandeau)
	Béton de chanvre + enduit
	Isolant fibre de bois
	Enduit terre
	Cloisons en briques de terre crue
	Cloison Panneaux froid CF 2h - Laine de roche
	Cloison Panneaux froid CF 1h- Laine de roche
	Cloison séparative Panneaux froid - Laine de roche
	Cloison Panneau froid - Panneau démontable
	Cloison de distribution Fermacell + isolant fibre de bois + Fermacell
	Doublage en Fermacell
	Cloison modulaire vitrée ou châssis vitrée
	Portes battantes
	Portes va et vient
	Portes coulissantes
	Portes sectionnelles
	Portes à relevage rapide
	Douche type Receveur Lot 22
	Douche à l'italienne



ICPE +4.20 / Extrait Etage visite
Ech : 1 : 100

MAITRE D'OUVRAGE
ETHIQUABLE

PROJET
Construction d'une unité d'élaboration de chocolat
A St Laurent
32500 FLEURANCE

Conception architecturale

essor
AGRO
Anciennement dénommée « DSI14 INNOVATIONS »
1 rue Jacques BREL - BP30382 - 44819 ST HERBLAIN
Tél: 02.51.13.17.77 Fax: 02.51.80.66.21
www.essor.group
contact.agro44@essor.group

INTITULE
**PLAN RDC + ETAGE ZONE ERP
ICPE**

INDICE	DATE	MODELEUR	MODIFICATIONS
0	28/02/2019	N.B.	Emis pour ICPE B

N°AFFAIRE	EMETTEUR	PHASE	TYPE DOC	N°ORDRE	INDICE	BAT	NIV / PRE
18010FR		ICPE	PLAN	ICPE5	0		

INDICE	DATE	MODELEUR	MODIFICATIONS

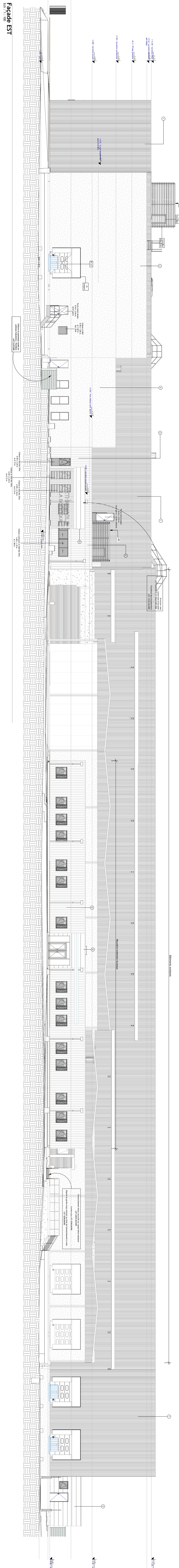
ECHELLE

DATE
28/02/2019

MODELEUR
N.B.

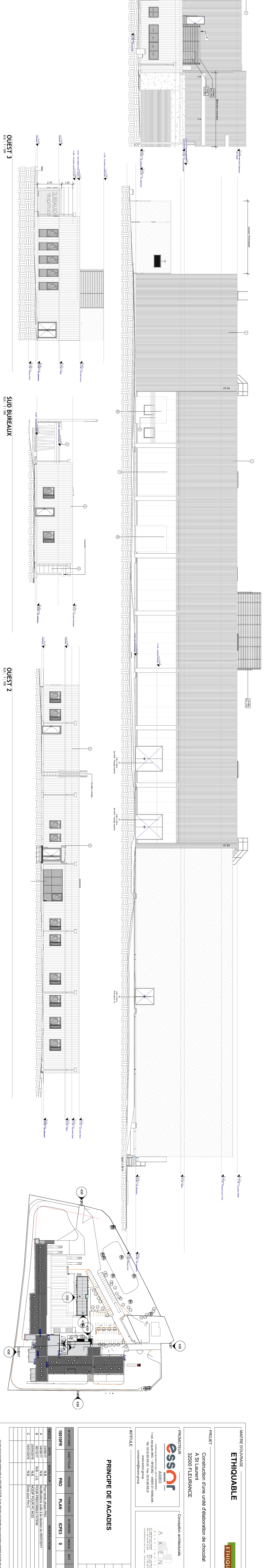
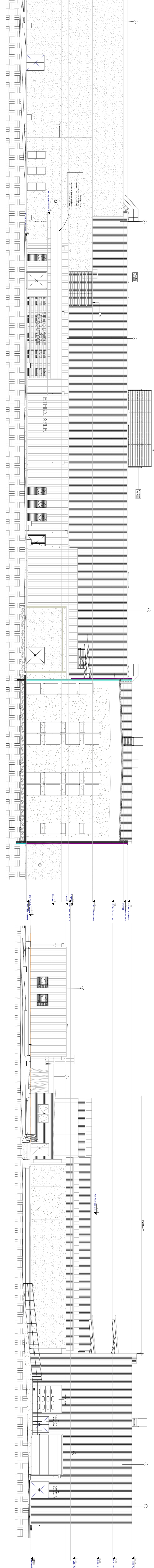
Ce plan est la propriété intellectuelle du GROUPE ESSOR. Toute utilisation est interdite sans autorisation préalable et écrite des auteurs.

Facade EST
1:500



Legende facades

- 1) Revêtement exterieur en bois
- 2) Revêtement exterieur en pierre
- 3) Revêtement exterieur en brique
- 4) Revêtement exterieur en verre
- 5) Revêtement exterieur en metal
- 6) Revêtement exterieur en beton
- 7) Revêtement exterieur en stuc
- 8) Revêtement exterieur en platre
- 9) Revêtement exterieur en ciment
- 10) Revêtement exterieur en terre cuite



MAIRIE DOUVRAGE
ETHIQUABLE

PROJET
Construction d'une unite de fabrication de chocolat
A St Laurent
32000 FLEURBAUCE

PRODUCTEUR
essnor
ESSENOR
11000 RUE DE LA VALLÉE
32000 FLEURBAUCE
0531000000

CONCEPTEUR ARCHITECTURAL
A X E L E N S
ARCHITECTURE
11000 RUE DE LA VALLÉE
32000 FLEURBAUCE
0531000000

INTITULE
PRINCIPE DE FACADES

ÉCHELLE
1 : 100

DATE
14/07/2018

MODELEUR
N/A

NO	LIBELLE	PROJ	TYPE DOC	VERSION	INCEP	STAT	NO / PRE
1	PROJET	PROJ	PROJ	0			
2	PROJET	PROJ	PROJ	0			
3	PROJET	PROJ	PROJ	0			
4	PROJET	PROJ	PROJ	0			
5	PROJET	PROJ	PROJ	0			
6	PROJET	PROJ	PROJ	0			
7	PROJET	PROJ	PROJ	0			
8	PROJET	PROJ	PROJ	0			
9	PROJET	PROJ	PROJ	0			
10	PROJET	PROJ	PROJ	0			
11	PROJET	PROJ	PROJ	0			
12	PROJET	PROJ	PROJ	0			
13	PROJET	PROJ	PROJ	0			
14	PROJET	PROJ	PROJ	0			
15	PROJET	PROJ	PROJ	0			
16	PROJET	PROJ	PROJ	0			
17	PROJET	PROJ	PROJ	0			
18	PROJET	PROJ	PROJ	0			
19	PROJET	PROJ	PROJ	0			
20	PROJET	PROJ	PROJ	0			
21	PROJET	PROJ	PROJ	0			
22	PROJET	PROJ	PROJ	0			
23	PROJET	PROJ	PROJ	0			
24	PROJET	PROJ	PROJ	0			
25	PROJET	PROJ	PROJ	0			
26	PROJET	PROJ	PROJ	0			
27	PROJET	PROJ	PROJ	0			
28	PROJET	PROJ	PROJ	0			
29	PROJET	PROJ	PROJ	0			
30	PROJET	PROJ	PROJ	0			
31	PROJET	PROJ	PROJ	0			
32	PROJET	PROJ	PROJ	0			
33	PROJET	PROJ	PROJ	0			
34	PROJET	PROJ	PROJ	0			
35	PROJET	PROJ	PROJ	0			
36	PROJET	PROJ	PROJ	0			
37	PROJET	PROJ	PROJ	0			
38	PROJET	PROJ	PROJ	0			
39	PROJET	PROJ	PROJ	0			
40	PROJET	PROJ	PROJ	0			
41	PROJET	PROJ	PROJ	0			
42	PROJET	PROJ	PROJ	0			
43	PROJET	PROJ	PROJ	0			
44	PROJET	PROJ	PROJ	0			
45	PROJET	PROJ	PROJ	0			
46	PROJET	PROJ	PROJ	0			
47	PROJET	PROJ	PROJ	0			
48	PROJET	PROJ	PROJ	0			
49	PROJET	PROJ	PROJ	0			
50	PROJET	PROJ	PROJ	0			

© 2018 Essnor. Tous droits réservés. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la société est formellement interdite.

ANNEXE 8 CALCULS D9 ET D9A

Document technique D9 - Défense extérieure contre l'incendie

Guide Pratique pour le dimensionnement des besoins en eau

Risque lié à :		ETIQUABLE		
		Stockage PF (bâtiment existant)		
Fascicule :		R16		
Catégorie de risque :	Activité	Stockage	Coefficient Risque : <u>2</u>	
Critère	Coefficients additionnels	Coefficients retenus pour le calcul		Commentaires
Hauteur de stockage		Activité	Stockage	
▶ Jusqu'à 3m	0			
▶ Jusqu'à 8m	+0,1		0,10	
▶ Jusqu'à 12m	+0,2			
▶ Au-delà de 12m	+0,5			
Type de construction				
▶ Ossature stable au feu ≥ 1heure	-0,1			
▶ Ossature stable au feu ≥ 30minutes	0			
▶ Ossature stable au feu < 30minutes	+0,1		0,10	
Types d'intervention internes				
▶ Accueil 24h/24 (présence permanente à l'entrée)	-0,1			
▶ Détection automatique incendie généralisée reportée 24h/24 7j/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24h/24 lorsqu'il existe avec des consignes d'appel	-0,1		-0,10	
▶ Service sécurité incendie 24h/24 avec moyens appropriés équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24h/24	-0,3			
Σ coefficients		0,00	0,10	
1+ Σ coefficients		1,00	1,10	
Surface de référence en m²			1560,34	
Qi = 30 x (S/500) x (1+Σcoeff)		0,00	102,98	
Catégorie de risque				
Risque 1: Q1 = Qi x 1				
Risque 2 : Q2 = Qi x 1,5			154,47	
Risque 3 : Q3 = Qi x 2				
Risque sprinklé : Q1, Q2 ou Q3 /2				
Débit arrondi Q en m³/h (selon un multiple de 30m³/h)		<u>154,47</u>	<u>150,00</u>	<u>m³/h</u>

Arrondi au multiple de 30m³/h le plus proche

Document technique D9A - Défense extérieure contre l'incendie et rétention						
Guide Pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction						
Risque lié à :			Stockage PF (bâtiment existant)			
			R16			
Besoins pour la lutte extérieure	-----			Besoins(D9) * 2h minimum	300,00	
+						
Moyens de lutte intérieure contre l'incendie	-----			Sprinkleurs	Volume de la réserve intégrale	
	+					
	-----			Rideau d'eau	besoins * 90min	
	+					
	-----			RIA	à négliger	
+						
-----			Mousse HF et MF	Débit de solution * temps de noyage		
+						
-----			Brouillard d'eau	Débit * temps de fonctionnement requis		
+						
Volumes d'eau liés aux intempéries	TOTAL des surfaces étanchées sur le site, susceptibles de drainer les eaux pluviales vers la rétention (m²)				18408	
	-----			10L/m² de surface	184,08	
+						
Présence de stocks liquides	-----			20% du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume		
+						
Volume total à mettre en rétention (m³)					484,08	

ANNEXE 9 EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

(Art R414-23 – I à III du code de l'environnement)



Coordonnées du porteur de projet :

ETIQUABLE

Allée du Commerce Equitable – 32500 FLEURANCE

Commune et département du projet :

FLEURANCE (32)

Adresse :

Allée du Commerce Equitable

32500 FLEURANCE

Contact : M. Rémi ROUX, Gérant

Nom du projet :

Construction d'une unité de fabrication de chocolat et extension de la zone de stockage.

PREAMBULE

**Mon projet doit-il faire l'objet d'une évaluation d'incidences
sur un ou plusieurs site(s) Natura 2000 ?**

Avant de démarrer un projet ou un programme de travaux, d'ouvrages, de manifestations ou d'aménagements, le maître d'ouvrage (ou le pétitionnaire) doit se poser la question de savoir si le projet est susceptible d'avoir un effet significatif sur les milieux naturels, les espèces et les habitats d'intérêts communautaires présents dans un ou plusieurs sites Natura 2000 au regard des objectifs de conservation.

Le décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 met en œuvre le dispositif réglementaire consistant en l'élaboration de listes : liste nationale, liste de la Préfecture Maritime Atlantique et 2 listes locales ; et précisant les différents programmes et projets devant être soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000. Vous trouvez une synthèse de ces listes en annexe 1 du présent formulaire.

- Mon projet ne relève d'aucune de ces listes, l'évaluation est terminée
- Mon projet relève d'une de ces listes, vous devez continuer l'évaluation :
 - Liste nationale : item n° 4
 - Liste Préfecture Maritime Atlantique : item n°
 - Liste locale 1er décret : item n°
 - Liste locale 2e décret : item n°

ETAPE 1

Mon projet et NATURA 2000

1 Description du projet, de la manifestation ou de l'intervention

a. Nature du projet

Les activités qui seront réalisées sur le site de Fleurance sont principalement :

- Stockage de matières premières,
- Fabrication de chocolat
- Stockage de produits finis
- La réception, la préparation de commandes et l'expédition.

Les produits sur le site sont des matières d'origine végétale, des emballages (cartons et plastiques). Aucune matière dangereuse n'est stockée.

Des voiries et des parkings seront également créés ainsi qu'un bassin de temporisation et de rétention des eaux.

La superficie globale du site est de 27 998 m².

La répartition des surfaces à l'intérieur du site est :

- Bâtiment : 6 797 m²,
- Voiries : 3 469 m²,
- Gravillons : 552 m²,
- Espaces verts : 17 180 m².

Le projet est soumis à Enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les rubriques ICPE concernées par le projet sont :

- 1510 : Entrepôts couverts – Déclaration
- 2220 : Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale – Enregistrement

b. Localisation et cartographie

Le projet est réalisé sur la commune de Fleurance, située dans le département du Gers (32).

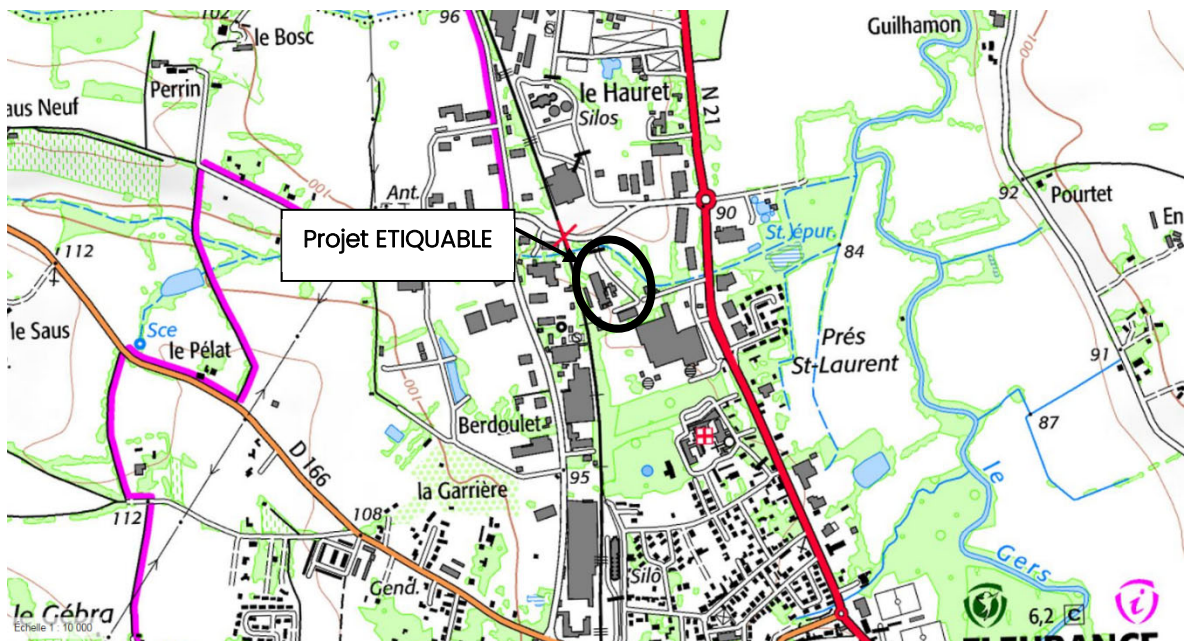
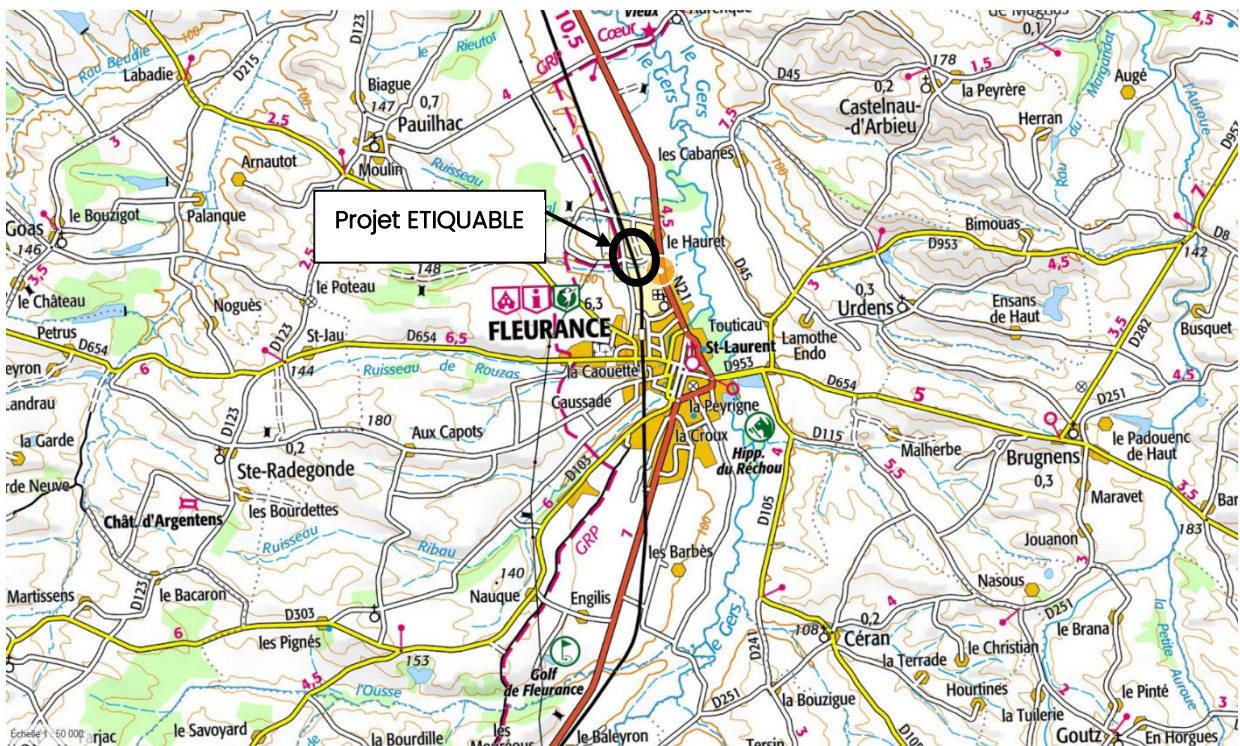


Figure 1 – Localisation du projet

c. Liste des zonages protégés à proximité

Le projet se situe en dehors de tout zonage naturel.

Les richesses naturelles sont notamment répertoriées par la DREAL qui les classe en plusieurs types (Natura 2000, ZNIEFF, ZICO, etc).

Il n'est pas répertoriée sur la commune de protections de ce type.

d. Etendue du projet

Le site concerné représente dans sa globalité une superficie de 27 998 m².

e. Rejets dans le milieu naturel

EAUX PLUVIALES (EP)

Le projet est isolé des écoulements alentours.

Le réseau EP sera distinct du réseau Eaux Usées (EU).

Les EP seront rejetées le ruisseau bordant le terrain, après temporisation dans le bassin. Un séparateur hydrocarbure sera présent sur le réseau provenant des voiries. Une vanne de barrage sera présente en sortie des canalisations de rétention en cas d'écoulement pollué.

EAUX USEES

Conformément au règlement d'urbanisme, les eaux usées générées par le projet seront raccordées au réseau d'assainissement communal. Le traitement des eaux usées sera réalisé par la station d'épuration auquel la zone est raccordée.

L'usage de l'eau sur le site sera pour les sanitaires et les besoins ponctuels. L'impact du projet en termes d'eaux usées sera donc considéré faible.

REJETS ATMOSPHERIQUES

Les seuls rejets atmosphériques seront liés à la circulation, à la ventilation, aux fumées des chaudières bois et à l'extraction d'air sur la zone conchage.

L'impact du projet en termes de rejets atmosphériques sera donc considéré comme faible.

2 Définition de la zone d'influence (concernée par le projet)

La zone d'influence est la zone pouvant être impactée par le projet et concernée par la nature du projet et par les milieux naturels environnants. Les incidences d'un projet sur son environnement peuvent être plus ou moins étendues (poussières, bruit, rejets dans le milieu aquatique...).

La zone d'influence est plus grande que la zone d'implantation. Pour aider à définir cette zone, il convient de se poser les questions suivantes :

Cocher les cases concernées et délimiter cette zone d'influence sur la carte au 1/25 000ème ou au 1/50 000ème.

Rejets dans le milieu aquatique

Les eaux pluviales seront rejetées dans le ruisseau bordant le site.

Elles seront pré-traitées par un séparateur d'hydrocarbures et des vannes seront présentes afin de confiner les écoulements pollués.

Les rejets ne seront pas pollués.

Prélèvements d'eau

Aucun prélèvement dans le milieu naturel, l'alimentation en eau potable se fait via le réseau de la ville.

Prélèvements d'autres ressources naturelles (à préciser : granulats, terres végétales...)

Rupture de corridors écologiques (rupture de continuité écologique pour les espèces)

Poussières, vibrations

En cas de poussières observées en phase chantier, un arrosage des sols sera réalisé.

Pollutions possibles

La pollution chronique résulte, après aménagement de la voirie, du ruissellement des eaux de pluie en provenance des zones de voiries. Les polluants principaux sont les hydrocarbures, les poussières de pneus, les métaux lourds et les MES.

L'imperméabilisation de l'ensemble des voiries permet d'éviter l'infiltration dans le sol, et protège donc le milieu naturel de tout produit accidentellement répandu. Du fait de la nature du projet, et de la faible circulation sur la zone cette pollution reste négligeable.

En cas d'écoulement accidentel, le site sera raccordé sur un bassin de rétention.

Au regard de ces questions, expliquer la zone d'influence que vous avez déterminée :

En fonctionnement normal, du fait de l'utilisation future du site, et des rejets non pollués, la zone d'influence est estimée similaire à la zone d'étude.

Conclusions ETAPE 1

Cette zone d'influence se superpose-t-elle en tout ou partie avec un périmètre d'un site NATURA 2000.

- Non. Vous pouvez passer à la partie « Conclusions générales »
- Oui. Il est nécessaire de compléter les parties suivantes

Conclusions générales

Il est de la responsabilité du porteur de projet de conclure sur l'absence ou non d'incidences significatives de son projet.

A titre d'information, le projet est susceptible d'avoir une incidence lorsque :

- Une surface relativement importante ou un milieu d'intérêt communautaire ou un habitat d'espèce serait détruit ou dégradé à l'échelle du site Natura 2000
- Une espèce d'intérêt communautaire serait détruite ou perturbée dans la réalisation de son cycle vital

Le projet est-il toujours susceptible d'avoir des effets significatifs dommageables pendant ou après sa réalisation, ou pendant la durée de la validité du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces ?

NON : ce formulaire, accompagné de ses pièces, est joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service instructeur

OUI : l'évaluation d'incidences doit se poursuivre (voir le guide méthodologique). Le projet ne pourra être autorisé que sous réserve de respecter des conditions particulières. Un dossier plus poussé doit être réalisé par le maître d'ouvrage. Ce dossier sera joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service instructeur.

A : FLEURANCE

Le : 18/01/2019

Cachet et signature :

Conclusions générales

Il est de la responsabilité du porteur de projet de conclure sur l'absence ou non d'incidences significatives de son projet.

A titre d'information, le projet est susceptible d'avoir une incidence lorsque :

- Une surface relativement importante ou un milieu d'intérêt communautaire ou un habitat d'espèce serait détruit ou dégradé à l'échelle du site Natura 2000
- Une espèce d'intérêt communautaire serait détruite ou perturbée dans la réalisation de son cycle vital

Le projet est-il toujours susceptible d'avoir des effets significatifs dommageables pendant ou après sa réalisation, ou pendant la durée de la validité du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces ?


NON : ce formulaire, accompagné de ses pièces, est joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service instructeur

OUI : l'évaluation d'incidences doit se poursuivre (voir le guide méthodologique). Le projet ne pourra être autorisé que sous réserve de respecter des conditions particulières. Un dossier plus poussé doit être réalisé par le maître d'ouvrage. Ce dossier sera joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service instructeur.

A : FLEURANCE

Le : 18/01/2019

Cachet et signature :



ETHIQUABLE
Société Coopérative ARL
Z.I. Saint-Laurent
32500 FLEURANCE
Tél : 05 62 06 05 06 - Fax 05 62 64 71 19
Net : 449 164 402 00007 - NAF 1000Z

ANNEXE 10 POS : EXTRAIT DU POS

REGLEMENT APPLICABLE A LA ZONE Ui

CARACTERE DE LA ZONE

C'est une zone d'activités industrielles, artisanales et commerciales.

Elle comprend un secteur Uia, dont les activités doivent être compatibles avec la proximité d'une zone d'habitation.

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Article Ui 1 - Occupation et utilisation du sol admises sous conditions

- l'extension des bâtiments existants,
- les constructions et installations non mentionnées à l'article Ui 2 et répondant au caractère de la zone,
- les constructions à usage d'habitation nécessaires pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements,
- les constructions ou installations à usage artisanal ou industriel,
- les constructions et installations nécessaires au fonctionnement du service ferroviaire ou liées à l'activité ferroviaire,
- les industries afférentes au traitement, au recyclage ou à la transformation des déchets à l'exception des casses automobiles,
- les serres horticoles,
- les constructions et installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et des réseaux d'intérêt public.

Dans le secteur Uia, les constructions et installations mentionnées ci dessus sont admises sous réserve d'être compatibles (nuisances, risques) avec la proximité d'une zone d'habitation.

Article Ui 2 - Occupations et utilisations du sol interdites

- les constructions à usage d'habitation autres que celles mentionnées à l'article Ui.1.
- les constructions et installations à usage agricole à l'exception des serres horticoles,
- les lotissements à usage d'habitation,
- les parcs d'attractions, terrains de sports motorisés,
- les caravanes isolées,
- les terrains de camping ou de caravanage,
- les parcs résidentiels de loisirs,
- les carrières,
- les industries afférentes aux traitement, au recyclage ou à la transformation des déchets (y compris les casses automobiles,...),

- la destruction des éléments paysagers (et notamment coupe et abattage d'arbres, haies ou défrichements des bois identifiés à l'article 7 du Titre I - Dispositions générales) en dehors de toute autorisation d'urbanisme.

SECTION 2 - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

Article Ui.3 - Accès et voirie

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code Civil.

Il ne sera autorisé qu'un nombre minimal d'accès par propriété ne présentant pas un risque pour la sécurité des usagers de la voie. Tout accès devra être aménagé pour assurer en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage, la sécurité tant des utilisateurs de l'accès que les usagers de la voie publique.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Elles doivent permettre, en outre, l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

Article Ui.4 - Desserte par les réseaux

- Toute construction ou installation qui requiert un usage en eau pour l'alimentation humaine ou animale doit être raccordée au réseau public de distribution et desservie par une conduite de caractéristiques suffisantes. En l'absence de celui-ci, le raccordement à une ressource privée est acceptée exceptionnellement à condition que l'eau soit de qualité conforme à la réglementation en vigueur.

- Le raccordement au réseau public d'assainissement est obligatoire lorsqu'il existe à proximité. Des exonérations sont possibles dans les cas fixés par l'arrêté du 19 juillet 1960 modifié par l'arrêté du 28 février 1986.

A défaut de réseau public d'assainissement, un dispositif d'assainissement autonome, conforme à la réglementation en vigueur, sera exigé. Si c'est le cas, l'assainissement autonome devra respecter les techniques d'assainissement définies en annexe "carte d'aptitude des sols" pour le terrain concerné. Une autre filière d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur, pourra être utilisée lorsqu'elle sera justifiée par la fourniture des éléments techniques complémentaires relatifs aux caractéristiques hydrogéologiques, à la superficie et à la configuration du terrain.

Dans les zones d'assainissement collectif, définies en application de l'article 35.1 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le dispositif d'assainissement autonome devra être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit et directement raccordé au réseau quand celui-ci sera réalisé.

- Les aménagements réalisés sur le terrain devront garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur si il existe.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau collecteur insuffisant, il sera exigé un aménagement nécessaire à l'écoulement des eaux pluviales.

- En l'absence ou en cas d'insuffisance d'éclairage public, les lotissements doivent comporter un éclairage de leurs parties communes raccordé au réseau public et adapté à l'importance de l'opération.

Article Ui.5 - Caractéristiques des terrains

Néant.

Article Ui.6 - Implantation des constructions par rapport aux emprises publiques et voies

En l'absence de prescriptions particulières inscrites au plan, les bâtiments doivent être implantés au minimum à :

- 25 mètres de l'axe de la route nationale n° 21
- 5 mètres de l'alignement des routes départementales
- 5 mètres de l'alignement ou de l'emprise des voies communales ou chemins ruraux
- 3 mètres de l'emprise du domaine ferroviaire
- 5 mètres de l'emprise des emplacements réservés
- 3 mètres de l'alignement ou de l'emprise des autres voies

Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les constructions et installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

Article Ui.7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les bâtiments peuvent être implantés sur les limites séparatives uniquement dans le cas où il y a édification de mur coupe-feu.

Dans le cas contraire, ils doivent respecter un retrait au moins égal à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieur à 3 mètres.

Au droit des ruisseaux et des cours d'eau, tout bâtiment devra être implanté à au moins 6 mètres des berges.

Article Ui.8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Sur une même propriété, les bâtiments doivent être accolés ou implantés à 3 mètres minimum les uns des autres.

Article Ui.9 - Emprise au sol des constructions

Néant.

Article Ui.10 - Hauteur maximum des constructions

Néant.

Article Ui.11 - Aspect extérieur

Les constructions doivent présenter un aspect fini compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants.

(Rappel: la zone est en partie couverte par des servitudes Monument Historique, entraînant l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France pour les constructions en covisibilité avec ces monuments.)

Article Ui.12 - Stationnement

Le stationnement des véhicules doit être adapté aux besoins des constructions et installations nouvelles et doit être assuré en dehors des voies publiques.

Article Ui.13 - Espaces libres et plantations, espaces boisés classés

Au moins 20 % des espaces libres devront être végétalisés.

Les éléments paysagers identifiés à l'article 7 du Titre I - Dispositions générales, devront être préservés ou remplacés par des plantations équivalentes.

SECTION 3 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Article Ui.14 - Coefficient d'occupation du sol (C.O.S.)

Il n'est pas fixé de COS.

Article Ui.15 - Dépassement du C.O.S.

Sans objet.

ANNEXE 11 NOTE SUR LA CONFORMITE DE LA SUPERFICIE DU
DESENFUMAGE ET DES AMENEES D'AIR

ETIQUABLE - STOCKAGE PF

Note sur la conformité des dispositifs de désenfumage et d'amenées d'air frais

Date : 07/01/2019

1) Dispositif de désenfumage

	Surface de la cellule (m ²)	Canton 1		Canton 2		Canton 3		Canton 4	
		Superficie (m ²)	2% de la superficie (m ²)	Superficie (m ²)	2% de la superficie	Superficie (m ²)	2% de la superficie (m ²)	Superficie (m ²)	2% de la superficie (m ²)
PF 3 ET 4	1 597	739	15	858	17	0	0	0	0

	Nombre d'exutoires	Surface utile des exutoires (m ²)				Surface utile des exutoires du plus grand canton (m ²)
		Canton 1	Canton 2	Canton 3	Canton 4	
PF 3 ET 4	15	24	21	0	0	21

2) Dispositif d'amenées d'air frais

	Type d'amenées d'air frais					Superficie des amenées d'air frais (m ²)
	Porte(s) à quai	Issue(s) de secours	Grille(s)	Porte(s) à quai	Autre 2	
PF 3 ET 4	Porte(s) à quai 1	Issue(s) de secours 1	0 Grille(s)	Porte(s) à quai 2	Autre 2 0	38,253
	Dimension (m) : 3,5 x 3	Dimension (m) : 2,04 x 1,8	Dimension (m) : x	Dimension (m) : 3,49 x 3,45	Dimension (m) : x	
	Surface totale (m ²) : 10,5	Surface totale (m ²) : 3,672	Surface totale (m ²) : 0	Surface totale (m ²) : 24,081	Surface totale (m ²) : 0	

ANNEXE 12 ETUDE ACOUSTIQUE

Rapport d'essais

N° B8661996/1801 - 1/ 1 M00

Référence
client



Mesures de bruits aériens en environnement

Entreprise

ESSOR INGENIERIE
SPECIALISEE

Etude d'impact sonore

Adresse
de
facturation

Parc Ar Mor Tertiaire
1 Rue Jacques BREL – BP 30382
44819 ST HERBLAIN CEDEX

Lieu de
réalisation des
essais/
mesures/contrôles

ETHIQUABLE SCOP
Allée du Commerce Equitable
32500 - FLEURANCE

Périodicité

Contractuelle

Représentant de
l'entreprise

Mme DEHAUT

Dates de
vérification

27/04/2018 au 27/04/2018

Pièces jointes

Aucun

Intervenant(s)
DEKRA Industrial

Maxime VIAUD

Destinataires du
rapport

Mme DEHAUT

Rédacteur du
rapport

Maxime VIAUD

Date du rapport

Ce rapport a été validé et transmis par
mail le 30/04/2018

Nom,
fonction, visa du
signataire

Maxime VIAUD, Technicien Environnement
Ce rapport a été validé électroniquement selon les procédures
internes DEKRA en vigueur et est valable sans signature.



Reproduction partielle
interdite sans accord écrit de
DEKRA Industrial.

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill – 87000 LIMOGES
www.dekra-industrial.fr – N°TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au capital de 8 628 320 € – SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES – NAF 7120B

ACTIVITÉ MESURES Sud Ouest
Immeuble Aurélien
29 avenue J.F. Champollion
31037 TOULOUSE CEDEX
Tél. : 05.61.19.04.56 Fax. 05.61.41.03.28

Ce rapport est une version : définitive partielle provisoire

SOMMAIRE

1. OBJET DES MESURES	3
2. SYNTHESE NON TECHNIQUE	3
3. MODALITES D'INTERVENTION	4
3.1. METHODOLOGIE DE MESURES	4
3.2. ECART A LA NORME.....	4
3.3. MATERIEL UTILISE ET REGLAGE DES APPAREILS.....	4
3.4. CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION	5
3.5. IMPLANTATION DU SITE	5
3.6. EMBLEMES DES POINTS DE MESURES.....	6
3.7. CONDITIONS METEOROLOGIQUES.....	7
4. SYNTHESE DES RESULTATS ET CONCLUSIONS.....	7
4.1. REFERENTIEL REGLEMENTAIRE	7
4.2. RESULTATS	7
4.3. CONCLUSIONS	8
4.4. COMMENTAIRES	8
5. ANNEXES	9

1. Objet des mesures

L'objet de la présente étude est d'évaluer l'impact sonore engendré par l'activité de la société ETHIQUABLE SCOP à FLEURANCE (32500), conformément à la réglementation relative à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées.

2. Synthèse non technique

Contexte de la mission	Ce rapport constitue l'étude d'impact sonore du site ETHIQUABLE SCOP. Cette étude a été réalisée selon l'arrêté Ministériel du 23 janvier 1997 .
Sources de bruit sur le site	Les sources de bruit identifiées sont : - le trafic routier lié à l'activité du site (Poids lourds, chariots de manutention et véhicules légers). - Installations de refroidissement de chambres froides
Investigations de terrain	Un total de 3 points de mesures a été retenu. Les mesures sont effectuées : - en limite de propriété de l'entreprise.
Résultats	Après analyse des mesures, il apparaît que : L'impact sonore du site ETHIQUABLE SCOP est Conforme aux exigences de l'arrêté Ministériel du 23 janvier 1997 .
Recommandations (si non-conformité)	Sans objet

3. Modalités d'intervention

3.1. Méthodologie de mesures

Les mesures ont été effectuées conformément à :

- L'annexe technique de l'**arrêté ministériel du 23 janvier 1997** relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations classées pour la protection de l'environnement sans déroger à aucune de ses dispositions.
- La **norme NF S 31-010** de décembre 1996 relative à la caractérisation et au mesurage des bruits de l'environnement méthode expertise.

Les mesures sont effectuées :

- en limite de propriété de l'entreprise.

L'acquisition des niveaux sonores est réalisée, pendant une période représentative du fonctionnement normal de l'entreprise.

Une analyse spectrale par bandes de fréquences, en chaque point de mesure, permet de déterminer la présence éventuelle d'une tonalité marquée.

3.2. Ecart à la norme

Ecart	Impact possible sur le résultat
Aucun	/

3.3. Matériel utilisé et réglage des appareils

La liste du matériel utilisé est détaillée en annexe 1.

Les sonomètres utilisés sont des appareils de classe 1 faisant l'objet de vérifications périodiques réglementaires conformément à l'arrêté du 27 octobre 1989 relatif à la construction et au contrôle des sonomètres.

Ils sont calibrés avant chaque série de mesures et une vérification de la dérive est effectuée à la fin de la série. L'écart entre les valeurs lues avant et après les mesurages était inférieur à 0,5 dB.

Réglage :

Temps d'intégration : 1 seconde.

Filtre de pondération A pour l'acquisition des niveaux sonores.

Pas de pondération pour l'analyse spectrale permettant la détermination de l'éventuelle présence de tonalité marquée.

3.4. Conditions de fonctionnement de l'installation

Principales sources de bruit sur le site :

- le trafic routier lié à l'activité du site (Poids lourds, chariots de manutention et véhicules légers).
- Installations de refroidissement de chambres froides

Horaires de fonctionnement :

L'activité du site a lieu de 8h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Lors des mesures, le fonctionnement de l'entreprise est considéré comme représentatif de l'activité journalière.

3.5. Implantation du site

Le site ETHIQUABLE SCOP est situé dans la zone industrielle de FLEURANCE (32500).

Le site est bordé :

- au Sud Est par la société TURBOCAR
- à l'Ouest par la société DELPEYRAT
- au Nord par la route d'accès à la zone industrielle
- - au Nord Ouest par un champ



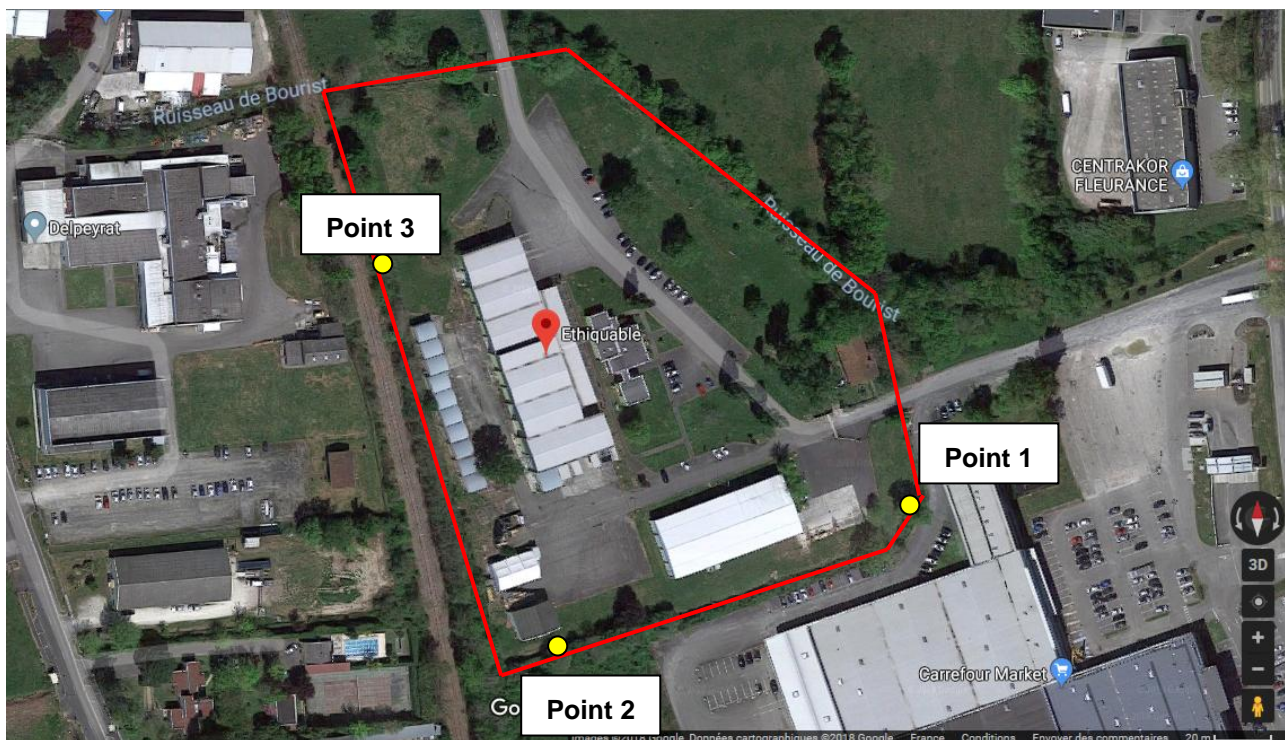
Source : www.google.maps.com

3.6. Emplacements des points de mesures

Les emplacements des points de mesure ont été choisis par nos soins en fonction de l'implantation géographique du site et des futures éventuelles zones bruyantes que le site accueillera après restructuration.

POINTS	SITUATION
POINTS EN LIMITE DE PROPRIÉTÉ	
1	Limite de propriété Sud Est en vis-à-vis des bureaux de la société TURBOCAR
2	Limite de propriété Sud-Ouest
3	Limite de propriété Est

(cf. plan de situation ci-dessous)



Source : www.google.maps.com

3.7. Conditions météorologiques

Les conditions météorologiques peuvent avoir une influence sur les mesures lorsque la distance source-récepteur est supérieure à 40 m. Lorsque la distance est inférieure à 40 m, cette influence est négligeable.

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier l'impact des conditions météorologiques relevées in situ sur les niveaux sonores mesurés.

Point	Date	Heure	Conditions météorologiques	Codification NF S 31-010	Influence
JOUR					
1	27/04/2018	8h58 à 13h04	Ensoleillé, chaussée sèche vent nul à élevé de Sud (contraire) à partir de 11h00	U2/T1	--
2		9h00 à 13h02		U2/T1	--
3		9h03 à 13h00		U2/T1	--

-- : Etat météorologique conduisant à une atténuation très forte du niveau sonore.

- : Etat météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore.

Z : Effets météorologiques nuls ou négligeables.

+ : Etat météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore.

++ : Etat météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore.

4. Synthèse des résultats et conclusions

4.1. Référentiel réglementaire

En l'absence d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter communiqué par le client, les valeurs mesurées ont été comparées à *l'arrêté Ministériel du 23 janvier 1997* relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

4.2. Résultats

Les indicateurs acoustiques sont destinés à fournir une description synthétique d'une situation sonore complexe :

1- Contrôles des niveaux de bruits admissibles en limite de propriété :

L'indicateur utilisé est le niveau équivalent de bruit ambiant mesuré **LAeq,T** sur les différents intervalles de mesurage.

TABLEAU DE RÉSULTATS :
Légende :

(N/A) = Non applicable

C = Conforme **NC** = Non conforme

		Période JOUR 07h – 22h		
		1	2	3
		POINT		
Point en limite de propriété :		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
En Zone à Emergence Réglementée :		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Niveau de bruit Ambiant	LAeq	49,5	49	50,5
	L₉₀	41	37,5	40,5
	L₅₀	45	41,5	44
	Valeur limite autorisée en limite de propriété pour le LAeq	70		
	Conformité niveau en limite de propriété	C	C	C
Absence de tonalité marquée plus de 30% du temps		C	*	C

Valeurs en dB (A), arrondies à 0,5 dB près

*Présence d'une tonalité marquée due à l'avifaune dans la végétation environnante.

Les indices fractiles L50 sont plus représentatifs de l'environnement sonore en s'affranchissant du bruit émis par l'avifaune.

4.3. Conclusions

L'impact sonore engendré par l'activité de la société ETHIQUABLE SCOP à FLEURANCE (32500), est **conforme** aux exigences de l'arrêté précité.

4.4. Commentaires

Commentaires sur les impacts liés au site :

L'activité du site ETHIQUABLE est très peu bruyante. Les sources de bruit prépondérantes du site sont le trafic routier poids lourds (quelques poids lourds par jour) et le déplacement de deux ou trois chariots de manutention sur le site.

Commentaires sur les impacts extérieurs :

Ensemble des points de mesure : Impact élevé de l'avifaune dans les résultats de mesure (chants d'oiseaux dans toutes les haies et arbres en périphérie du site). Les indices fractiles L50 sont plus représentatif du chant sonore hors avifaune.

- Point 1 impacté par les entrées/sorties de poids lourds du site TURBOCAR (plusieurs poids lourds en quelques heures de mesures)
- Point 2 impacté l'activité de fret du site TURBOCAR (zone de chargement/déchargement des poids lourds et
- Point 3 impacté en permanence par le bruit de fond de certaines installations sur le site DELPEYRAT et le trafic routier lié à la Zone Industrielle (voie passant au Nord du site).

5. Annexes

Les annexes font partie intégrante du rapport d'essai.

Annexe n°	Objet	Nombre de page(s)
1	Matériels utilisé	1
2	Définitions des termes	1
3	Résultats de mesures et évolutions temporelles	3
4	Analyse spectrale	3
5	Photos des points de mesure	2

ANNEXE 1 – Matériel utilisé

Le matériel de prélèvement est vérifié métrologiquement et les certificats de conformité métrologique sont disponibles sur demande.

Désignation matériel	Identification DEKRA	Marque	Type	N° Série	Date de Validité (LNE)	Points mesurés
Sonomètre intégrateur de précision (classe 1)	75 269	01dB	FUSION	10 568	05/09/2018	3
Calibreur acoustique associé	75 271	01 dB	CAL 21	34 344 483	05/09/2018	
Sonomètre intégrateur de précision (classe 1)	76 671	01dB	FUSION	10 751	20/04/2019	1
Calibreur acoustique associé	76 672	01 dB	CAL 21	34 254 692	20/04/2019	
Sonomètre intégrateur de précision (classe 1)	79 671	01dB	FUSION	11 005	20/04/2019	2
Calibreur acoustique associé	79 672	01 dB	CAL 21	35 054 890	20/04/2019	
Logiciel de traitement de données		01 dB	DBTRAIT	Version 5.5		

ANNEXE 2 – Définitions des termes

Niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, LAeq,T :

Valeur du niveau de pression acoustique pondéré A, d'un son continu stable qui, au cours d'une période spécifiée T, a la même pression acoustique quadratique moyenne qu'un son considéré dont le niveau varie en fonction du temps. Il est donné par la formule :

$$LA_{eq,T} = 10 \log \frac{1}{t_2 - t_1} \int_{t_1}^{t_2} \frac{P_A^2(t)}{P_0^2} dt$$

LAeq,T est le niveau de pression acoustique équivalent pondéré A, déterminé pour un intervalle de temps T qui commence à t₁ et se terminera à t₂.

P₀ pression acoustique de référence (20 µPa).

P_A(t) est la pression acoustique instantanée pondérée A du signal acoustique.

Niveau acoustique fractile L_{AN,t} : (L1%, L10%, L50%, L90%, L99%)

Niveau sonore atteint ou dépassé pendant n% du temps de mesure.

Bruit ambiant :

Bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources proches ou éloignées y compris le bruit de l'activité objet du contrôle.

Bruit particulier :

Composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant notamment parce qu'il est l'objet d'une requête.

Bruit résiduel :

Bruit ambiant, en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s), objet(s) de la requête considérée.

Émergence :

Modification temporelle du niveau du bruit ambiant induite par l'apparition ou la disparition d'un bruit particulier. Cette modification porte sur le niveau global ou sur le niveau mesuré dans une bande quelconque de fréquence.

Tonalité marquée :

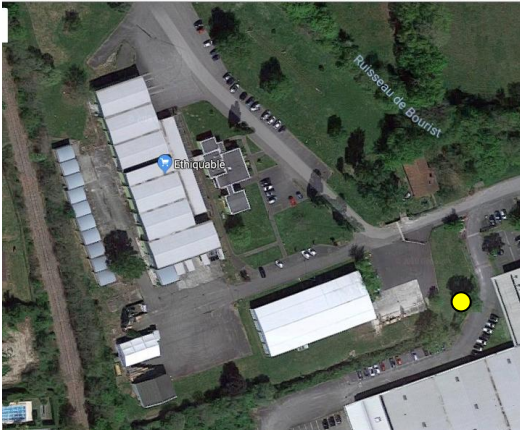
Tonalité détectée dans un spectre non pondéré de tiers d'octave, par une analyse de fréquence dans les bandes étroites correspondantes normalisées et telle que la différence de niveau avec les 4 bandes les plus proches, soit supérieure à 10 dB (de 50 Hz à 315 Hz) ou à 5 dB (de 400 Hz à 8 000 Hz).

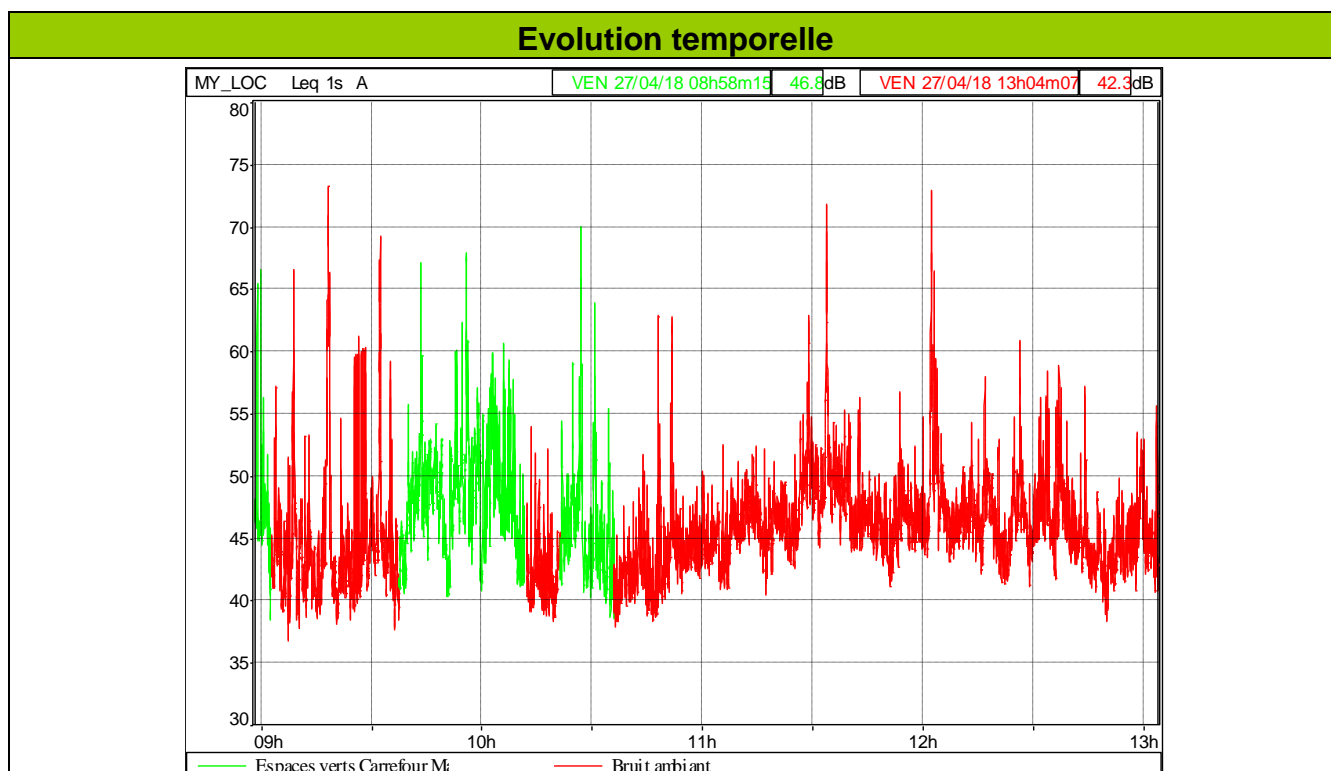
ZER : Zone à émergence réglementée :

- L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

ANNEXE 3 – Résultats de mesures et évolutions temporelles

POINT 1 – Ambiant – Jour

Résultats								Situation du point de mesure
Fichier	Pt 1 ETHIQUABLE 20180427_085815_130408.c...							
Lieu	Pt 1 ETHIQUABLE							
Type de données	Leq							
Pondération	A							
Début	27/04/18 08:58:15							
Fin	27/04/18 13:04:08							
	Leq particulier dB	L99 dB	L90 dB	L50 dB	L10 dB	L1 dB	Durée cumulée h:min:s	
Bruit ambiant	49,5	39,1	41,2	45,1	49,7	59,4	03:12:00	



Sources de bruit liées au site ou à l'environnement extérieur

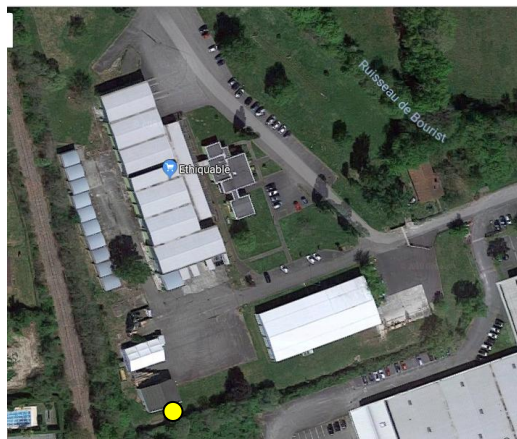
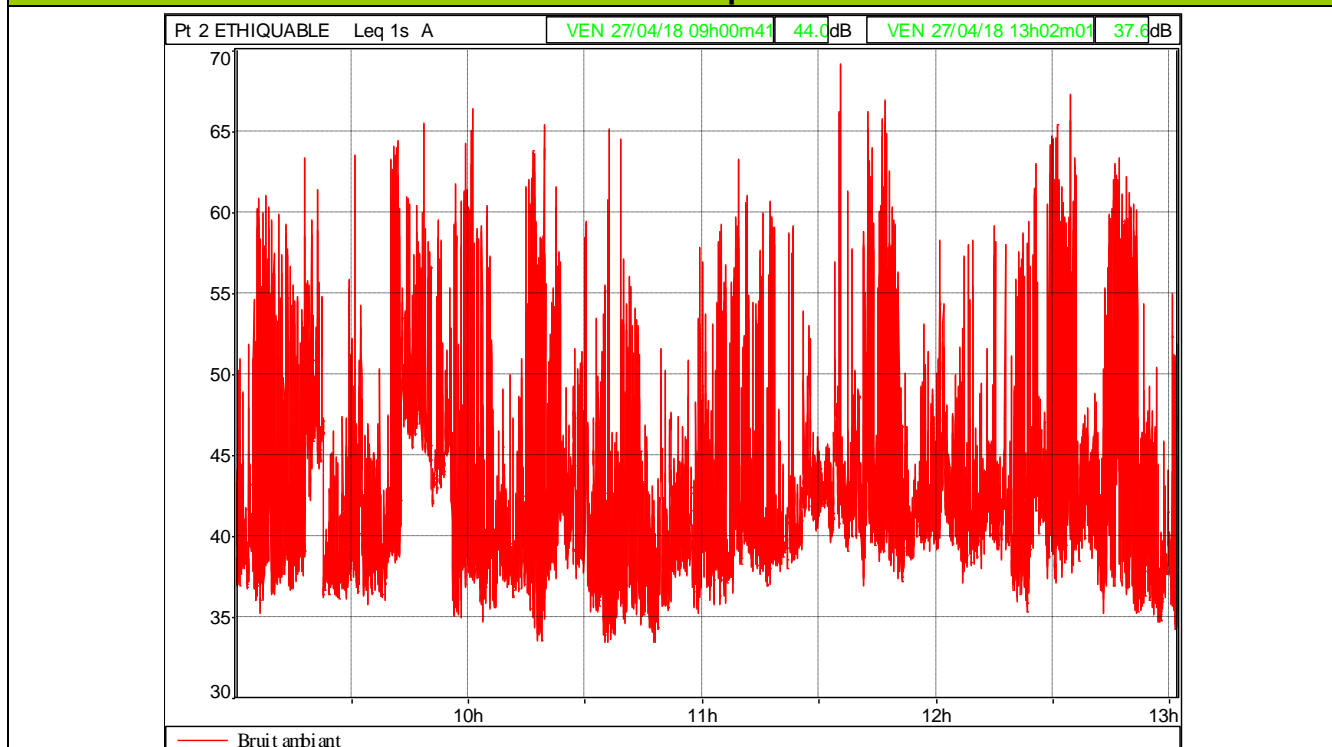
Ambiant : Niveau sonore engendré par :

- le bruit de fond du site (activité non bruyante dans le hangar proche et porte de hangar ouverte, quelques entrées sorties de chariot de manutention)
- les entrées sorties de poids lourds sur le site TURBOCAR voisin et
- l'avifaune dans la végétation (arbres et haies) environnante.

Le bruit généré par les travaux d'espaces verts du site CARREFOUR MARKET ont été extraits des calculs des niveaux sonores

POINT 2 – Ambiant – Jour

Résultats								Situation du point de mesure
Fichier	Pt 2 ETHIQUABLE 20180427_090041_130202.c...							
Lieu	Pt 2 ETHIQUABLE							
Type de données	Leq							
Pondération	A							
Début	27/04/18 09:00:41							
Fin	27/04/18 13:02:02							
	Leq						Durée	
Source	particulier	L99	L90	L50	L10	L1	cumulée	
	dB	dB	dB	dB	dB	dB	h:min:s	
Bruit ambiant	49,1	35,0	37,4	41,4	51,8	60,9	04:01:21	


Evolution temporelle

Sources de bruit liées au site ou à l'environnement extérieur

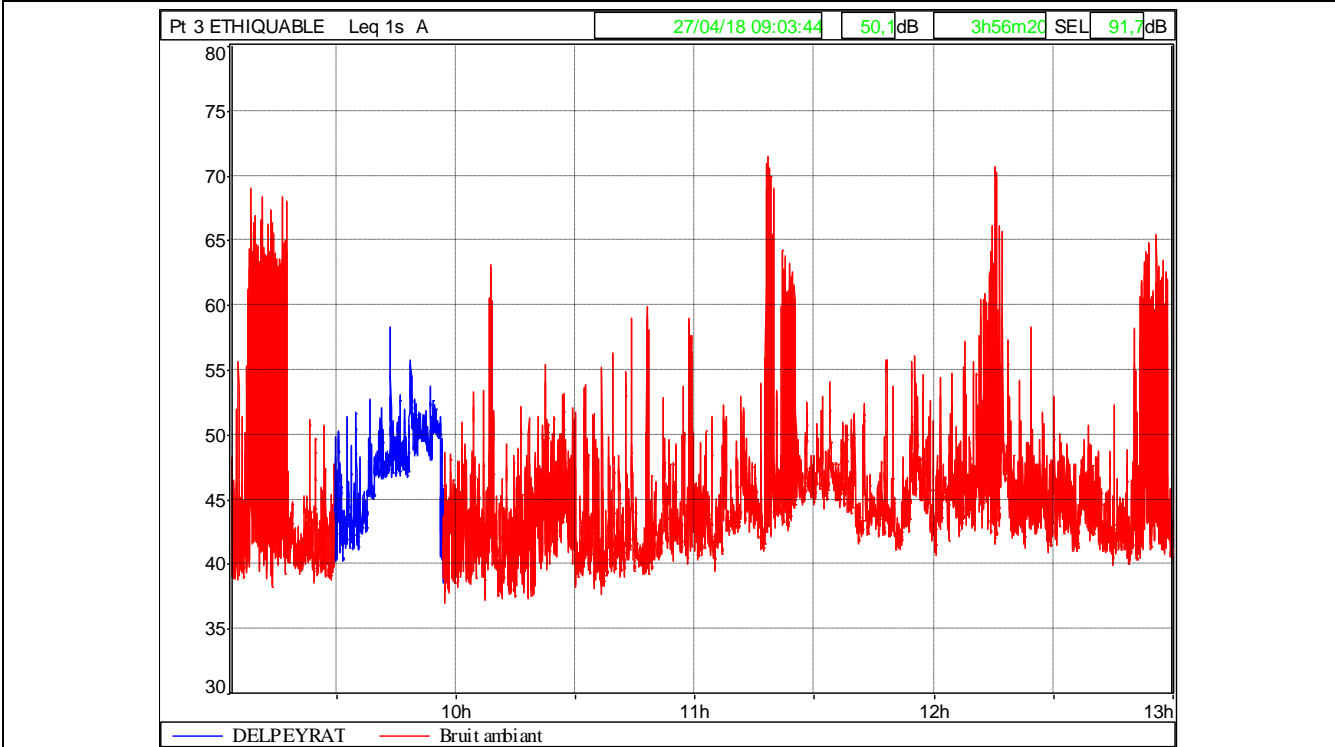
Ambiant : Niveau sonore engendré par :

- l'avifaune dans la végétation (arbres et haies) environnante (phases de pics sur le graphe).
- les entrées/sorties de poids lourds sur le site TURBOCAR voisin et le déchargement/chargement sur leur zone de fret

POINT 3 – Ambiant – Jour

Résultats								Situation du point de mesure
Fichier	Pt 3 ETHIQUABLE - 20180427_090344_130004....							
Lieu	Pt 3 ETHIQUABLE							
Type de données	Leq							
Pondération	A							
Début	27/04/18 09:03:44							
Fin	27/04/18 13:00:04							
	Leq particulier	L99	L90	L50	L10	L1	Durée cumulée	
Source	dB	dB	dB	dB	dB	dB	h:min:s	
Bruit ambiant	50,3	38,5	40,4	43,9	49,5	62,7	03:29:01	

Evolution temporelle



Sources de bruit liées au site ou à l'environnement extérieur

Ambiant : Niveau sonore engendré par :

- l'avifaune dans la végétation (arbres et haies) environnante (phases de pics sur le graphe).
- les entrées sorties de poids lourds et véhicules légers sur le site ETHIQUABLE
- le déchargement des poids lourds sur le site ETHIQUABLE
- le bruit de fond de certaines installations sur le site DELPEYRAT voisin
- le trafic routier sur la route d'accès à la zone industrielle qui borde le site au Nord

Le bruit généré ponctuellement par le site DELPEYRAT & été extrait des calculs des niveaux sonores

ANNEXE 4 – Analyse spectrale

POINT 1 – Jour

Recherche de tonalités marquées

Fréquence	Niveau mesuré en dBLin	Différence D1 avec 2 niveaux f. inférieures	Différence D2 avec 2 niveaux f. supérieures	Tonalité marquée selon 23/01/97	
				si D1 et D2 >	TM
31,5 Hz	54,5	x	x		
40 Hz	53,6	x	x		
50 Hz	56,7	2,6	4,3	10	non
63 Hz	54,5	-0,9	6,8	10	non
80 Hz	48,1	-7,6	2,2	10	non
100 Hz	47,2	-5,2	3,9	10	non
125 Hz	43,9	-3,8	1,2	10	non
160 Hz	42,5	-3,4	0,7	10	non
200 Hz	42,8	-0,5	2,5	10	non
250 Hz	40,5	-2,2	0,1	10	non
315 Hz	40,0	-1,8	-0,9	10	non
400 Hz	40,8	0,5	-0,3	5	non
500 Hz	41,0	0,6	0,0	5	non
630 Hz	41,2	0,3	0,5	5	non
800 Hz	40,7	-0,4	0,3	5	non
1 kHz	40,7	-0,3	1,5	5	non
1,25 kHz	40,1	-0,6	2,8	5	non
1,6 kHz	38,0	-2,4	2,3	5	non
2 kHz	36,5	-2,7	2,1	5	non
2,5 kHz	34,8	-2,5	0,4	5	non
3,15 kHz	33,9	-1,8	0,1	5	non
4 kHz	34,9	0,5	4,4	5	non
5 kHz	32,2	-2,2	5,7	5	non
6,3 kHz	27,7	-6,1	3,8	5	non
8 kHz	24,9	-5,6	3,5	5	non
10 kHz	22,6	x	x		
12,5 kHz	19,6	x	x		

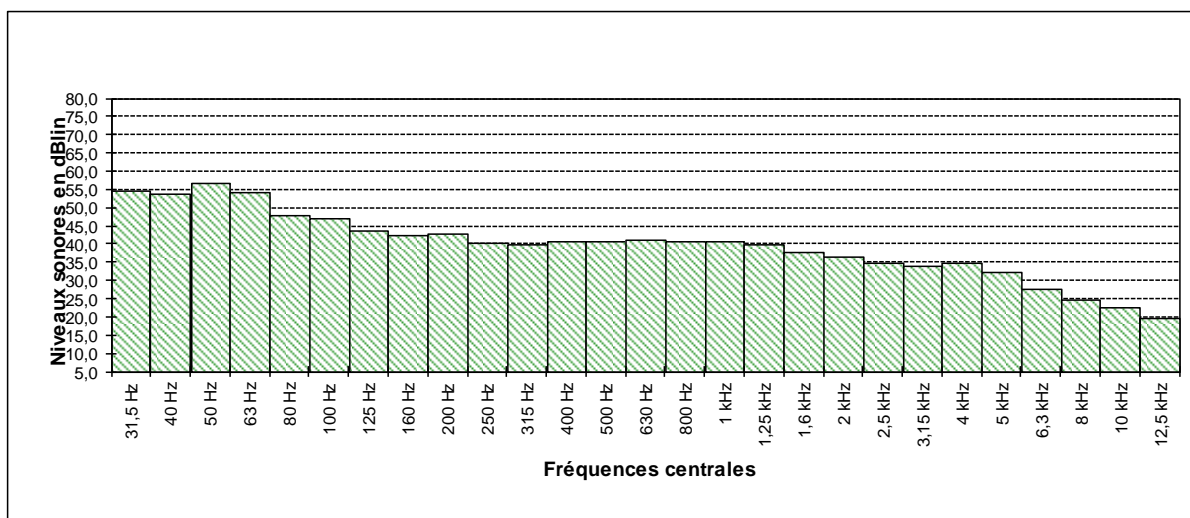
Mode : 1/3 octave

Début : 27/04/18 08:58:15

Fin : 27/04/18 13:04:08

Point : 1

Sources : Bruit ambiant

Apparition
>30% : NON

POINT 2 – Jour
Recherche de tonalités marquées

Mode : 1/3 octave

Début : 27/04/18 09:00:41

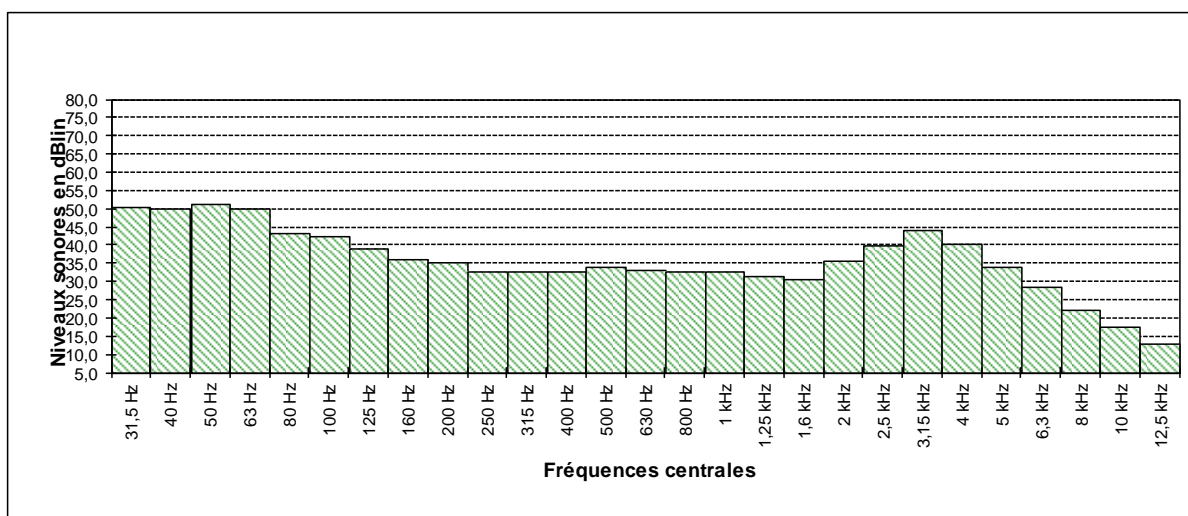
Fin : 27/04/18 13:02:02

Point : 2

Sources : **Bruit ambiant :**
Avifaune
Trafic PL
TURBOCAR

Apparition
>30% : **OUI**

Fréquence	Niveau mesuré en dBLin	Différence D1 avec 2 niveaux f. inférieures	Différence D2 avec 2 niveaux f. supérieures	Tonalité marquée selon 23/01/97	
				si D1 et D2 >	TM
31,5 Hz	50,4	x	x		
40 Hz	49,7	x	x		
50 Hz	51,5	1,4	3,7	10	non
63 Hz	50,0	-0,7	7,1	10	non
80 Hz	43,4	-7,4	2,3	10	non
100 Hz	42,3	-5,5	4,2	10	non
125 Hz	39,3	-3,6	3,5	10	non
160 Hz	36,3	-4,8	2,1	10	non
200 Hz	35,2	-2,9	2,3	10	non
250 Hz	33,0	-2,8	0,1	10	non
315 Hz	32,8	-1,4	-0,7	10	non
400 Hz	33,0	0,1	-0,7	5	non
500 Hz	34,0	1,1	0,8	5	non
630 Hz	33,3	-0,2	0,3	5	non
800 Hz	33,0	-0,7	0,7	5	non
1 kHz	32,9	-0,3	1,7	5	non
1,25 kHz	31,7	-1,3	-2,1	5	non
1,6 kHz	30,6	-1,7	-7,7	5	non
2 kHz	35,6	4,4	-7,0	5	non
2,5 kHz	39,9	6,1	-2,7	5	non
3,15 kHz	44,2	5,9	6,1	5	oui
4 kHz	40,2	-2,4	8,1	5	non
5 kHz	34,1	-8,5	7,8	5	non
6,3 kHz	28,4	-9,7	7,9	5	non
8 kHz	22,3	-9,8	6,5	5	non
10 kHz	17,5	x	x		
12,5 kHz	13,0	x	x		



POINT 3 – Jour
Recherche de tonalités marquées

Mode : 1/3 octave

Début : 27/04/18 09:03:44

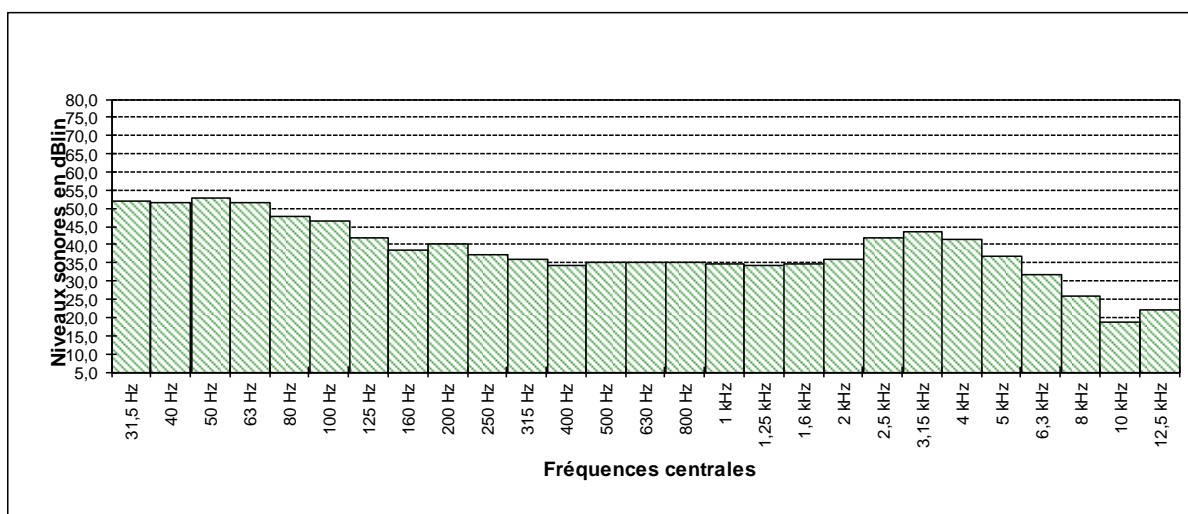
Fin : 27/04/18 13:00:04

Point : 3

Sources : Bruit ambiant :
Avifaune
Poids lourds

Apparition
>30% : NON

Fréquence	Niveau mesuré en dBLin	Différence D1 avec 2 niveaux f. inférieures	Différence D2 avec 2 niveaux f. supérieures	Tonalité marquée selon 23/01/97	
				si D1 et D2 >	TM
31,5 Hz	51,8	x	x		
40 Hz	51,7	x	x		
50 Hz	52,9	1,1	2,6	10	non
63 Hz	51,9	-0,4	4,6	10	non
80 Hz	47,9	-4,5	3,0	10	non
100 Hz	46,6	-3,7	6,0	10	non
125 Hz	41,9	-5,4	2,2	10	non
160 Hz	38,8	-6,1	-0,4	10	non
200 Hz	40,5	-0,1	3,7	10	non
250 Hz	37,3	-2,4	1,9	10	non
315 Hz	36,2	-3,0	1,2	10	non
400 Hz	34,4	-2,4	-1,1	5	non
500 Hz	35,5	0,1	0,0	5	non
630 Hz	35,4	0,4	0,1	5	non
800 Hz	35,5	0,0	0,7	5	non
1 kHz	35,0	-0,5	0,3	5	non
1,25 kHz	34,5	-0,8	-1,1	5	non
1,6 kHz	34,8	0,0	-5,2	5	non
2 kHz	36,2	1,5	-6,8	5	non
2,5 kHz	42,0	6,4	-0,8	5	non
3,15 kHz	43,8	3,8	3,9	5	non
4 kHz	41,6	-1,4	6,4	5	non
5 kHz	37,0	-5,8	7,0	5	non
6,3 kHz	32,0	-7,9	8,3	5	non
8 kHz	26,0	-9,2	5,3	5	non
10 kHz	18,7	x	x		
12,5 kHz	22,0	x	x		



ANNEXE 5 – Photos des points de mesures

POINT 1



POINT 2



POINT 3



ANNEXE 13 LIASSE FISCALE 2017 (SOUS PLI CONFIDENTIEL)

DOSSIER FISCAL



IMPOT SUR LES SOCIETES

Exercice ouvert le	01012017	et clos le	31122017	Régime simplifié d'imposition	
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe			Régime réel normal		x
Si PME innovantes, cocher la case ci-contre			Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case		
Si vous êtes l'entreprise soumise à l'obligation de dépôt de la déclaration pays par pays n° 2258-SD (article 223-I-1 quinquies C du CGI)			Si vous êtes une entreprise établie en France et appartenant à un groupe étranger, désignée pour le dépôt de la déclaration pays par pays n° 2258-SD		
Si une autre entité située en France ou dans un pays ou territoire soumis au dépôt de la déclaration, désignée pour le dépôt de la déclaration pays par pays n° 2258, indiquer le nom et la localisation					

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE														
Désignation de la société:			Adresse du siège social:											
SCOPARL ETHIQUABLE			A Saint-Laurent Zone Industrielle 32500 FLEURANCE											
SIRET	4	4	9	1	6	4	4	8	2	0	0	0	2	7
Adresse du principal établissement:			Ancienne adresse en cas de changement:											

REGIME FISCAL DES GROUPES					
Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (art 223 A à U du CGI)					
Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante					
Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° identification de la société mère:					
SIRET					

B ACTIVITE					
Activités exercées	Transformation du thé et du café			Si vous avez changé d'activité, cochez la case	

C RECAPITULATION DES ELEMENTS D'IMPOSITION (cf. notice de la déclaration n° 2065)					
1 Résultat fiscal	Bénéfice imposable à 33 1/3%	130 755	Bénéfice imposable à 28%	75 000	Déficit
2 Plus-values					
PV à long terme imposables à 15%		Résultat net de la concession de licences d'exploitation de brevets à 15%			
PV à long terme imposables à 19%		Autres PV imposables à 19%	PV à long terme imposables à 0%	PV exonérées (art. 238 quindecies)	

3 Abattements et exonérations notamment en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches					
Entreprises nouvelles, art 44 sexies	<input type="checkbox"/>	Jeunes entreprises innovantes	<input type="checkbox"/>	Zones franches urbaines	<input type="checkbox"/>
Entreprises nouvelles, art 44 septies	<input type="checkbox"/>	Zone franche d'activité, art. 44 quaterdecies	<input type="checkbox"/>	Autres dispositifs	<input type="checkbox"/>
Sociétés d'investissements immobiliers cotées	<input type="checkbox"/>	Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)		Plus-values exonérées relevant du taux de 15 %	
4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer :			dans le secteur du logement social, art. 244 quater X		

D IMPUTATIONS (cf. notice de la déclaration n° 2065)					
1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt					
2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité.					

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice de la déclaration n° 2065)					
Recettes nettes soumises à la contribution 2,50%					

Vous devez obligatoirement souscrire le formulaire n° 2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr

Les notices des liasses fiscales sont désormais uniquement accessibles sur le site www.impots.gouv.fr.

Nom et adresse du professionnel de l'expertise comptable:			Nom et adresse du conseil:		
SAS SYGNATURES 8 CHEMIN DE LA TERRASSE B.P. 45122 31512 TOULOUSE CEDEX 5 Tél: 05 62 47 73 73			Tél:		
Nom et adresse du CGA ou du viseur conventionné:			Identité du déclarant:		
N° d'agrément du CGA			Date:	Lieu:	FLEURANCE
Tél:			Qualité et nom du signataire:	Gérant	
			Signature:	ROUX REMI	

* Pour les entreprises avec un exercice ouvert à compter du 1er janvier 2017 et ayant cessé en 2017, préciser le taux d'impôt sur les sociétés appliqué et la ventilation éventuelle entre les deux taux en annexe libre de la liasse fiscale (cf. les précisions portées sur la notice du formulaire n° 2065-SD, à la rubrique « NOUVEAUTES »).

ANNEXE À LA DECLARATION N° 2065

F REPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILES DISTRIBUES

Montant global brut des distributions (1)	payées par la société elle-même	a	payées par un établissement chargé du service des titres	b
Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire(s) (2)				c
Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées				d
Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus (3)				e
				f
				g
				h
Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (4)				i
Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI				j
Montant des revenus répartis (5)				Total (a à h)

G REMUNERATIONS NETTES VERSEES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIETES

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-3 à 6 ann. III au CGI) * SARL, tous les associés ; * SCA, associés gérants ; * SNC ou SCS, associés en nom ou commandités ; * SEP et sté de copropriétaires de navires, associés, gérants ou coparticipants	Pour les S.A.R.L.	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.					
		Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Année au cours de laquelle le versement à été effectué.	Montant des sommes versées :			
				à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits.	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement.	à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les	
1	2	3	Indemnités forfaitaires.	Remboursements.	Indemnités forfaitaires.	Remboursements.	
			4	5	6	7	8
Cf état annexe							

H DIVERS

* NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

* ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

I CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

REMUNERATIONS		MOINS-VALUES A LONG TERME IMPOSEES A 15%	
Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés (a)		MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice	
		MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice	
Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages (b)		MVLT réalisée au cours de l'exercice	
		MVLT restant à reporter	

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE

31/12/2017

G | RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-3 à 6 ann. III au CGI) : - SARL - tous les associés ; - SCA - associés gérants ; - SNC ou SCS - associés en nom ou commandités ; - SEP et sté de copropriétaires de navires - associés, gérants ou coparticipants	Pour les S.A.R.L. Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.					
		Année au cours de laquelle le versement à été effectué.	Montant des sommes versées :				
			à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits.	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement.		à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6.	
1	2	3	4	Indemnités forfaitaires. 5	Rembours- sements. 6	Indemnités forfaitaires. 7	Rembour- sements. 8
M COMAR STEPHANE 6 RUE RASPAIL 94800 VILLEJUIF	2 089	2017	70 890				
M EBERHART CHRISTOPHE 47 RUE POLONCEAU 75018 PARIS	2 089	2017	70 890				
M ROUX REMI Gérant LA BOUBEE 32380 SAINT CREAC	2 086	2017	70 317				
M ANGELI Laurent Aux Caillavets 32390 ROQUEFORT	956	2017	30 400				
M EBERHART NICOLAS 21 RUE DE SARREGUEMINES 57915 WOUSTVILLER	900	2017	48 488				
M RENARD MATTHIEU LA LAQUE 47220 CUQ	885	2017	62 177				
Mme CANTALOU NADINE LE BERNET 32380 LISLE-BOUZON	774	2017	33 000				
M BONHOMMEAU ROMAIN 96 QUAI DE LA FOSSE 44000 NANTES	767	2017	46 957				
M DU PASSAGE CORENTIN 36 RUE CLAUDE JOSEPH BONN 69004 LYON	749	2017	49 063				
Mlle CHEILAN EMMANUELLE 67 RUE DE MARAICHERS 75020 PARIS	718	2017	42 588				
Mme MAUGEIN PASCALE LOT LES TILLEULS 32200 ESCORNEBOEUF	715	2017	46 650				
Mlle DE BEAUCORPS LAURENCE 60 RUE EMERIAU 75015 PARIS	662	2017	38 700				
Mlle LEVEQUE JANINE AU VILLAGE 32500 LA SAUVETAT	655	2017	41 924				
Mme CHAMPIER SEVERINE 28 RUE DES TRIEUSES LE BRESIDOU 82200 MOISSAC	614	2017	42 776				
M MOINARD PIERRE 22 ALLÉE MARCEL SUARES RES EXCELIOR APT 15 64100 BAYONNE	576	2017	34 863				
Mlle BOURZIG NADGET 5 RUE COURTELINE 69100 VILLEURBANNE	567	2017	6 181				
Mlle LONG MAGALIE 32 RUE ROBERT DESNOS RES CLOS MARGOTS APT 126 34070 MONTPELLIER	563	2017	33 396				

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE

31/12/2017

G | RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-3 à 6 ann. III au CGI) : - SARL - tous les associés ; - SCA - associés gérants ; - SNC ou SCS - associés en nom ou commandités ; - SEP et sté de copropriétaires de navires - associés, gérants ou coparticipants	Pour les S.A.R.L. Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.					
		Année au cours de laquelle le versement à été effectué.	Montant des sommes versées :				
			à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits.	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement.		à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6.	
1	2	3	4	Indemnités forfaitaires. 5	Rembours- sements. 6	Indemnités forfaitaires. 7	Rembour- sements. 8
Mlle DUMESNIL CLEMENCE 26 RUE DE CLISSON 75013 PARIS	553	2017	32 450				
M ROTH STEPHANE 13 RUE DU MARECHAL FOCH 67000 STRASBOURG	523	2017	33 044				
Mlle JONCKHEERE SYLVIE 2 RUE SUR VERDET 86370 VIVONNE	518	2017	29 756				
M DECOENE MAXIME 14 RUE DU COMTE GUILLAUME DE TAILLEFER 32600 L ISLE JOURDAIN	518	2017	35 450				
Mlle GILBERT VIRGINIE 51 RUE KLEBER 93100 MONTREUIL	516	2017	35 397				
Mlle KAISER LUCIE 9 RUE DES CLOS 75020 PARIS	497	2017	40 858				
M WASER Franck Le Gavach 32390 MIREPOIX	491	2017	22 507				
M TISSERAND CYRIL 2 RUE DE MONTHUCHET 91160 SAULX LES CHARTREUX	481	2017	39 064				
Mlle DOY CELINE LIEU DIT LE MOULIN DES PON APPT N°9 01270 VILLEMOTIER	466	2017	33 236				
M MUSSET PIERRICK 20 PLACE DE LA CHAPELLE 75018 PARIS	464	2017	32 200				
Mme COVEX NATHALIE 11 ROUTE DU MILIEU 33350 MOULIETS ET VILLEMARTIN	458	2017	32 320				
Mme BEDEL MELISSA 8 RUE DE BOULEURS APPT 4 77580 CRECY LA CHAPELLE	440	2017	35 253				
Mme TURCHETTI VERONIQUE 1 ALLE DE MOZART RESIDENCE 2000 32500 FLEURANCE	439	2017	24 292				
Mlle THORE Emilie 6 rue Gabriel Fromaget 32500 FLEURANCE	438	2017	20 291				
M SENAN STEPHANE 84 RUE DE LA FRATERNITE 93170 BAGNOLET	437	2017	32 551				
Mlle POUDES NADINE CARRABIN 32500 PAUILHAC	423	2017	24 029				
Mlle MARCHINI SABRINA AU TURC AU VILLAGE LAMOTHE 32120 MAUVEZIN	423	2017	24 220				

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE

31/12/2017

G | RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-3 à 6 ann. III au CGI) : - SARL - tous les associés ; - SCA - associés gérants ; - SNC ou SCS - associés en nom ou commandités ; - SEP et sté de copropriétaires de navires - associés, gérants ou coparticipants	Pour les S.A.R.L. Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.					
		Année au cours de laquelle le versement à été effectué.	Montant des sommes versées :				à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6.
			à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits.	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement.		Rembours-ements.	
1	2	3	4	Indemnités forfaitaires. 5	Rembour-ements. 6		Indemnités forfaitaires. 7
Mme HERRERA NAJERA VIRGINIA ROUTE DE CONDOM LE HERATE 32250 FLEURANCE	421	2017	23 650				
Mme COUZY ALEXIA ROUTE DE ST PUY CASTERA VERDUZAN	418	2017	23 973				
M GUGLIOTTA RAPHAEL 183 AVENUE DE SAINT LAMBERT RES BELLA VISTA BAT A2 APPT 148 83600 FREJUS	407	2017	35 033				
Mlle FONTES Sylvie Au Village 32380 ISLE BOUZON	400	2017	21 550				
Mme FERNANDES DAVID ERICA 81 RUE DE LA DURANTIE 44100 NANTES	392	2017	23 947				
Mme REVEL NICOLE ROUTE DE CONDOM BARRES 32500 FLEURANCE	379	2017	21 987				
M BORDAS CYRIL 11 RUE DE LA REPUBLIQUE 32500 FLEURANCE	369	2017	21 700				
Mlle MARAGNON Sandra AU VILLAGE 32380 ST LEONARD	363	2017	16 812				
Mlle TRUILHE FABIENNE RUE DES GLYCINNES LOT BLANCHE TERRE VILLA N°9 32500 FLEURANCE	362	2017	21 243				
Mlle DECOUT MURIEL 21 B RUE MONIE 31500 TOULOUSE	361	2017	3 888				
M MARTIN CAMILLE 11 RUE DE LA REPUBLIQUE 32500 FLEURANCE	357	2017	27 950				
M NOEL Jean Philippe 24 CALLE ENIENZA SOBRE ATICO 08015 BARCELONE	321	2017	4 910				
Mme DUFFRECHOU VERONIQUE LA BERTAUDRIE A PERRIN 32700 MARSOLAN	303	2017	14 656				
M IDRAC Thierry 4 RUE DES ARENES 32500 FLEURANCE	250	2017	10 150				
M JOUHANNAUD FLORENT 47 RUE ADOLPHE COLL BAT C2 APPT 35 31300 TOULOUSE	194	2017	31 587				
M DIALO ALEXANDRE 1 RUE DES MOINAVES 63800 LA ROCHE NOIRE	181	2017	29 819				
Mlle BERTIN Fanny 51 rue Alexandre Laffont 32500 FLEURANCE	179	2017					

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE

31/12/2017

G | RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-3 à 6 ann. III au CGI) : - SARL - tous les associés ; - SCA - associés gérants ; - SNC ou SCS - associés en nom ou commandités ; - SEP et sté de copropriétaires de navires - associés, gérants ou coparticipants	Pour les S.A.R.L. Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.					
		Année au cours de laquelle le versement à été effectué.	Montant des sommes versées :				
			à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits.	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement.		à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6.	
1	2	3	4	Indemnités forfaitaires. 5	Rembour- sements. 6	Indemnités forfaitaires. 7	Rembour- sements. 8
Mme DOMEQ SEVERINE MOUNET DU HOUR							
32700 LECTOURE	169	2017	27 437				
M COSSIAUX SEBASTIEN 57 RUE ADOLPHE CADEOT							
32500 FLEURANCE	120	2017	20 300				
ETHIQUABLE DEUTSCHLAND 118 WILHELMSTRABE							
10963 BERLIN	100						
ETHIQUABLE BENELUX 237 RUE CHAUDIN							
5300 ANDENNE	100						
IDEAS 55 EL CARPIO							
POL.DEHESA DE CEBRIAN 14420 VILLAFRANCA CORDOBA	99						
Mlle GROJEAN FLORENCE 25 RUE DES GUILLOTEAUX							
17100 LA CHAPELLE DES POTS	64						
M GAYRAL ARNAUD 3 RUE CONVENTIONNEL CHIAPPE							
75013 PARIS	29						
Mlle LEMOINE CAROLINE 16 QUAI GILLET							
69004 LYON	12						
M FRISSANT REMI MAS DE SARAGOSSE							
ROUTE DE THUIR 66170 MILLAS	2						
DE GRELLE VINCENT							
	1						
WISEED 3 AVENUE DIDIER DAURAT							
31400 TOULOUSE	1						
LES INITIATIVES POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE 73							
31520 RAMONVILLE ST AGNE	1						

RELEVÉ DE FRAIS GÉNÉRAUX

ANNÉE 2017 ou exercice

Désignation de l'entreprise SCOPARL ETHIQUABLE du 01012017

Adresse A Saint-Laurent Zone Industrielle 32500 FLEURANCE au 31122017

A - FRAIS ALLOUÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES : v. notice ①

NOM, PRÉNOM ET EMPLOI OCCUPÉ		ADRESSE COMPLETE
1	EBERHART Christophe Directeur du développement	47 RUE POLONCEAU 75018 PARIS
2	COMAR Stephane Directeur admin et financier	6 RUE RASPAIL 94800 VILLEJUIF
3	ROUX Remi Directeur commercial	LA BOUBEE 32380 SAINT CREAC
4	RENARD Matthieu Responsable national des ventes	24 RUE ROUSSANES 47000 AGEN
5	DU PASSAGE Corentin Responsable régional	4 RUE DES PIERRES PLANTEES 69001 LYON
6		
7		
8		
9		
10		

RÉMUNÉRATIONS DIRECTES OU INDIRECTES (dans l'ordre du tableau ci-dessus)					Frais de voyages et de déplacements (v. notice ⑥)	DÉPENSES ET CHARGES AFFÉRENTES		TOTAL DES COLONNES 5 à 8
Montant des rémunérations de toute nature (v. notice ②)	Montant des indemnités et allocations diverses (v. notice ③)	Valeur des avantages en nature (v. notice ④)	Montant des remboursements de dépenses à caractère personnel (v. notice ⑤)	TOTAL DES COLONNES 1 à 4		aux véhicules et autres biens (v. notice ⑦)	aux immeubles non affectés à l'exploitation (v. notice ⑧)	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	68 350		2 541	70 891				70 891
2	68 350		2 541	70 891				70 891
3	68 350		1 967	70 317				70 317
4	60 531		1 646	62 177				62 177
5	47 611		1 452	49 063				49 063
6								
7								
8								
9								
10								
**	313 192		10 147	323 339				323 339

** TOTAUX

B - AUTRES FRAIS	10
Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 69 € par bénéficiaire (toutes taxes comprises)	
Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement	
Total	

C - ÉLÉMENTS DE RÉFÉRENCE (v. notice ① :			
Total des dépenses		Bénéfices imposables ⑨	
- de l'exercice 2017 (total col.9 + total col.10) ⑩	323 339	- de l'exercice 2017 ⑩	202 578
- de l'exercice précédent ⑩	315 055	- de l'exercice précédent ⑩	195 421

Nom et qualité du signataire ROUX REMI Gérant
A FLEURANCE le _____
Signature,

Les montants sont arrondis à l'unité la plus proche.

BILAN - ACTIF

1

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code Général des Impôts)

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12
 Adresse de l'entreprise A Saint-Laurent 32500 FLEURANCE Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 44916448200027 Néant *

				Exercice N clos le, <u>13 11 2017</u>		N-1 <u>13 11 2016</u>	
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4		
Capital souscrit non appelé (I)		AA					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	840	AC	840		
	Frais de développement *	CX	98 959	CQ	98 959	14 802	
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	218 443	AG	118 958	5 945	
	Fonds commercial (1)	AH		AI			
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK			
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM			
	Terrains	AN	179 182	AO	8 696	170 486 172 749	
	Constructions	AP	206 375	AQ	134 740	71 635 121 624	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	139 725	AS	114 886	24 838 27 752	
	Autres immobilisations corporelles	AT	960 396	AU	619 981	340 415 241 686	
Immobilisations en cours	AV	812 018	AW		812 018 75 355		
Avances et acomptes	AX		AY				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (C)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT			
	Autres participations	CU	223 186	CV	16 435	206 751 190 581	
	Créances rattachées à des participations	BB	236 601	BC	28 480	208 121 205 895	
	Autres titres immobilisés	BD	33 874	BE	1 013	32 861 34 421	
	Prêts	BF	159 877	BG		159 877 54 132	
Autres immobilisations financières*	BH	40 830	BI		40 830 33 368		
TOTAL (II)	BJ	3 310 305	BK	1 142 988	2 167 317 1 178 310		
STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	6 094 996	BM	111 586	5 983 410 3 667 782	
	En cours de production de biens	BN		BO			
	En cours de production de services	BP		BQ			
	Produits intermédiaires et finis	BR	1 538 708	BS	13 044	1 525 664 1 113 399	
	Marchandises	BT	2 412 667	BU	244 424	2 168 243 1 985 748	
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	696 463	BW		696 463 484 989	
CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	6 931 955	BY	55 491	6 876 464 4 805 077	
	Autres créances (3)	BZ	683 796	CA		683 796 457 469	
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC			
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	7 560	CE		7 560 1 007 560	
	Disponibilités	CF	715 834	CG		715 834 409 862	
Charges constatées d'avance (3)*		CH	187 584	CI		187 584 71 573	
	TOTAL (III)	CJ	19 269 562	CK	424 545	18 845 017 14 003 457	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
Primes de remboursement des obligations (V)	CM						
Ecarts de conversion actif* (VI)	CN	37 711			37 711 7 144		
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	22 617 578	IA	1 567 533	21 050 045 15 188 911		
Renvois : (1) Dont droit au bail		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		CP	40 829	(3) Part à plus d'un an : CR	
Clause de réserve de propriété :*	Immobilisations :	Stocks :		Créances :			

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

ACTIF CIRCULANT

Comptes de régularisation

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans le notice n° 2022

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE

Néant *

		Exercice N	Exercice N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :616....100.....)	DA	616 100	430 480
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	114 413	114 413
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	694 426	422 796
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	2 113 983	1 414 674
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	752 503	752 503
	Report à nouveau	DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	2 216 027	1 810 864
	Subventions d'investissement	DJ	2 085	2 954
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	6 509 537	4 948 685
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	3 307 400
Avances conditionnées		DN		
TOTAL (II)		DO	3 307 400	3 307 400
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	105 868	7 144
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR	105 868	7 144
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT	300 000	400 000
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	320 021	335 857
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI 179 524)	DV	1 036 865	893 129
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	6 920 986	3 761 268
	Dettes fiscales et sociales	DY	1 190 905	936 976
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	1 322 675	575 082
Compte régul.	EB			
TOTAL (IV)	EC	11 091 452	6 902 312	
Ecarts de conversion passif * (V)	ED	35 788	23 370	
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	21 050 045	15 188 911	
RENOIS	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	IB		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	IC		
		ID		
		IE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	10 775 311	6 404 936	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	200 055		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE

Néant *

		Exercice N						Exercice (N-1)	
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA	18 270 131	FB	1 609 728	FC	19 879 859	15 892 935	
	Production vendue	{ biens* services*	FD	19 113 129	FE	461 278	FF	19 574 407	15 012 666
			FG	165 743	FH	156 905	FI	322 648	255 978
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	37 549 004	FK	2 227 911	FL	39 776 915	31 161 579	
	Production stockée*				FM	400 397	311 954		
	Production immobilisée*				FN				
	Subventions d'exploitation				FO				
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges* (9)				FP	258 661	223 706		
	Autres produits (1) (11)				FQ	1 028	360		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	40 437 000	31 697 600
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	11 594 192	9 454 344	
	Variation de stock (marchandises)*					FT	(407 502)	(336 904)	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	16 822 656	11 854 831	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	(2 318 871)	(732 561)	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *					FW	7 195 355	5 392 239	
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	241 371	183 696	
	Salaires et traitements*					FY	2 573 575	2 166 856	
	Charges sociales (10)					FZ	1 475 286	1 255 545	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	{ - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions				GA	160 071	146 417
							GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	378 528	161 680
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	9 000	
	Autres charges (12)						GE	20 325	4 728
Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	37 743 986	29 550 870	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	2 693 014	2 146 729	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*					GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré*					GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	2 449	1 658	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	14 224	5 321	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	7 144	14 757	
	Différences positives de change					GN	73 626	32 581	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		653	
Total des produits financiers (V)						GP	97 443	54 969	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ	37 935	7 344	
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	292 190	300 833	
	Différences négatives de change					GS	64 990	45 622	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT			
Total des charges financières (VI)						GU	395 116	353 799	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(297 673)	(298 831)	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	2 395 341	1 847 899	

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRATUS Informatique

Désignation de l'entreprise : <u>SCOPARL ETHIQUABLE</u>		Néant <input type="checkbox"/> *			
		Exercice N	Exercice N-1		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	25 325	90 269	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	4 136	3 399	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC			
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	29 461	93 668	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	67 128	91 437	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	90	12 000	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	98 556		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	165 774	103 437	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	(136 313)	(9 769)	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ			
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	43 001	27 266	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	40 563 904	31 846 236	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	38 347 877	30 035 373	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	2 216 027	1 810 864	
RENVIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO			
	(2) Dont {	[produits de locations immobilières	HY	
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG	
	(3) Dont {	[- Crédit bail mobilier *	HP	
			- Crédit bail immobilier	HQ	234 506
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH			
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ		1 658	
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK	242 642		
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX			
	(6ter)	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC		
		Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
	(9) Dont transferts de charges	A1	84 661	58 589	
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2			
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3				
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4				
(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :	A6		A9		
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe)		Exercice N			
Cf état annexe		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels		
		165 774	29 461		
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N			
		Charges antérieures	Produits antérieurs		

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRENTUS Informatique

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE										Néant		*	
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations					
						1		Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		3			
								2		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste			
INCO RP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I		CZ	99 799	D8		D9		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II		KD	116 438	KE		KF	102 005	
CORPO RE L L E S	Terrains						KG	179 182	KH		KI		
	Constructions	Sur sol propre	[Dont Composants	L9			KJ	200 991	KK		KL		
		Sur sol d'autrui	[Dont Composants	M1			KM		KN		KO		
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions *				[Dont Composants	M2			KP	5 384	KQ		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				[Dont Composants	M3			KS	144 025	KT	4 700	
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements aménagements divers *						KV	160 552	KW		KX	3 168
		Matériel de transport *						KY	502 986	KZ		LA	160 153
		Matériel de bureau et mobilier informatique						LB	368 307	LC		LD	51 749
		Emballages récupérables et divers *						LE		LF		LG	
	Immobilisations corporelles en cours						LH	75 355	LI		LJ	799 014	
	Avances et acomptes						LK		LL		LM		
	TOTAL III						LN	1 636 782	LO		LP	1 018 784	
	FIN AN CI È R E S	Participations évaluées par mise en équivalence						8G		8M		8T	
Autres participations						8U	441 167	8V		8W	18 619		
Autres titres immobilisés						1P	35 434	1R		1S			
Prêts et autres immobilisations financières						1T	87 500	1U		1V	113 207		
TOTAL IV						LQ	564 101	LR		LS	131 826		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						ØG	2 417 119	ØH		ØJ	1 252 615		
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence			
						par virement de poste à poste		3		4			
						1		2					
INCO RP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I		IN		DØ	99 799	D7		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II		IO		LW	218 443	1X		
CORPO RE L L E S	Terrains						IP		LY	179 182	LZ		
	Constructions	Sur sol propre					IQ		MA	200 991	MC		
		Sur sol d'autrui					IR		MD		ME		
		Inst. gales, agencts et am. des constructions					IS		MG	5 384	MH		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels						IT	9 000	MJ	139 725	ML		
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agencts, aménagements divers						IU		MM	163 720	MO	
		Matériel de transport						IV	92 955	MP	570 185	MR	
	Matériel de bureau et mobilier informatique, mobilier						IW	193 564	MS	226 492	MT		
	Emballages récupérables et divers *						IX		MV		MW		
	Immobilisations corporelles en cours				62 351		MY		MZ	(0)	NA	812 018	
Avances et acomptes						NC		ND		NE			
TOTAL III				62 351		IY		NG	295 518	NH	2 297 697		
FIN AN CI È R E S	Participations évaluées par mise en équivalence						IZ		ØU		M7		
	Autres participations						IØ		ØX	459 786	ØY		
	Autres titres immobilisés						I1	1 560	2B	33 874	2C		
	Prêts et autres immobilisations financières						I2		2E	200 706	2F		
	TOTAL IV						I3	1 560	NJ	694 366	NK		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				62 351		I4		ØK	297 078	ØL	3 310 305		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

En Euros.

SAS SGNATURES

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRATUS Informatique

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code Général des Impôts)

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE

Néant *

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES
(OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF)*

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement TOTAL I		CY	84 997	EL	14 802	EM		EN	99 799
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II		PE	110 493	PF	8 465	PG		PH	118 958
Terrains		PI	6 433	PJ	2 263	PK		PL	8 696
Constructions	Sur sol propre	PM	84 027	PN	49 450	PO		PQ	133 477
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions		PV	724	PW	539	PX		PY	1 263
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	116 272	QA	7 614	QB	9 000	QC	114 886
Autres immobilisations corporelles		QD	115 921	QE	13 206	QF		QG	129 127
corporelles	Matériel de transport	QH	359 366	QI	75 610	QJ	92 952	QK	342 024
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	314 871	QM	27 522	QN	193 563	QO	148 830
Emballages récupérables et divers		QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	997 615	QV	176 203	QW	295 515	QX	878 303
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)		ØN	1 193 105	ØP	199 470	ØQ	295 515	ØR	1 097 060

CADRE B

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables	DOTATIONS						REPRISES						Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres		Colonne 2 Mode dégressif		Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		Colonne 4 Différentiel de durée et autres		Colonne 5 Mode dégressif		Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel		
Frais établissement TOTAL I	M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6
Autres immob. incorporelles TOTAL II	N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1
Terrains	Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5	R6
	Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3	S4
Inst. gales, agenc. et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2
Inst. techniques mat. et outillage	T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc. am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6	U7
	Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4	V5
Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3
Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1
TOTAL III	X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV	NL						NM						NO
Total général (I+II+III+IV)	NP		NQ		NR		NS		NT		NU		NV
Total général non ventilé (NP + NQ + NR)	NW												NZ
Total général non ventilé (NS + NT + NU)							NY						
Total général non ventilé (NW - NY)													

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler			Z9	Z8
Primes de remboursement des obligations			SP	SR

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

En Euros.

SAS SYGNATURES

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRATUS Informatique

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE

Néant *

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3	Montant à la fin de l'exercice 4				
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC				
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)*	3U	1 442 149	TD	954 429	TE	TF	2 396 578	
	Provisions pour hausse des prix (1)*	3V		TG		TH	TI		
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN	TO		
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5	D6		
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL	IM		
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ	TR		
	TOTAL I	3Z	1 442 149	TS	954 429	TT	TU	2 396 578	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B	9 000	4C	4D	9 000	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G	4H		
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L	4M		
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R	4S		
	Provisions pour pertes de change	4T	7 144	4U	37 711	4V	7 143	4W	37 711
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z	5A		
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D	5E		
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J	5K		
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ	ER		
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T	5U		
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V		5W	59 157	5X	5Y	59 157	
	TOTAL II	5Z	7 144	TV	105 868	TW	7 143	TX	105 868
	Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	- incorporelles	6A	6B	6C	6D		
- corporelles			6E	6F	6G	6H			
- titres mis en équivalence			O2	O3	O4	O5			
- titres de participation			9U	16 435	9V	9W	9X	16 435	
- autres immobilisations financières(1)*			O6	29 269	O7	224	O8	O9	29 493
Sur stocks et en cours		6N	152 673	6P	369 054	6R	152 673	6S	369 054
Sur comptes clients		6T	67 344	6U	9 474	6V	21 327	6W	55 491
Autres provisions pour dépréciation (1) *		6X		6Y		6Z		7A	
TOTAL III		7B	265 721	TY	378 752	TZ	174 000	UA	470 473
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		7C	1 715 014	UB	1 439 049	UC	181 144	UD	2 972 919
Dont dotations et reprises	- d'exploitation		UE	387 528	UF	174 000			
	- financières		UG	37 935	UH	7 144			
	- exceptionnelles		UJ	59 157	UK				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I.

10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au C.G.I.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE				Néant <input type="checkbox"/> *							
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		UL	236 601	UM	(0)	UN	236 601			
	Prêts (1) (2)		UP	159 877	UR	(0)	US	159 877			
	Autres immobilisations financières		UT	40 830	UV	40 830	UW				
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		VA	58 391		58 391					
	Autres créances clients		UX	6 873 564		6 873 564					
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée * UO)		ZI								
	Personnel et comptes rattachés		UY	26 654		26 654					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		UZ								
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		VM	142 396		142 396				
		Taxe sur la valeur ajoutée		VB	307 625		307 625				
		Autres impôts, taxes et versements assimilés		VN							
		Divers		VP	907		907				
	Groupe et associés (2)		VC								
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		VR	206 215		206 215					
	Charges constatées d'avance		VS	187 584		187 584					
	TOTAUX			VT	8 240 642	VU	7 844 164	VV	396 478		
RENOIS	(1)	- Prêts accordés en cours d'exercice		VD	95 000						
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice		VE	(1 470)						
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		VF							
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y									
Autres emprunts obligataires (1)		7Z	300 000		100 000		200 000				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine		VG	202 169		202 169					
	à plus de 1 an à l'origine		VH	117 852		117 852					
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	998 155		882 014		116 141				
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	6 920 986		6 920 986						
Personnel et comptes rattachés		8C	607 745		607 745						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	436 642		436 642						
Etat et autres	Impôts sur les bénéfices		8E								
	Taxe sur la valeur ajoutée		VW	107 493		107 493					
collectivités publiques	Obligations cautionnées		VX								
	Autres impôts, taxes et assimilés		VQ	38 964		38 964					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J									
Groupe et associés (2)		VI	38 773		38 773						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	1 322 675		1 322 675						
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ									
Produits constatés d'avance		8L									
TOTAUX			VY	11 091 452	VZ	10 775 311		316 141			
RENOIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques		VL			
		Emprunts remboursés en cours d'exercice		VK	332 629	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032					

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRATUS Informatique

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code Général des Impôts)
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Main table structure with columns for description, codes (WA, WB, WC, etc.), and amounts. Includes sections for 'I. RÉINTEGRATIONS', 'II. DÉDUCTIONS', and 'III. RÉSULTAT FISCAL'. Rows include 'Charges non admises en déduction', 'Régimes d'imposition particuliers', 'Mesures d'incitation', and 'RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)'.

QUADRATUS Informatique

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE		Néant <input type="checkbox"/> *	
I. SUIVI DES DÉFICITS			
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4	(0)	
Déficits imputés (total des lignes XB et XL du tableau 2058-A)	K5		
Déficits reportables (différence K4 - K5)	K6	(0)	
Déficits de l'exercice (Tableau 2058A, ligne XO)	YJ		
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	YK	(0)	
II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES			
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis Al. 1er du CGI, dotations de l'exercice	ZT	258 350	
III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT			
(à détailler, sur feuillet séparé)		Dotations de l'exercice	
		Reprises sur l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis Al. 2 du CGI *	ZV	ZW	
Provisions pour risques et charges *			
Provision pour perte de change	8X	37 711	8Y 7 144
	8Z		9A
	9B		9C
Provisions pour dépréciation *			
	9D		9E
	9F		9G
	9H		9J
Charges à payer			
C3S	9K	34 302	9L 20 855
	9M		9N
	9P		9R
	9S		9T
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)	YN	72 013	YO 27 999
à reporter au tableau 2058-A :		↓ ligne WI	↓ ligne WU

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1		

**ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS
art. L3113-1 et L3211-1 du Code des Transports (case à cocher)**

XU

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

11

**TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
ET RENSEIGNEMENTS DIVERS**

Désignation de l'entreprise : <u>SCOPARL ETHIQUABLE</u>										Néant <input type="checkbox"/> *		
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie			OC		AFFECTATIONS	Affectations aux réserves		- Réserves légales	ZB	271 630	
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie			OD	1 810 864		Dividendes	- Autres réserves	ZD	699 309		
	Prélèvements sur les réserves			OE			Autres répartitions		ZE			
							Report à nouveau		ZF	839 925		
	TOTAL I			OF	1 810 864				ZG	0		
										ZH	1 810 864	
										TOTAL II		
RENSEIGNEMENTS DIVERS										Exercice N :		Exercice N-1 :
ENGAGEMENTS	- Engagements de crédit-bail mobilier (précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail)			J7			YQ					
	- Engagements de crédit-bail immobilier						YR	558 971	802 776			
	- Effets portés à l'escompte et non échus						YS					
DETAIL DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	- Sous-traitance						YT	3 004 184	2 005 212			
	- Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois)			J8			XQ	171 451	189 624			
	- Personnel extérieur à l'entreprise						YU	141 483	77 456			
	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)						SS	167 566	96 218			
	- Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages						YV	813 828	517 528			
	- Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles)			ES			ST	2 896 844	2 506 202			
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052						ZJ	7 195 355	5 392 239			
IMPÔTS ET TAXES	- Taxe professionnelle *, CFE, CVAE						YW	277	273			
	- Autres impôts, taxes et versements assimilés			ZS			9Z	241 094	183 423			
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052						YX	241 371	183 696			
TVA	- Montant de la T.V.A. collectée (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers)						YY	2 423 457	1 319 422			
	- Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations						YZ	1 564 349	1 909 057			
DIVERS	- Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS de 2017)*						OB	2 417 157				
	- Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *						OS					
	- Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *						ZK	1.04 %	0.71 %			
	- Numéro de centre de gestion agréé *			XP			- Filiales et participations : (Liste au 2059-G prévu par art.38 II de l'ann. III au C.G.I.)		Si oui cocher 1 Sinon 0	ZR 1		
	- Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice						RG					
- Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI						RH						
RÉGIME DE GROUPE*	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.			JA		Plus-values à 15 %	JK		Plus-values à 0 %	JL		
						Plus-values à 19 %	JM		Imputations	JC		
	Groupe : résultat d'ensemble.			JD		Plus-values à 15 %	JN		Plus-values à 0 %	JO		
						Plus-values à 19 %	JP		Imputations	JF		
	Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale			JH		N° SIRET de la société mère du groupe		JJ				

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice 2058-NOT pour le régime de groupe).

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE Néant *

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

	Nature et date d'acquisition des éléments cédés* (1)	Valeur d'origine* (2)	Valeur nette réévaluée* (3)	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt (4)	Autres amortissements* (5)	Valeur résiduelle (6)
I - Immobilisations *	1 MAT. INDUST.	9 000		9 000		
	2 MAT. TRANSP.	92 952		92 952		
	3 MAT. INFORM.	193 563		193 563		
	4					
	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées *

	Prix de vente (7)	Montant global de la plus-value ou de la moins-value (8)	Court terme (9)	Long terme (10)			Plus-values taxables à 19 % (1) (11)
				19 %	15 % ou 12.8 %	0 %	
I - Immobilisations *	1 100	100	100				
	2 3 167	3 167	3 167				
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8						
	9						
	10						
	11						
	12						
II - Autres éléments	13 Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés		+				
	14 Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés		+				
	15 Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale		+				
	16 Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée		+				
	17 Résultats nets de concession ou de sous concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans						
	18 Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice						
	19 Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme						
	20 Divers (détail à donner sur une note annexe)*						
CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne (9))			3 267				
CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne (10))			(A)	(B)	(C)		
CADRE C : autres plus-value taxable à 19 % (11)				(B)	(C)		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRATUS Informatique

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE

Néant *

A ELÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES A COURT TERME
(à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

Origine		Montant net des plus-values réalisées*	Montant antérieurement réintégré	Montant compris dans le résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours de l'exercice	Imposition répartie				
	sur 3 ans (entreprises à l'IR)				
	sur 10 ans				
	sur une durée différente (art.39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI)				
	TOTAL 1				
Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs	Imposition répartie	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
	sur 3 ans au titre de	N-1			
		N-2			
	Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1ter et 1 quater du CGI)	N-1			
		N-2			
		N-3			
		N-4			
		N-5			
		N-6			
		N-7			
	N-8				
N-9					
TOTAL 2					

B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS

Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

Plus-values de fusion, d'apport partiel ou de scission
(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

Plus-values d'apport à une société d'une activité
professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

Origine des plus-values et date des fusions ou des apports	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
TOTAL				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRATUS Informatique

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLENéant *

- ① Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
② Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15% ① ou 12,8 % ②.	
Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a sexies-0 bis du CGI) ①*	
Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a sexies-0 du CGI) ① *	

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine		Moins-values à 12.8 %	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12.8 %	Solde des moins-values à 12.8 %
①		②	③	④
Moins-values nettes	N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1			
	N-2			
	N-3			
	N-4			
	N-5			
	N-6			
	N-7			
	N-8			
	N-9			
	N-10			

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

Origine		Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter col. 7 = 2+3+4-5-6
		À 19 %, 16,5 % (1) ou à 15 %	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I-a sexies-0 du CGI)	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I-a sexies-0 bis du CGI)	À 15 % ou à 16,5 % (1)		
①		②	③	④	⑤	⑥	⑦
Moins-values nettes	N						
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1						
	N-2						
	N-3						
	N-4						
	N-5						
	N-6						
	N-7						
	N-8						
	N-9						
	N-10						

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRATUS Informatique

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE

Néant *

I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N

		Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme				
		taxées à 10 %	taxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)	1					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	2					
TOTAL (lignes 1 et 2)	3					
Prélèvements opérés { - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4					
	5					
TOTAL (lignes 4 et 5)	6					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6)	7					

II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS * (5e, 6e, 7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI)

montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤
		donnant lieu à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : SCOPARL ETHIQUABLE										Néant <input checked="" type="checkbox"/> *			
Si entreprise membre d'une intégration fiscale, indiquez le SIREN de la tête de groupe :													
Exercice ouvert le : 01/01/2017					et clos le : 31/12/2017					Durée en nombre de mois		1	2
I- Chiffre d'affaires de référence CVAE													
Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises										OA			
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilées										OK			
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante										OL			
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges										OT			
TOTAL 1										OX			
II- Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée													
Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)										OH			
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation										OE			
Subventions d'exploitation reçues										OF			
Variation positive des stocks										OD			
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée										OI			
Retrécissements sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation										XT			
TOTAL 2										OM			
III- Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée (1)													
Achats										ON			
Variation négative des stocks										OQ			
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances										OR			
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois										OS			
Taxes déductibles de la valeur ajoutée										OZ			
Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)										OW			
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée										OU			
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois										O9			
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante										OY			
TOTAL 3										OJ			
IV- Valeur ajoutée produite													
Calcul de la valeur ajoutée										(total 1 + total 2 - total 3)		OG	
V- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises													
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires nos 1330-CVAE-SD pour les multi-établissements et sur les formulaires nos 1329-AC et 1329-DEF).										SA			
Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE													
Si vous êtes assujettis à la CVAE et mono-établissement au sens de la CVAE (cf. la notice du formulaire n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case SA, vous serez alors dispensés du dépôt du formulaire n° 1330-CVAE-SD													
Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case										EV			
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne OX)					GX	Effectifs au sens de la CVAE *					EY		
Période de référence					GY						GZ		
Date de cessation										HR			
VI - Cotisation foncière des entreprises : qualification des effectifs													
Effectif moyen du personnel * :										YP			
dont apprentis										YF			
dont handicapés										YG			
Effectifs affectés à l'activité artisanale										RL			
(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OW des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU. * Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330-CVAE-SD § Répartition des salariés et dans la notice n° 2032-NOT-SD § Cotisation foncière des entreprises : qualification des effectifs.													

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

N° de dépôt



(1)

Néant *

EXERCICE CLOS LE

3 1 1 2 2 0 1 7

N° SIRET

4 4 9 1 6 4 4 8 2 0 0 0 2 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

SCOPARL ETHIQUABLE

ADRESSE (voie)

A Saint-Laurent

Zone Industrielle

CODE POSTAL

32500

VILLE

FLEURANCE

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise

P1

5

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes

P3

301

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise

P2

58

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes

P4

30 504

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame, MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032.

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

(1)

Néant *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE

3 1 1 2 2 0 1 7

N° SIRET

4 4 9 1 6 4 4 8 2 0 0 0 2 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

SCOPARL ETHIQUABLE

ADRESSE (voie)

A Saint-Laurent

Zone Industrielle

CODE POSTAL

32500

VILLE

FLEURANCE

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE

P5

7

Forme juridique

Dénomination

ETHIQUABLE DEUTSCHLAND

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

55.66

Adresse :

N°

118

Voie

WILHELMSTRABE

Code postal

10963

Commune

BERLIN

Pays

Allemagne

Forme juridique

SARL

Dénomination

IDEAS

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

40.75

Adresse :

N°

55

Voie

EL CARPIO

Code postal

14420

Commune

VILLAFRANCA CORDOBA

Pays

Espagne

Forme juridique

SARL

Dénomination

CAFE MICHEL

N° SIREN (si société établie en France)

4 9 9 9 8 8 3 5 0

% de détention

28.08

Adresse :

N°

156

Voie

AVENUE JEAN JAURES

Code postal

33600

Commune

PESSAC

Pays

Forme juridique

SARL

Dénomination

GRENIER DU PAYSAN

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

22.00

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

KAYES

Pays

MALI

Forme juridique

SA

Dénomination

MADAGASCAR PREMIUM EXOTICA SA

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

20.00

Adresse :

N°

Voie

PK 5 ROUTE DE L'IVOLOINA

Code postal

Commune

TOIMASINA - MADAGASCAR

Pays

Forme juridique

SARL

Dénomination

EQUITE SCOP

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

12.00

Adresse :

N°

12

Voie

avenue Maurice Thorez

Code postal

94200

Commune

IVRY SUR SEINE

Pays

France

Forme juridique

Dénomination

ETHIQUABLE BENELUX

N° SIREN (si société établie en France)

B E 0 8 1 7 1 2

% de détention

11.53

Adresse :

N°

237

Voie

RUE CHAUDIN

Code postal

5300

Commune

ANDENNE

Pays

Belgique

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032.

ANNEXE A LA LIASSE FISCALE

	Montant
COMPTES D'ACTIF	
48600000 Charges constatées d'avance	187 583.51
41810000 Clients factures à établir	235 675.37
40980000 R.R.R. à obtenir, avoirs non	169 792.98
44870000 Etat - Autres produits à recev	907.00
46870000 Produits à recevoir	5 701.71
COMPTES DE PASSIF	
16880000 Prov.intérêts courus/emprunts	211.71
51860000 Intérêts courus à payer	2 113.02
16887000 Prov.intérêts s/titres partici	126 133.49
40810000 Fournisseurs Fact.non parvenue	780 255.65
42820000 Dettes prov. congés payés	178 308.72
42860000 Autres charges à payer	49 528.49
43820000 Charges sur congés à payer	80 041.20
43860000 Organismes - Autres charges à	57 685.08
43865000 Charges sociales s/ primes	22 877.89
44860000 Etat - Autres charges à payer	37 899.00
41980000 R.R.R. à accorder et avoirs ét	1 313 831.57

ANNEXE A LA LIASSE FISCALE

	Montant
CHARGES EXCEPTIONNELLES	
67120000 Pénalité amende fiscale et pén	571.00
67180000 Autres charges exceptionnelles	51 092.92
67200000 Charges /exercices antérieurs	15 464.23
67560000 Val.nette cptable immos financ	90.00
68710000 Dotation Amorts Immo Except	39 398.91
68750000 Dot.prov.risques & charges exc	59 157.00
PRODUITS EXCEPTIONNELS	
77180000 Autres produits exceptionnels	17.56
77200000 Produits /exercices antérieurs	25 307.33
77520000 Pdts cession immo.corpor.	3 266.69
77700000 Quote-part subventions invest.	869.00

ANNEXE 14 ABAQUE CAPACITE HYDRAULIQUE



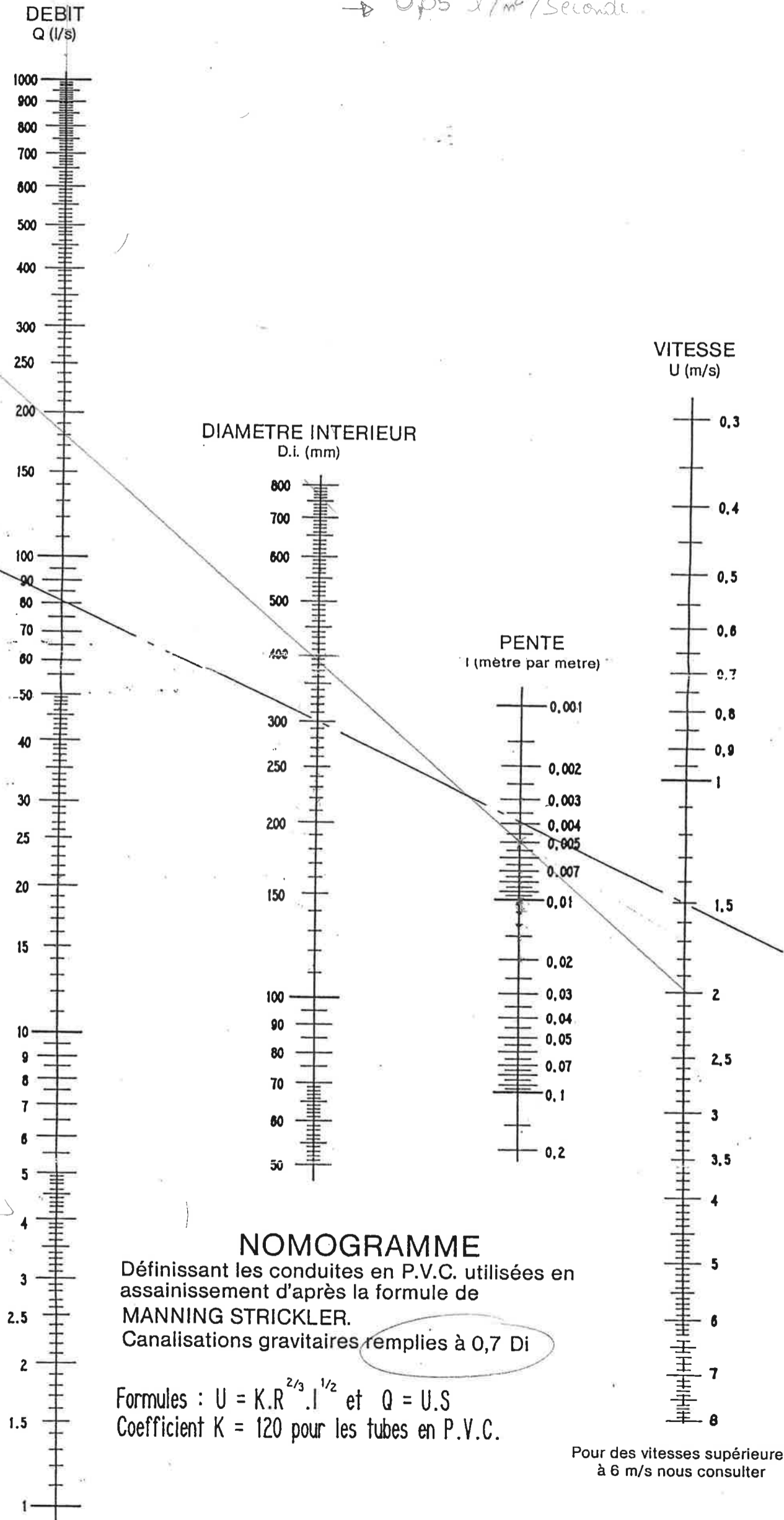
CAPACITE HYDRAULIQUE

P.V.C.
1.11.1987

F.T.
N° 15

Tubes et Collecteurs en PVC Bipeau - Lucosanit

*Base précipitations : 3 l/m²/mo.
idem NF définissant les Ø de descente EP
→ 0,05 l/m²/seconde.*



NOMOGRAMME

Définissant les conduites en P.V.C. utilisées en assainissement d'après la formule de MANNING STRICKLER.
Canalisations gravitaires remplies à 0,7 Di

Formules : $U = K.R^{2/3}.I^{1/2}$ et $Q = U.S$
Coefficient K = 120 pour les tubes en P.V.C.

Pour des vitesses supérieures à 6 m/s nous consulter

EXEMPLE : pour une canalisation Di = 300 et I = 0,004
Nous avons un débit de 81 l/s et une vitesse de 1,5 m/s

ANNEXE 15 ARRETE DU 11/04/2017

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Type : Arrêté ministériel de prescriptions générales ou arrêté ministériel spécifique
- Date de signature : 11/04/2017
- Date de publication : 16/04/2017
- Etat : en vigueur

(JO n° 91 du 16 avril 2017)

NOR : DEVP1706393A

Publics concernés : exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Objet : le texte remplace [l'arrêté du 17 août 2016](#) relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous [la rubrique 1510](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que [les arrêtés du 15 avril 2010](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de [la rubrique n° 1510](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et [du 23 décembre 2008](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de [la rubrique n° 1510](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel.

Notice : le texte est une mesure de simplification annoncée par le Gouvernement le 24 octobre 2016. Il remplace ainsi [les arrêtés du 17 août 2016](#) relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous [la rubrique 1510](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, [du 15 avril 2010](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de [la rubrique n° 1510](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et [du 23 décembre 2008](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de [la rubrique n° 1510](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les installations soumises à [la rubrique 1510](#), qui relèvent par ailleurs également de l'une ou plusieurs [des rubriques 1530, 1532, 2662](#) ou [2663](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont entièrement régies par le présent arrêté. Les installations qui ne sont pas soumises à [la rubrique 1510](#), mais qui relèvent de l'une ou plusieurs [des rubriques 1530, 1532, 2662](#) ou [2663](#) de la nomenclature des installations classées, demeurent exclusivement régies par les arrêtés relatifs à ces rubriques.

Références : les textes modifiés par le présent arrêté peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Vus

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,

Vu le code de l'environnement, notamment le titre Ier de son livre V ;

Vu [l'arrêté du 17 août 2016](#) relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous [la rubrique 1510](#), y compris ceux relevant également de l'une ou plusieurs [des rubriques 1530, 1532, 2662](#) ou [2663](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement ;

Vu l'arrêté du 14 février 2003 relatif à la performance des toitures et couvertures de toiture exposées à un incendie extérieur ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2004 modifié relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages ;

Vu le règlement de sécurité relatif au risque d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu [l'arrêté du 29 septembre 2005](#) relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu [l'arrêté du 29 septembre 2008](#) modifié relatif à la prévention des sinistres dans les dépôts de papier et de carton soumis à autorisation au titre de [la rubrique n° 1530](#) de la nomenclature des installations classées ;

Vu [l'arrêté du 30 septembre 2008](#) modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de [la rubrique n° 1530](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu [l'arrêté du 23 décembre 2008](#) modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de [la rubrique n° 1510](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu [l'arrêté du 15 avril 2010](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de [la rubrique n° 1510](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu [l'arrêté du 15 avril 2010](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de [la rubrique n° 1530](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu [l'arrêté du 15 avril 2010](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de [la rubrique n° 2662](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu [l'arrêté du 15 avril 2010](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de [la rubrique n° 2663](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu [l'arrêté du 4 octobre 2010](#) modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations

classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu [l'arrêté du 11 septembre 2013](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de [la rubrique n° 1532](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du 1er au 22 mars 2017 en application de [l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement](#) ;

Vu les avis exprimés par les organisations professionnelles intéressées à la suite de la consultation effectuée le 9 mars 2017 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de prévention des risques technologiques en date du 6 avril 2017 ;

Vu les avis exprimés par les ministères intéressés à la suite de la consultation effectuée le 9 mars 2017,

Arrête :

Article 1er de l'arrêté du 11 avril 2017

Le présent arrêté s'applique aux entrepôts couverts déclarés, enregistrés ou autorisés au titre de [la rubrique n° 1510](#) de la nomenclature des installations classées.

Cet arrêté a pour objectif d'assurer la mise en sécurité des personnes présentes à l'intérieur des entrepôts, de protéger l'environnement, d'assurer la maîtrise des effets létaux ou irréversibles sur les tiers, de prévenir les incendies et leur propagation à l'intégralité des bâtiments ou aux bâtiments voisins, et de permettre la sécurité et les bonnes conditions d'intervention des services de secours.

Toutefois, le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques de l'installation (dimensions, configuration, dispositions constructives...) ainsi que des matières stockées (nature, quantités, mode de stockage...), être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie.

Les installations soumises à [la rubrique 1510](#), qui relèvent par ailleurs également de l'une ou plusieurs [des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663](#) de la nomenclature des installations classées, sont entièrement régies par le présent arrêté. Les arrêtés relatifs à ces autres rubriques ne leur sont alors pas applicables.

Article 2 de l'arrêté du 11 avril 2017

Une installation nouvelle est une installation dont la preuve de dépôt de déclaration, le début de la consultation des communes sur la demande d'enregistrement, ou la signature de l'arrêté de mise à l'enquête publique sur la demande d'autorisation, est postérieure à la date de publication du présent arrêté. Les autres installations sont considérées comme existantes.

Toutefois, les installations pour lesquelles le dépôt du dossier est antérieur au 1er juillet 2017, sont considérées comme existantes si le pétitionnaire en fait la demande au préfet.

Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en service sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle déclaration ou demande d'enregistrement ou d'autorisation en application [des articles R. 512-54, R. 512-46-23 et R. 181-46 du code de l'environnement](#) au-delà du 1er juillet 2017, ou lorsque l'exploitant en fait la demande au préfet et que

l'installation est conforme au présent arrêté.

Toutes les dispositions de [l'annexe II du présent arrêté](#) sont applicables aux installations nouvelles.

Pour les installations existantes, [les annexes IV, V et VI](#) définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes de [l'annexe II](#).

Les points de contrôles applicables aux installations soumises à déclaration sont définis dans [l'annexe III du présent arrêté](#).

Article 3 de l'arrêté du 11 avril 2017

Le préfet peut, dans les conditions prévues à [l'article R. 512-52 du code de l'environnement](#) (installations soumises à déclaration), au vu des justificatifs techniques appropriés relatifs au respect des objectifs de [l'article 1er ci-dessus](#), des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, adapter par arrêté préfectoral les prescriptions du présent arrêté, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Article 4 de l'arrêté du 11 avril 2017

Le pétitionnaire peut, sans préjudice de la mise en œuvre des alternatives définies dans [l'annexe II du présent arrêté](#), demander en application de [l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement](#) (installations soumises à enregistrement), au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, l'aménagement des prescriptions du présent arrêté pour son installation.

A cet effet, le pétitionnaire fournit au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités, soit une étude d'ingénierie incendie spécifique soit une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à [l'article L. 511-1 du code de l'environnement](#), et permettant d'assurer, dans le respect des objectifs fixés à [l'article 1er](#), un niveau de sécurité au moins équivalent à celui résultant des prescriptions du présent arrêté, notamment en matière de risque incendie.

En cas d'application de cet article, le préfet sollicite l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur le projet d'arrêté d'enregistrement.

Article 5 de l'arrêté du 11 avril 2017

Le préfet peut, dans les conditions prévues par [l'article R. 181-54 du code de l'environnement](#) (installations soumises à autorisation), au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, adapter par arrêté préfectoral les prescriptions du présent arrêté. A cet effet, le pétitionnaire fournit au préfet une étude d'ingénierie incendie spécifique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à [l'article L. 511-1 du code de l'environnement](#), et permettant, dans le respect des objectifs fixés à [l'article 1er](#), d'assurer un niveau de sécurité au moins équivalent à celui résultant des prescriptions du présent arrêté, notamment en matière de risque incendie.

Pour l'application de cet article :

- le préfet peut demander une tierce expertise en application de [l'article L. 181-13 du code de l'environnement](#). Au vu des conclusions de cette tierce-expertise, il peut solliciter l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques ;
- il sollicite en tout état de cause l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques sur les demandes portant sur un volume maximum de matières susceptibles d'être stockées supérieur à 600 000 m³ ;

- il sollicite en tout état de cause l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur le projet d'arrêté d'autorisation.

Article 6 de l'arrêté du 11 avril 2017

[Les arrêtés ministériels du 17 août 2016](#) relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous [la rubrique 1510, du 15 avril 2010](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de [la rubrique n° 1510](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et [du 23 décembre 2008](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de [la rubrique n° 1510](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Les installations qui ne sont pas soumises à [la rubrique 1510](#), mais qui relèvent de l'une ou plusieurs [des rubriques 1530,1532,2662](#) ou [2663](#) de la nomenclature des installations classées, demeurent exclusivement régies par les arrêtés relatifs à ces rubriques.

Article 7 de l'arrêté du 11 avril 2017

Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Article 8 de l'arrêté du 11 avril 2017

Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 11 avril 2017.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général de la prévention des risques,
M. Mortureux

Annexe I : Définitions

On entend par :

Aire de mise en station des moyens aériens : aire sur laquelle les engins des services d'incendie et de secours peuvent stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés).

Aire de stationnement des engins d'incendie : aire sur laquelle les engins des services d'incendie et de secours peuvent stationner pour se raccorder à un point d'eau incendie.

Bandes de protection : bandes disposées sur les revêtements d'étanchéité des toitures le long des murs séparatifs entre cellules, destinées à prévenir la propagation d'un sinistre d'une cellule à l'autre par la toiture.

Cellule : partie d'un entrepôt compartimenté séparée des cellules voisines par un dispositif au moins REI 120, et destinée au stockage.

Entrepôt couvert : installation pourvue a minima d'une toiture, composée d'un ou plusieurs bâtiments, visée par [la rubrique n° 1510](#).

Entrepôt ouvert : entrepôt couvert qui n'est pas fermé sur au moins 70 % de son périmètre.

Entrepôt fermé : entrepôt qui n'est pas un entrepôt ouvert.

Espace protégé : espace séparé d'une cellule en feu par un dispositif au moins REI 60 et dans lequel le personnel est à l'abri des effets du sinistre. Il peut être constitué par un escalier encloué ou par une circulation enclouée. Par définition, les cellules adjacentes peuvent également constituer des espaces protégés.

Guichet de retrait et dépôt de marchandises : zones, ou locaux (autres que les quais de chargement et de déchargement) destinés à accueillir des personnes extérieures à l'entreprise ou à l'établissement pour y retirer ou y déposer des marchandises.

Hauteur : la hauteur d'un bâtiment d'entrepôt est la hauteur au faîtage, c'est-à-dire la hauteur au point le plus haut de la toiture du bâtiment (hors murs séparatifs dépassant en toiture).

Matières dangereuses : substances ou mélanges visés par les rubriques 4XXX, [1450](#), [1436](#).

Matières stockées en masse : matières conditionnées (sacs, palettes...) y compris les emballages, empilées les unes sur les autres.

Matières stockées en vrac : matières non conditionnées posées au sol, en tas, y compris les emballages.

Mezzanine : surface en hauteur qui occupe au maximum 50 % (ou 85 % pour le cas du textile) de la surface du niveau inférieur de la cellule et qui ne comporte pas de local fermé.

Niveau : surface d'un même plancher disponible pour un stockage ou une autre activité.

Pompage redondant : deux pompes au moins munies d'alimentations en énergie distinctes.

Stockage couvert : stockage abrité par une construction dotée d'une toiture.

Stockage couvert ouvert : stockage couvert abrité par une construction dotée d'une toiture qui n'est pas fermée sur au moins 70 % de son périmètre assurant une ventilation correcte évitant l'accumulation de fumée sous la toiture en cas d'incendie.

Stockage couvert fermé : stockage couvert qui n'est pas un stockage couvert ouvert.

Structure : éléments qui concourent à la stabilité du bâtiment, tels que les poteaux, les poutres, les planchers et les murs porteurs.

Support de couverture : éléments fixés sur la structure destinée à supporter la couverture du bâtiment.

Voie engins : voie utilisable par les engins des services d'incendie et de secours.

Zones de préparation des commandes : emplacements destinés à entreposer, de manière temporaire, des produits devant être expédiés ; elles peuvent se situer dans les cellules de stockage.

Zones de réception : emplacements destinés à entreposer, de manière temporaire, des produits devant être stockés dans l'entrepôt abritant cette cellule ; elles peuvent se situer dans les cellules de stockage.

Annexe II : Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à [la rubrique 1510](#), y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs [des rubriques 1530](#), [1532](#), [2662](#) ou [2663](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

1. Dispositions générales

1.1. Conformité de l'installation

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.

1.2. Contenu du dossier

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;
- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

1.3. Intégration dans le paysage

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.

1.4. Etat des matières stockées

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

1.5. Dispositions en cas d'incendie

En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion du post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.

1.6. Eau

1.6.1. Plan des réseaux

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

1.6.2. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

1.6.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés sont exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

1.6.4. Eaux pluviales

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.

Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

1.6.5. Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative.

Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.

1.7. Déchets

1.7.1. Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

1.7.2. Stockage des déchets

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des

eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

1.7.3. Gestion des déchets

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

1.8. Dispositions générales pour les installations soumises à déclaration

Sans préjudice des dispositions du code de l'environnement, les installations soumises à déclaration respectent les dispositions suivantes :

1.8.1. Contrôle périodique

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par [les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement](#).

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de la présente annexe, lorsqu'elles lui sont applicables. Ils sont listés [en annexe III du présent arrêté](#).

Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à [l'article R. 512-59-1](#) sont repérées dans [l'annexe III](#) par la mention : « le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au présent point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

1.8.2. Modifications

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration en application de [l'article R. 512-54](#).

1.8.3. Contenu de la déclaration

La déclaration précise les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

1.8.4. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à [l'article L. 511-1 du code de l'environnement](#).

Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent article est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

1.8.5. Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

1.8.6. Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci. La notification de l'exploitant indique notamment les mesures de mise en sécurité du site et de remise en état prévues ou réalisées.

2. Règles d'implantation

I. Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :

- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m^2) ;
- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m^2),

Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m^2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.

II. Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, sans être

inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site.

III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs de matières et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.

A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.

3. Accessibilité

3.1. Accessibilité au site

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

3.2. Voie « engins »

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins.

Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie « engins » est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.

3.3. Aires de stationnement

3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2.

Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.

Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.

Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont :

- soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;
- soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes :

- au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ;
- la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ;
- la cellule ne comporte pas de mezzanine.

3.3.2. Aires de stationnement des engins

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.

Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.

Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

3.4. Accès aux issues et quais de déchargement

A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.

Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.

Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.

Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, l'alinéa précédent n'est pas applicable.

Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un

dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.

Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.

3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

Ces documents sont annexés au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.

4. Dispositions constructives

Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recouplement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

L'ensemble de la structure est a minima R 15.

Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.

Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :

- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.

Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage). De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe.

5. Désenfumage

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.

Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.

6. Compartimentage

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m³, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.

Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;
- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;

- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.

7. Dimensions des cellules

La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.

Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :

1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m² si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ;
2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m² et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.

A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.

Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.

Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

Dans ce cas, l'installation doit disposer d'un plan de défense incendie prévu au point 23.

Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle [des articles 3 à 5 de l'arrêté](#).

8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

9. Conditions de stockage

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

- 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;
- 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, cette limitation ne s'applique qu'aux produits visés par [les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748](#), et [4510](#) ou [4511](#) pour le pétrole brut.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins [des rubriques 2662](#) ou [2663](#), au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

10. Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés [par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748](#), ou [4510](#) ou

[4511](#) pour le pétrole brut.

Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

11. Eaux d'extinction incendie

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;
- du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.

Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004).

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

12. Détection automatique d'incendie

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

13. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les colonnes sèches ou les moyens fixes d'aspersion d'eau prévus au point 6 de cette annexe.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001, sans toutefois dépasser 720 m³/h durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

L'exploitant joint au dossier prévu à l'article 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.

14. Evacuation du personnel

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

15. Installations électriques et équipements métalliques

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de [la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé](#).

16. Eclairage

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

17. Ventilation et recharge de batteries

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.

Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

18. Chauffage

18.1. Chaufferie

S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

18.2. Autres moyens de chauffage

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :

- les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ;
- la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;
- la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;
- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;
- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;
- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;
- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.

Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.

19. Nettoyage des locaux

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés

par les produits et poussières.

20. Travaux de réparation et d'aménagement

Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa point 3.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

21. Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;
- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;
- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;

- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

Pour les installations comportant un plan de défense incendie défini au point 23, l'exploitant y inclut les mesures précisées ci-dessus.

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

23. Plan de défense incendie

Pour tout entrepôt soumis à autorisation ou ayant application des dispositions particulières prévues au point 7, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du

service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe. Il est tenu à jour.

24. Bruits

24.1. Valeurs limites de bruit

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;
- zones à émergence réglementée :
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;
 - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE
dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 [de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé](#), de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

24.2. Véhicules. - Engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au

signalement d'incidents graves ou d'accidents.

24.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie [en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé](#). Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.

Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.

25. Surveillance

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.

26. Remise en état après exploitation

L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Annexe III : Points de contrôles des installations soumises à déclaration

1. Dossier « installation classée »

1.1. Conformité de l'installation

Pas de point de contrôle.

1.2. Contenu du dossier

- présence du dossier de déclaration ;
- présence du récépissé de la déclaration et des prescriptions générales ;
- vérification du volume des bâtiments couverts relevant de [la rubrique 1510](#) au regard du volume déclaré ;
- vérification que le volume des bâtiments couverts relevant de [la rubrique 1510](#) est inférieur au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de [l'article R. 511-9 du code de l'environnement](#) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, lorsqu'il y en a ;

- présence de l'étude de flux thermique, le cas échéant (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

1.3 à 1.8

Pas de point de contrôle.

2. Règles d'implantation

Respect des distances d'éloignement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

Présence du dispositif séparatif E 120 et du système d'extinction automatique en cas de diminution des distances (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

Présentation, le cas échéant, de la justification que les zones d'effets létaux générés par l'incendie de cellule restent à l'intérieur du site.

3. Accessibilité

Pas de point de contrôle.

4. Dispositions constructives

Pas de point de contrôle.

5. Désenfumage

Présence des commandes manuelles, des trappes de désenfumage en partie haute et le cas échéant des ouvrants en façade (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

6. Compartimentage

Pas de point de contrôle.

7. Dimensions des cellules

Vérification de la taille des cellules (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Vérification de l'existence de séparations physiques entre matières dangereuses chimiquement incompatibles.

9. Conditions de stockage

Vérification que les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts et qu'une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

10. Stockage de matières susceptible de créer une pollution du sol ou des eaux

Présence de la capacité de rétention définie à l'alinéa 2 du point 10.

11. Eaux d'extinction incendie

- vérification de la position fermée des orifices d'écoulement, en cas de confinement interne ;
- présence de dispositif d'obturation automatique, en cas de confinement externe (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

12. Détection automatique d'incendie

- présence de la détection automatique d'incendie dans les cellules, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présentation de la démonstration de la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ;
- présentation des consignes de maintenance ;
- présentation du compte rendu des vérifications de maintenance et des tests des dispositifs de détection d'incendie datant de moins d'un an (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

13. Moyens de lutte contre l'incendie

- présence des moyens de lutte contre l'incendie et respect de leurs règles d'implantation (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présentation de la justification de la disponibilité effective des débits d'eau et du volume de la réserve d'eau, le cas échéant (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- le cas échéant, présentation des derniers rapports d'entretien et de vérification des systèmes d'extinction automatique d'incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

14. Evacuation du personnel

Présence des deux issues dans deux directions opposées pour chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m², non verrouillées et facilement manœuvrables en présence de personnel (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

15. Installations électriques et équipements métalliques

- présentation des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées ;
- présence, lorsqu'il est requis, d'un interrupteur central.

16. Eclairage

- vérification que seul l'éclairage électrique est utilisé dans le cas d'un éclairage artificiel ;
- vérification qu'en cas de mise en œuvre de lampes à vapeur de sodium ou de mercure et d'éclatement de l'ampoule les dispositions sont prises pour que les éléments soient confinés dans l'appareil.

17. Ventilation et recharge de batteries

Pas de point de contrôle.

18. Chauffage

- vérification que la chaufferie est à l'extérieur de l'entrepôt ou présentation de la preuve que le mur séparatif est

- au moins REI 120 (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- vérification de la présence d'une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
 - vérification de la présence d'un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
 - vérification de la présence du dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou d'un autre système d'alerte d'efficacité équivalente ;
 - en cas de présence d'aérothermes à gaz, vérification de la présence d'un dispositif de protection contre les chocs.

19. Nettoyage des locaux

Pas de point de contrôle.

20. Travaux de réparation et d'aménagement

Pas de point de contrôle.

21. Consignes

Présence et affichage de chacune des consignes.

22. Maintenance

Présentation du registre.

23. Plan de défense incendie

Sans objet.

24. Bruits et vibration

Pas de point de contrôle.

25. Surveillance

Pas de point de contrôle.

26. Remise en état

Pas de point de contrôle.

Annexe IV : Dispositions applicables aux installations existantes soumises à autorisation

Pour les installations existantes, leur conformité aux exigences de résistance ou de réaction au feu doit être regardée à partir des définitions données par les référentiels techniques en vigueur lors de leur autorisation. Cette disposition s'applique aux parties existantes non modifiées.

Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables sous réserve du respect des points I et II ci-dessous :

I. Pour les entrepôts dont la demande d'autorisation a été présentée avant le 1er juillet 2003 ou régulièrement mis en service avant le 1er janvier 2003, et sans préjudice des dispositions déjà applicables seules les dispositions des points 1, 3.1, 3.5, 8, 9 sauf alinéas 7 à 9, 12, 13, 14 alinéa 4, 15 (sauf alinéas 2 et 4), 16, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 de [l'annexe II](#) du présent arrêté sont applicables en tenant compte des modalités particulières d'application définies au II pour les points 12, 13 et 23 de [l'annexe II](#). L'alinéa 4 du point 16 n'est applicable qu'au 1er janvier 2019.

II. Pour les installations existantes autres que celles relevant du I, les dispositions des articles du présent arrêté sont applicables, à l'exception de celles mentionnées dans le tableau ci-après pour lesquelles des conditions particulières d'application sont précisées dans le même tableau.

POINT CONCERNÉ de l'annexe II	MODALITÉS PARTICULIÈRES D'APPLICATION D CERTAINES DISPOSITIONS
2	A l'alinéa « Ces distances sont au minimum soit calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée document de l'INERIS « Description de la méthode de des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt » A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions bâtiment sont dans son domaine de validité, soit calculées par des études spécifiques dans le cas contraire substitue l'alinéa « Ces distances résultent de l'instruction la demande d'autorisation et de l'examen de l'étude dangers ».
3	Aux dispositions des points 3.2 à 3.4 de l'annexe substituent les dispositions suivantes : « L'entrepôt est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation dans le périmètre de l'entrepôt. Cette voie permet l'accès des secours des sapeurs-pompiers et les croisements des engins. A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers peuvent accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 3 mètres de large au minimum. Pour tout bâtiment de hauteur supérieure à 15 mètres les points d'accès de mise en station des moyens aériens sont prévus sur chaque façade. Cette disposition est également applicable aux entrepôts de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt peuvent stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en maintenant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en heures de travail et des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt. »
4	L'alinéa « L'ensemble de la structure est a minima R 150 » n'est pas applicable.

	<p>Aux alinéas « Les isolants thermiques (ou l'isolant thermique s'il n'y a en qu'un) sont de classe A2 s1 d0.</p> <p>A défaut, le système « support + isolants » est de classe D s3 d0 et respecte l'une des conditions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur inférieur ou égal à 8,4 mj/kg ; - l'isolation thermique est composée de plusieurs couches dont la première (en contact avec le support de couverture) est d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de densité volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement ; son pouvoir calorifique supérieur (pcs) est inférieur ou égal à 8,4 mj/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur d'au moins 30 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement ; <p>un isolant de pcs inférieur ou égal à 8,4 mj/kg. » se substitue à l'alinéa « En ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 et l'isolation thermique (s'il existe) est réalisée en matériaux A2 s1 d0 de pouvoir calorifique supérieur (pcs) inférieur ou égal à 8,4 mj/kg. cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au feu de degré un quart d'heure, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur. »</p>
5	<p>A la phrase : « Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart-d'heure, et a une hauteur minimale de 1,80 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Cette distance peut toutefois être réduite pour les zones de stockage automatisés. », se substitue la phrase : « Les cantonnements sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2 s1 d0 (y compris leurs fixations) et stable au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment. »</p>
6	<p>Le deuxième alinéa n'est pas applicable aux installations existantes ; le franchissement du seuil mentionné par l'alinéa est soumis à l'application de l'article R. 181-46 du règlement de l'environnement.</p>
7	<p>Aux dispositions du point 7 se substituent les dispositions suivantes : « La surface des cellules de stockage est limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en stock et à éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.</p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 6 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie.</p>
11	<p>Aux alinéas « Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;

	<p>du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre p</p> <p>du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 lit</p> <p>mètre carré de surface de drainage vers l'ouvra</p> <p>confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>Le volume nécessaire au confinement peut alternati</p> <p>être déterminé conformément au document techniqu</p> <p>(guide pratique pour le dimensionnement des rétentio</p> <p>eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la s</p> <p>civile, la Fédération française des sociétés d'assurance</p> <p>Centre national de prévention et de protection, éditio</p> <p>2004). »</p> <p>se substitue l'alinéa « Le volume nécessaire à ce confi</p> <p>est déterminé notamment au vu de l'étude de dang</p> <p>fonction de la rapidité d'intervention et des m</p> <p>d'intervention ainsi que de la nature des matières stock</p> <p>mentionné dans l'arrêté préfectoral. »</p>
12	Les mots : « , et déclenche le compartimentage de la
13	Les mots : « Les points d'eau incendie sont distants en
23	Les dispositions du point 23 de l'annexe II sont appl

Annexe V : Dispositions applicables aux installations existantes soumises à enregistrement

Pour les installations existantes, leur conformité aux exigences de résistance ou de réaction au feu doit être regardée à partir des définitions données par les référentiels techniques en vigueur lors de leur autorisation ou enregistrement. Cette disposition s'applique aux parties existantes non modifiées.

Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables sous réserve du respect des points I à III ci-dessous :

I. Pour les entrepôts dont la demande d'autorisation a été présentée avant le 1er juillet 2003 ou régulièrement mis en service avant le 1er janvier 2003, et sans préjudice des dispositions déjà applicables seules les dispositions des points 1, 3.1, 3.5, 8, 9 sauf alinéas 7 à 9, 12, 13, 14 alinéa 4,15 (sauf alinéa 2 et 4), 16, 19, 20, 21, 22, 24, 25 et 26 de [l'annexe II du présent arrêté](#) sont applicables en tenant compte des modalités particulières d'application définies au II ci-dessous pour le point 12 et 13 de [l'annexe II](#). L'alinéa 4 du point 16 n'est applicable qu'au 1er janvier 2019.

II. Pour les installations existantes dont la demande d'autorisation a été présentée entre le 1er juillet 2003 et le 16 avril 2010, ou régulièrement mises en service entre le 1er juillet 2003 et le 16 avril 2010, les dispositions des articles du présent arrêté sont applicables, à l'exception de celles mentionnées dans le tableau ci-après pour lesquelles des conditions particulières d'application sont précisées dans le même tableau.

POINT CONCERNÉ	MODALITÉS PARTICULIÈRES D'APPLICATION D
----------------	---

de [l'annexe II](#)

CERTAINES DISPOSITIONS

2	<p>A l'alinéa « Ces distances sont au minimum soit calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée document de l'INERIS « Description de la méthode de des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt » A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions bâtiment sont dans son domaine de validité, soit calculées par des études spécifiques dans le cas contraire substitue l'alinéa « Ces distances résultent de l'instruction la demande d'autorisation et de l'examen de l'étude dangers ».</p>
3	<p>Aux dispositions des points 3.2 à 3.4 de l'annexe substituent les dispositions suivantes :</p> <p>« L'entrepôt est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation à l'intérieur du périmètre de l'entrepôt. Cette voie permet l'accès des de secours des sapeurs-pompiers et les croisements engins.</p> <p>A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers peuvent accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 2 mètres de large au minimum.</p> <p>Pour tout bâtiment de hauteur supérieure à 15 mètres des points d'accès de mise en station des moyens aériens sont prévus sur chaque façade. Cette disposition est également applicable aux entrepôts de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt peuvent stationner sans occasionner de gêne pour les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en étant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en heures de des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt. »</p>
4	<p>L'alinéa « L'ensemble de la structure est a minima r 15 pas applicable.</p> <p>Aux alinéas « Les isolants thermiques (ou l'isolant thermique s'il n'y a en qu'un) sont de classe A2 s1 d0. à défaut le système « support + isolants » est de classe B s1 d0 et respecte l'une des conditions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur inférieur ou égal à 8,4 mj/kg ; - l'isolation thermique est composée de plusieurs couches dont la première (en contact avec le support de couverture) est d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de densité volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement par un pcs inférieur ou égal à 8,4 mj/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur d'au moins 30 millimètres d'une classe D s3 d2. ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement et l'isolant de pcs inférieur ou égal à 8,4 mj/kg. » se substitue

	<p>l'alinéa « en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux A2 s1 d0 de pouvoir calorifique supérieur (pcs) inférieur ou égal à 8,4 mj/kg. cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque d'incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur. »</p>
5	<p>A la phrase : « Chaque écran de cantonnement est stable pendant un feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de deux mètres. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Cette distance peut toutefois être réduite pour les zones de stockage automatisés. », se substitue la phrase : « Les cantonnements sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2 s1 d0 (y compris leurs fixations) et stable pendant un feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment. »</p>
7	<p>Aux dispositions du point 7 se substituent les dispositions suivantes : « La surface maximale des cellules est égale à 10 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et à 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés.</p> <p>La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. Dans le cas où il y a une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie.</p> <p>Pour les entrepôts textile, la surface peut être portée à 12 000 mètres carrés sous réserve que l'exploitant démontre, par une étude, que cette mezzanine n'engendre pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elle ne gêne pas le désenfumage en cas d'incendie. »</p>
11	<p>Aux alinéas « Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 7 ci-dessus d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>Le volume nécessaire au confinement peut alternativement être déterminé conformément au document technique « Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions d'eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité ».</p>

	<p>civile, la Fédération française des sociétés d'assurance Centre national de prévention et de protection, édition 2004). »</p> <p>se substitue l'alinéa « Le volume nécessaire à ce confi est déterminé notamment au vu de l'étude de dang fonction de la rapidité d'intervention et des m d'intervention ainsi que de la nature des matières stock mentionné dans l'arrêté préfectoral. »</p>
12	<p>Les mots : « , et déclenche le compartimentage de la cellules sinistrées » ne sont pas applicables. La de phrase est applicable au 1er janvier 2018.</p>
13	<p>Les mots : « Les points d'eau incendie sont distants en de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées voies praticables aux engins des services d'incendie secours). » ne sont pas applicables.</p>

III. Pour les installations existantes dont la demande d'enregistrement a été présentée entre le 17 avril 2010 et le 1er juillet 2017, ou régulièrement mis en service entre le 17 avril 2010 et le 1er juillet 2017, l'ensemble des dispositions du présent arrêté sont applicables au 1er janvier 2018, à l'exception des prescriptions du tableau ci-dessous qui demeurent applicables sauf demande contraire de l'exploitant en lieu et place des dispositions correspondantes de [l'annexe II](#) :

POINT CONCERNÉ de l'annexe II	MODALITÉS PARTICULIÈRES D'APPLICATION D CERTAINES DISPOSITIONS
3.2	<p>Aux dispositions du point 3.2 de l'annexe II se substituent les dispositions suivantes :</p> <p>« Une voie "engins", dans l'enceinte de l'établissement, est maintenue dégagée pour la circulation et au croisement sur le périmètre de l'installation et est posée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de l'installation et par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, et les essieux étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et l'accès à l'installation ou aux aires de mise en stationnement des moyens aériens. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les quarante derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une</p>

	retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. »
3.3	<p>Aux dispositions du point 3.3 de l'annexe II se substituent les dispositions suivantes :</p> <p>« Chaque cellule a au moins une façade accessible de l'extérieur par une voie permettant la circulation et la mise en stationnement des échelles et bras élévateurs articulés. Cette aire de mise en stationnement des moyens aériens est directement accessible par la voie engin définie au 3.2.</p> <p>Depuis cette aire, un moyen aérien (par exemple échelle ou un bras élévateur articulé) peut être mis en œuvre pour accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment. Chaque mur séparatif coupe-feu. L'aire respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente maximum de 10 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, le rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, et les poteaux étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présentant une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm^2. <p>Par ailleurs, pour tout bâtiment de plusieurs étages possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, et sur au moins deux façades, cette aire de mise en stationnement des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures qui demeurent accessibles de l'extérieur et de l'intérieur permettent au moins deux accès par étage sur chacune des façades disposant d'aires de mise en stationnement des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 2 mètres et une largeur minimale de 0,9 mètre. Elles sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules a une surface de moins de 2 000 mètres carrés respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins un de ses murs séparatifs se situe à moins de 2 mètres d'une façade accessible ; - la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; - la cellule ne comporte pas de mezzanine. »
4	Aux dispositions du point 4 de l'annexe II se substituent

dispositions suivantes :

« L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) en cas d'un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes. Les dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée avec la construction de l'entrepôt et est tenue en compte lors de la disposition de l'inspection des installations classées.

Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures des bâtiments sont construites en matériaux A2 s1 d0 ;
- l'ensemble de la structure est à minima R 15 ;
- pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 6 mètres de hauteur, la structure est R 60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie ;
- pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers (hors mezzanines) sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers R 120 au moins ;
- les murs séparatifs entre deux cellules sont au moins EI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement le long de la façade extérieure sur une largeur de 1 mètre ou sont prolongées perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en avant de la façade ;
- les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement ;
- La toiture est recouverte d'une bande de protection séparative de largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des cellules séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 et comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0 ;
- les murs séparatifs entre une cellule et un local technique (hors chaufferie) sont au moins REI 120 jusqu'en sous-toiture ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique ;
- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux directs de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage.

Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont :

- isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture avec des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte qui sont tous au moins REI 120 ;
- sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

De plus, lorsque les bureaux sont situés à l'intérieur

cellule :

- le plafond est au moins REI 120 ;
- le plancher est également au moins REI 120 si les b sont situés en étage ;
- les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol in sont encloisonnés par des parois REI 60 et constr matériaux A2 s1 d0. Ils débouchent directement à l'ai sinon sur des circulations encloisonnées de même degré feu y conduisant. Les blocs-portes intérieurs donnant escaliers sont E 60 C2 ;
- le sol des aires et locaux de stockage est de classe A1f
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives convoyeurs, passages de gaines, câbles électrique canalisations, portes, etc.) sont munies de disposit fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de rés au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fern sont associées à un dispositif asservi à la dé automatique d'incendie assurant leur fermeture autom mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la mai l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ai portes situées dans un mur au moins REI 120 présent classement EI2 120 C et les portes satisfont une cla durabilité C2 ;
- les éléments de support de couverture de toiture isolant, sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 ;
- en ce qui concerne les isolants thermiques (ou l'isol n'y en a qu'un) :
 - soit ils sont de classe A2 s1 d0 ;
 - soit le système « support + isolants » est de classe B s respecte l'une des conditions ci-après :
 - l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg
 - l'isolation thermique est composée de plusieurs couche la première (en contact avec le support de couverture) épaisseur d'au moins 30 mm, de masse volumique sup à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS infér égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont cons d'isolants, justifiant en épaisseur de 60 millimètres classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoup droit de chaque écran de cantonnement par un isolant d inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
 - le système de couverture de toiture satisfait la cl l'indice BROOF (t3) ;
 - les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfo classe d0. »

A la phrase : « Chaque écran de cantonnement est sta feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minima mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le p plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre peut toutefois être réduite pour les zones de sto

		automatisés. » se substitue la phrase : « Les cantons délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2 s1 d0 (y compris leurs fixations) et stabilisés au feu de degré un quart d'heure. Leur hauteur est conforme conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public. »
	6	Ce point n'est pas applicable.
	7	Aux dispositions du point 7 de l'annexe II se substituent les dispositions suivantes : « La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et à 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés. La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. Dans le cas où une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie. Pour les entrepôts textile, la surface peut être portée à 6 000 mètres carrés sous réserve que l'exploitant démontre, par une étude, que cette mezzanine n'engendre pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elle ne gêne pas le désenfumage en cas d'incendie. »

Annexe VI : Dispositions applicables aux installations existantes soumises à déclaration

Pour les installations existantes, leur conformité aux exigences de résistance ou de réaction au feu doit être regardée à partir des définitions données par les référentiels techniques en vigueur lors de leur déclaration initiale. Cette disposition s'applique aux parties existantes non modifiées.

Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables sous réserve du respect des points I et II ci-dessous :

I. Pour les entrepôts déclarés avant le 30 avril 2009 et sans préjudice des dispositions déjà applicables, seules les dispositions des points 1 (à l'exception des points 1.1. et 1.2. pour les installations bénéficiant des droits acquis), 3.1, 3.4, 3.5, 8, 9 sauf alinéas 7 à 9, 10 modifié comme indiqué ci-après, 13, 14 (alinéa 4), 15 (sauf alinéas 2 et 4), 16, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26 de [l'annexe II du présent arrêté](#) sont applicables en tenant compte des modalités particulières d'application définies au II ci-dessous pour les points 3.4 et 13 de [l'annexe II](#).

Le point 10 de [l'annexe II du présent arrêté](#) est modifié ainsi : « Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale

à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de liquides inflammables.

Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. »

L'article 12 est applicable à compter du 1er janvier 2019, à l'exception des mots « et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées » qui ne sont pas applicables.

II. Pour les installations existantes déclarées entre le 30 avril 2009 et le 1er juillet 2017, les dispositions des articles du présent arrêté sont applicables, à l'exception de celles mentionnées dans le tableau ci-après pour lesquelles des conditions particulières d'application sont précisées dans le même tableau.

POINT CONCERNÉ de l'annexe II	MODALITÉS PARTICULIÈRES D'APPLICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS
3.2	<p>Ce point est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Une voie “engins” au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt et des bâtiments accolés et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du stockage.</p> <p>Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN, avec un maximum de 90 kN par essieu, et les essieux étant distants de 3,6 mètres au maximum ; - chaque point du périmètre du stockage est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et l'accès au bâtiment, les aires de mise en station des véhicules aériens et les aires de stationnement des engins. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'entrepôt et des bâtiments accolés et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, un tronçon de voie engins de plus de 100 mètres linéaires doit comporter d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engins ; - longueur minimale de 10 mètres, présentant au moins les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie engins. »

3.3

Ce point est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour tout stockage en bâtiment de hauteur supérieure à 10 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Chaque aire de mise en station des moyens aériens est directement accessible depuis la voie engins définie au 3.2.

Depuis cette aire, un moyen aérien (par exemple une échelle ou un bras élévateur articulé) accédant à au moins 10 mètres de hauteur du bâtiment peut être disposé.

Chaque aire respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;

- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;

- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de l'ensemble de la voie ;

- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;

- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, et les véhicules étant distants de 3,6 mètres au maximum, et présentant une résistance au poinçonnement minimale de 80 N/cm².

Par ailleurs, pour tout entrepôt de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 10 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures.

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage sur chacune des façades disposant de voie échelles et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.

Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces ouvertures s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur du bâtiment à l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur pour les services de secours. »

3.4

Le point 3.4 est remplacé par la disposition suivante : « À partir de chaque voie engins ou échelles est prévu un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. »

4

Le point 4 est remplacé par les dispositions suivantes : « Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures sont construites en matériaux A1 ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au feu, par la direction générale de la sécurité civile et

gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur ;

- l'ensemble de la structure présente les caractéristiques au moins R.15 ;
- en ce qui concerne la toiture, les poutres et les pannes au minimum R15 ; les autres éléments porteurs sont au minimum en matériaux A2 s1 d0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux au minimum B S3 d0 et d'un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 10 MJ/kg, ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 60 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants jusqu'à une épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d0 et les couches supérieures sont recoupées au droit de chaque poteau de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 10 MJ/kg, ou bien il est protégé par un écran thermique de 100 millimètres sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à l'extérieur de l'intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé pendant au moins une demi-heure. L'ensemble de la structure hors poutres et pannes satisfait la classe et l'indice B (t3) ;
- planchers hauts (hors mezzanines) au moins REI 120 ; outre, la stabilité au feu des structures porteuses des planchers, pour les entrepôts de deux niveaux et plus, est au moins de deux heures au moins ;
- portes et fermetures des murs séparatifs au moins EI 120, y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries. Ces portes et fermetures sont munies d'un ferme-porte et d'un dispositif assurant leur fermeture automatique, égal à au moins EI 120 ;
- murs séparatifs au moins REI 120 entre deux cellules ; les parois sont prolongées latéralement aux murs extérieurs d'une largeur de 1 mètre ou 0,50 mètre en saillie de la cellule dans la continuité de la paroi. Elles doivent être construites de façon à ne pas être entraînées en cas de ruine de la structure ;
- murs séparatifs au moins REI 120 ou une distance latérale de 10 mètres entre une cellule et un local technique (local technique, chaufferie) ;
- portes et fermetures des murs séparatifs résistantes au feu y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries et leurs dispositifs de fermeture au moins EI 120.

Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de structure avoisinantes, ni de leur dispositif de recouvrement et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

	<p>Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement.</p> <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sans jointure de largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des éléments séparatifs.</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (classe A1).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Une étude spécifique visant à évaluer les risques particuliers, notamment pour les personnes, et à déterminer les mesures spécifiques à mettre en place est réalisée pour les zones de mezzanine de surface supérieure à 50 % (85 % pour les zones d'entrepôts de textile) de la surface en cellule située en hauteur de la chaussée. »</p>
5	<p>A la phrase : « Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre, mais peut toutefois être réduite pour les zones de stockage automatisés. », se substitue la phrase « Les cantonnements sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2 s1 d0 (y compris leurs fixations) et stable au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment. »</p>
6	Le point 6 n'est pas applicable aux installations existantes.
7	<p>Aux dispositions du point 7 se substituent les dispositions suivantes : « La taille des surfaces des cellules de stockage est limitée de façon à réduire la quantité de matériaux combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.</p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie, ou 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie et d'une étude démontrant que les zones d'effets thermiques supérieurs à 500 °C générés par l'incendie d'une cellule restent à l'intérieur de la cellule.</p> <p>Dans le cas des cellules de surface maximale de 3 000 mètres carrés, la plus grande longueur des cellules est limitée à 30 mètres. »</p>
11	<p>Aux alinéas : « Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 7 ci-dessus d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie d'autre part ;

	<p>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé. »</p> <p>se substituent les alinéas : « Le volume nécessaire au confinement est calculé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la base du volume d'eau d'extinction nécessaire à combattre l'incendie, d'une part ; - sur le volume de produits libéré par cet incendie, d'autre part, ce volume total correspondant à la plus grande somme obtenue pour un incendie sur la plus grande cellule ou pour un incendie sur la cellule, présentant le plus fort pouvoir calorifique. »
12	<p>L'article 12 est applicable à compter du 1er janvier 2020, à l'exception des mots : « , et déclenche le compartiment de stockage la ou des cellules sinistrées » qui ne sont pas applicables.</p>
13	<p>Le point 13 est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises et les raccordements sont conformes aux normes en vigueur et permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et la distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les façades extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont adaptés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues, sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être éteint simultanément par deux lances sous deux angles différents et sont utilisables en période de gel. <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préalable la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévue au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci</p>

	conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. » Pour les installations déclarées avant le 30 avril 2020, les points autres que celui relatif aux extincteurs au détecteur ci-dessus ne sont applicables qu'à compter du 1er janvier 2020.
14	Seul le quatrième alinéa est applicable.
15	L'alinéa 2 n'est pas applicable aux installations existantes.
17	Ce point n'est pas applicable aux installations existantes.

ANNEXE 16 DIMENSIONNEMENT DU SEPARATEUR HYDROCARBURES

NOTE SUR LE DIMENSIONNEMENT DU SÉPARATEUR HYDROCARBURES

Cette présente note se base sur les produits proposés par la société TECHNEAU en terme de séparateur hydrocarbures.

Le type de séparateur pour le projet Etiquable est un séparateur by pass, c'est-à-dire que le séparateur hydrocarbure sera précédé d'un dispositif appelé déversoir d'orage qui permet de déclencher une dérivation à partir d'un débit dit d'orage.

Le débit à mettre en place en sortie du séparateur hydrocarbures est choisi selon :

- La surface à traiter. Les eaux dirigées vers le séparateur hydrocarbures proviennent des eaux de ruissellement de voiries. Le projet compte 8946 m² de voiries ;
- La zone de pluviométrie locale. La zone de pluviométrie locale est indiquée sur la carte ci-dessous. Notre projet se situant à Fleurance dans le département du Gers, nous nous trouvons en zone 2.

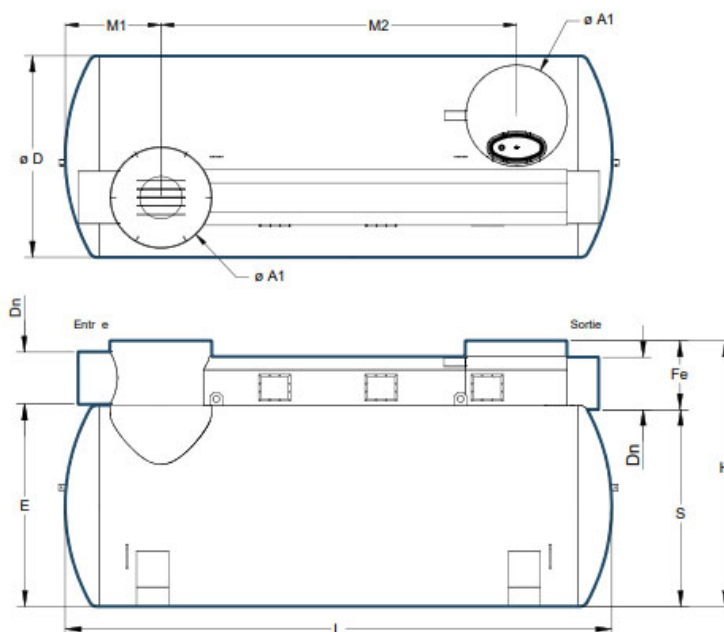


A partir de ces deux caractéristiques, le tableau ci-après permet de connaître le débit :

Zone 1 (m ²)	Zone 2 (m ²)	Zone 3 (m ²)	Taille (L/s)	Polyéthylène	Acier	Polyester
1 à 280	1 à 220	1 à 170	1,5	YHI001E	YHI001A	-
281 à 830	221 à 620	171 à 500	3	YHI003E	YHI003A	-
831 à 1185	621 à 888	501 à 711	6	YHI006E	YHI006A	-
1186 à 1555	889 à 1166	712 à 933	8	YHI008E	YHI008A	-
1556 à 2310	1167 à 1730	934 à 1385	10	YHI010E	YHI010A	-
2311 à 3230	1731 à 2430	1386 à 1940	15	EHI015D	ADHLFI15AB	-
3231 à 4160	2431 à 3120	1941 à 2500	20	EHI020D	ADHLFI20AB	W6ACA3P
4161 à 5080	3121 à 3820	2501 à 3050	25	ADHLFI25E	ADHLFI25AB	W6ACF4P
5081 à 6000	3821 à 4500	3051 à 3600	30	ADHLFI30E	ADHLFI30AB	W6ADA4P
6001 à 6900	4501 à 5200	3601 à 4150	35	-	ADHLFI35AB	W6ADF4P
6901 à 7870	5201 à 5900	4151 à 4700	40	-	YIAEA4A	W6AEA4P
7871 à 8795	5901 à 6590	4701 à 5250	45	-	YIAEF4A	W6AEF4P
8796 à 9720	6591 à 7290	5251 à 5830	50	-	YIAFA5A	W6AFA5P
AU DELA			50		YIAFA5A	W6AFA5P

Le débit du séparateur sera donc de 50 L/s. Le choix sera porté sur de l'acier avec la référence YIAFA5A.

Les caractéristiques de ce séparateur sont indiquées ci-dessous :



Réf. gamme Y1	Taille l/s	ø D	L	Dn	E	S	Fe	H	M1	M2	ø A1	Poids	Volume	
													Déboureur	Séparateur
Y1ADA4A	30	1600	3047	400	1623	1573	627	2200	801	1444	850	810	3000	2700
Y1ADF4A	35	1600	3547	400	1623	1573	627	2200	801	1944	850	917	3500	3150
Y1AEA4A	40	1600	4047	400	1623	1573	627	2200	801	2444	850	990	4000	3600
Y1AEF4A	45	1600	4547	400	1623	1573	627	2200	801	2544	850	1063	4500	4050
Y1AFA5A	50	1900	3645	500	1913	1863	647	2510	900	1844	950	1128	5000	4500

ANNEXE 17 COURRIER D'ENGAGEMENT DE L'EXPLOITANT

Préfecture du Gers
3 place du Préfet Erignac
32000 AUCH
Service des Installations Classées

Le 9 mai 2019, à Fleurance

Objet : Lettre d'engagement relative à la communication de documents dans le cadre de la demande d'enregistrement au titre des ICPE pour la société Ethiquable à Fleurance (32)

Madame, Monsieur,

Je, soussigné Rémi Roux, occupant la fonction de gérant de la société Ethiquable, m'engage à réaliser et à vous transmettre avant la mise en service de l'entrepôt, sis Allée du Commerce Equitable à Fleurance (32), les documents suivants :

- La démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement et que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment ;
- Pour le système de détection incendie : la liste des détecteurs ainsi que leur emplacement.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Rémi Roux - Gérant



Siège Social

Allée du Commerce équitable
32500 Fleurance
Tél. 05 62 06 05 06
Fax 05 62 64 27 62

Petit bureau à Paris

83, avenue Philippe Auguste
75011 Paris
Tél. 01 53 27 19 89
www.ethiquable.coop

RCS Auch

Siret 449 164 482 00027
TVA intraco FR 13 449 164 482
APE 1083Z

ANNEXE 18 ARRETE MINISTERIEL DU 14/12/2013

Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Type : Arrêté ministériel de prescriptions générales ou arrêté ministériel spécifique
- Date de signature : 14/12/2013
- Date de publication : 24/12/2013
- Etat : en vigueur

(JO n° 298 du 24 décembre 2013)

NOR : DEVP1307960A

Texte modifié par :

[Arrêté du 25 juin 2018](#) (JO n° 176 du 2 août 2018)

[Arrêté du 24 août 2017](#) (JO n°234 du 6 octobre 2017)

Vus

Le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu [le règlement \(CE\) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008](#) relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 ;

Vu la [directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 octobre 2000](#) établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu la [directive 2006/11/CE du 15 février 2006](#) concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu le code de l'environnement, notamment [les articles L. 211-1, L. 220-1, L. 511-2, L. 512-7, D. 211-10, D. 211-11, R. 211-94 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30](#) ;

Vu le [décret n° 94-469 du 3 juin 1994](#) relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes, notamment son [article 6](#) ;

Vu [le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996](#) relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;

Vu [l'arrêté du 20 avril 1994](#) relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;

Vu [l'arrêté du 23 janvier 1997](#) relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement modifié ;

Vu l'arrêté du 14 février 2003 relatif à la performance des toitures et couvertures de toiture exposées à un incendie extérieur ;

Vu [l'arrêté du 11 septembre 2003](#) portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.2.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu [l'arrêté du 11 septembre 2003](#) portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages ;

Vu [l'arrêté du 20 avril 2005](#) modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu [l'arrêté du 31 janvier 2008](#) modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

Vu [l'arrêté du 7 juillet 2009](#) relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

Vu [l'arrêté du 17 juillet 2009](#) relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines ;

Vu [l'arrêté du 25 janvier 2010](#) relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu [l'arrêté du 26 juillet 2010](#) approuvant le schéma national des données sur l'eau ;

Vu l'avis des organisations professionnelles concernées ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de prévention des risques technologiques en date du 19 mars 2013 ;

Vu les observations formulées lors de la consultation publique réalisée du 25 janvier 2013 au 14 février 2013, en application de [l'article L. 120-1 du code de l'environnement](#),

Arrête :

Article 1er de l'arrêté du 14 décembre 2013

(Arrêté du 24 août 2017, Annexe IX article 13)

Les prescriptions générales du présent arrêté ne sont pas applicables aux installations autorisées avant le 1er janvier 2014 au titre de [la rubrique 2220](#) et relevant de l'enregistrement à partir de cette date.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :

- de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les [articles L. 512-7-3](#) et [L. 512-7-5 du code de l'environnement](#).
- des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

« Toutefois, les dispositions des [articles 25, 32, 35, 36, 37, 38, 55](#) et [56](#) s'appliquent aux installations existantes et aux installations nouvelles conformément aux dispositions [de l'article 24 de l'arrêté du 24 août 2017](#) modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement. »

[L'article 11](#) ne s'applique pas aux installations de séchage de prunes. Les prescriptions des [articles 5, 14](#) et [51](#) ci-après sont adaptées à ces installations.

Article 2 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Définitions.

Au sens du présent arrêté, on entend par :

« **Activités visées par [la rubrique 2220](#)** » :

- le seul conditionnement des matières premières, sans aucun autre traitement ou transformation sur ce produit, est exclu, qu'elles aient été ou non préalablement transformées ;
- les activités de cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction et toute autre activité similaire sont visées par [la rubrique 2220](#) ;
- si la seule opération effectuée sur des produits conditionnés est la surgélation et/ou la congélation sans aucun autre traitement ou transformation sur ce produit, notamment par découpage et reconditionnement, les installations de surgélation/congélation ne relèvent pas de cette rubrique. Le simple stockage dans un entrepôt frigorifique est également exclu de [la rubrique 2220](#) ;

« **Locaux frigorifiques** » : local servant au stockage ou au tri de marchandises dans lequel les conditions de température et/ou d'hygrométrie sont réglées et maintenues en fonction des critères de conservation propres aux produits, qu'ils soient réfrigérés (température positive) ou congelés ou surgelés (température négative) ;

« **QMNA** » : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau ;

« **QMNA5** » : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq en moyenne ;

« **Zone de mélange** » : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementales. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementales sur le reste de la masse d'eau ;

« **NQE** » : norme de qualité environnementale selon [l'arrêté du 25 janvier 2010](#) susvisé ;

« **Réfrigération en circuit ouvert** » : tout système qui permet le retour des eaux de refroidissement dans le milieu naturel après prélèvement ;

« **Epandage** » : toute application de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles ;

« **Niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant** » : conventionnellement, le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population ;

« **Débit d'odeur** » : conventionnellement, le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception ;

« **Emergence** » : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;

« **Zones à émergence réglementée** » :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 1er 1° et 2°)

« **Article 2 de l'arrêté du 14 décembre 2013**

Au sens du présent arrêté, on entend par :

" Activités visées par [la rubrique 2220](#) " :

- *le seul conditionnement des matières premières, sans aucun autre traitement ou transformation sur ce produit, est exclu, qu'elles aient été ou non préalablement transformées ;*
- *les activités de cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction et toute autre activité similaire sont visées par [la rubrique 2220](#) ;*
- *si la seule opération effectuée sur des produits conditionnés est la surgélation et/ou la congélation sans aucun autre traitement ou transformation sur ce produit, notamment par découpage et reconditionnement, les installations de surgélation/congélation ne relèvent pas de cette rubrique. Le simple stockage dans un entrepôt frigorifique est également exclu de [la rubrique 2220](#) ;*

*" **Locaux frigorifiques** " : local servant au stockage ou au tri de marchandises dans lequel les conditions de température et/ou d'hygrométrie sont réglées et maintenues en fonction des critères de conservation propres aux produits, qu'ils soient réfrigérés (température positive) ou congelés ou surgelés (température négative) ;*

*" **QMNA** " : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau ;*

" **QMNA5** " : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq en moyenne ;

" **Zone de mélange** " : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementales. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementales sur le reste de la masse d'eau ;

« " **Polluant spécifique de l'état écologique** " : substance dangereuse recensée comme étant déversée en quantité significative dans les masses d'eau de chaque bassin ou sous-bassin hydrographique ;

« " **Substance dangereuse** " ou " **micropolluant** " : substance ou groupe de substances qui sont toxiques, persistantes et bioaccumulables, et autre substance ou groupe de substances qui sont considérées, à un degré équivalent, comme sujettes à caution ; »

" **NQE** " : norme de qualité environnementale selon [l'arrêté du 25 janvier 2010](#) susvisé ;

" **Réfrigération en circuit ouvert** " : tout système qui permet le retour des eaux de refroidissement dans le milieu naturel après prélèvement ;

" **Epandage** " : toute application de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles ;

" **Niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant** " : conventionnellement, le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population ;

" **Débit d'odeur** " : conventionnellement, le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception ;

" **Emergence** " : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;

" **Zones à émergence réglementée** " :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Chapitre I : Dispositions générales

Article 3 de l'arrêté du 14 décembre 2013

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.

L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la

construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 4 de l'arrêté du 14 décembre 2013

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;
- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit au cours des cinq dernières années.

Les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :

- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;
- le plan de localisation des risques (cf. [art. 8](#)) ;
- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. [art. 9](#)) ;
- le plan général des stockages (cf. [art. 8](#)) ;
- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. [art. 9](#)) ;
- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. [art. 11](#)) ;
- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques, des équipements de sécurité et des matériels de production (cf. [art. 17](#), [19](#) et [23](#)) ;
- les consignes d'exploitation (cf. [art. 24](#)) ;
- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. [art. 27](#)) ;
- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. [art. 29](#)) ;
- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe (cf. [art. 40](#)) ;
- le cahier d'épandage s'il y a lieu (cf. [art. 41](#)) ;
- le registre des fiches d'intervention établies lors des contrôles et opérations sur des équipements frigorifiques et climatiques utilisant certains fluides frigorigènes (cf. [art. 42.II](#)) ;
- les justificatifs de mise en place ou de renouvellement de matériel permettant de réduire les niveaux de bruit pour les installations de séchage de prunes (cf. [art. 51.IIB](#)) ;
- le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. [art. 54](#)) ;
- le programme de surveillance des émissions (cf. [art. 55](#)) ;
- les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits par l'installation (cf. [art. 56](#)).

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Règles générales.

L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété de l'installation.

Pour les installations de séchage de prunes, l'installation est implantée à une distance minimale de 40 mètres des limites de propriété de l'installation.

En cas d'impossibilité technique, l'exploitant peut demander un aménagement, conformément à [l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement](#), en proposant des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers et une limitation des nuisances sonores pour les tiers équivalents.

L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.

II. Cas des installations implantées au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M.

Si l'installation est mitoyenne de locaux habités ou occupés par des tiers, les parois, plafonds et planchers mitoyens sont tous REI 120.

Article 6 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;
- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

Article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2013

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions

Section 1 : Généralités

Article 8 de l'arrêté du 14 décembre 2013

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à [l'article L. 511-1 du code de l'environnement](#).

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Article 9 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 10 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés en vue notamment de respecter l'interdiction de stockage en dehors des zones dédiées. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles ainsi que pour en assurer la destruction.

Section 2 : Dispositions constructives

Article 11 de l'arrêté du 14 décembre 2013

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les locaux avoisinants, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur du premier local en feu.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

1. Les locaux à risque incendie.

1.1. Définition.

Les locaux à risque incendie sont les locaux recensés à [l'article 8](#) ainsi que les locaux de stockage de produits et de leur conditionnement identifiés au dernier alinéa de [l'article 11.2](#).

Les installations de stockage de matières combustibles classées au titre [des rubriques 1510, 1511](#) ou [1530](#) sont soumises respectivement aux prescriptions générales applicables au titre de chacune de ces rubriques et ne sont donc pas soumises aux dispositions du présent arrêté.

1.2. Dispositions constructives.

Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ensemble de la structure a minima R 15 ;
- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0 (B s3 d0 pour les locaux frigorifiques s'ils sont visés par le dernier alinéa de l'article 11.2 ;
- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice Broof (t3) ;
- ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres maintenue libre en permanence et clairement identifiée ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI120 ;
- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.

2. Autres locaux (notamment ceux abritant le procédé visé par [la rubrique 2220](#)).

Les autres locaux et notamment ceux abritant le procédé visé par [la rubrique 2220](#), le stockage des produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) et leur conditionnement (cartons, étiquettes...) correspondant à moins de deux jours de la production visée par [la rubrique 2220](#), et les locaux frigorifiques, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ensemble de la structure a minima R 15 ;
- parois intérieures et extérieures de classe A2s1d0 (Bs3d0 pour les locaux frigorifiques) ;
- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice BROOF (t3) ;
- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 30 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.

Les locaux frigorifiques ne relevant pas de [la rubrique 1511](#) sont à simple rez-de-chaussée.

Si les locaux, frigorifiques ou non, dédiés au stockage des produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) et leur conditionnement (cartons, étiquettes...) abrite plus que la quantité produite ou utilisée en deux jours par l'installation relevant de [la rubrique 2220](#), ce local est considéré comme un local à risque d'incendie. Les prescriptions du présent article ne sont pas applicables et ce local respecte les prescriptions de l'article 11.1.2.

3. Cas des installations implantées au sein d'établissement recevant du public (ERP) de type M.

Pour les installations implantées au sein d'établissement recevant du public (ERP) de type M, les dispositions [des articles 11.1](#) et [11.2](#) ne s'appliquent pas. Les dispositions constructives des locaux abritant ces installations sont conformes aux règles techniques figurant dans le règlement ERP ainsi que dans les articles spécifiques relatifs au type M.

4. Ouvertures.

Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Article 12 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Accessibilité.

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

II. - Accessibilité des engins à proximité de l'installation.

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le péri mètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;

- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du péri mètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie « engin ».

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du péri mètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

III. - Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engin » ;
- longueur minimale de 10 mètres,

présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

IV. - Mise en station des échelles.

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément réparables de l'extérieur par les services de secours.

V. - Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.

Article 13 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Règles générales.

Les locaux à risque incendie identifiés à [l'article 11.1.1](#), à l'exception des locaux frigorifiques et des locaux implantés au sein d'ERP, respectent les dispositions du présent article.

I. Cantonnement.

Les locaux sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.

Chaque écran de cantonnement est DH 30 en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre.

Une zone d'une hauteur minimale de 1 mètre située au-dessous du niveau du point le plus bas de l'écran de cantonnement est libre de tout encombrement.

La différence de hauteur entre le niveau du point le plus haut occupé des procédés de fabrication et de stockage et le point le plus bas de l'écran de cantonnement est supérieure ou égale à 1 mètre.

II. Désenfumage.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.

Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 4 mètres des murs « coupe-feu » séparant les locaux abritant l'installation.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des cellules de stockage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe.

En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

III. Amenées d'air frais.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, local par local, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.

2. Cas des installations implantées au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M.

Les locaux abritant des installations implantées au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M sont équipés, si le règlement ERP le prévoit, d'un système de désenfumage conforme aux règles techniques relatives au désenfumage figurant dans le règlement ERP ainsi que dans les articles spécifiques relatifs au type M.

Article 14 de l'arrêté du 14 décembre 2013

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à [l'article 8](#) ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau

ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. Les dispositions du présent point ne s'appliquent pas aux installations de séchage de prunes ;

- pour les installations de séchage de prunes, d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres de l'installation, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.) d'une capacité de 60 m³ ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation si elle est couverte ou à proximité si elle n'est pas située dans un local fermé, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Article 15 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Section 3 : Dispositions de prévention des accidents

Article 16 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées « comme pouvant être à l'origine d'une explosion », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

Article 17 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Règles générales.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage des locaux de production, de stockage et les locaux techniques ne peuvent être réalisés que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

II. Dispositions applicables aux locaux frigorifiques.

Les équipements techniques (systèmes de réchauffage électrique des encadrements de portes, résistances de dégivrage, soupapes d'équilibrage de pression, etc.) présents à l'intérieur des chambres froides ou sur les parois de celles-ci ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite.

En particulier, si les matériaux du local ne sont pas A2s1d0, les câbles électriques les traversant sont pourvus de

fourreaux non propagateurs de flamme, de manière à garantir l'absence de contact direct entre le câble et le parement du panneau ou de l'isolant, les parements métalliques devant être percés proprement et ébavurés. Les résistances électriques de réchauffage ne sont pas en contact direct avec les isolants.

En outre, si les panneaux-sandwichs ne sont pas A2s1d0, les luminaires sont positionnés de façon à respecter une distance minimale de 20 centimètres entre la partie haute du luminaire et le parement inférieur du panneau isolant. Les autres équipements électriques sont maintenus à une distance d'au moins 5 centimètres entre la face arrière de l'équipement et le parement du panneau. Cette disposition n'est pas applicable aux câbles isolés de section inférieure à 6 millimètres carrés qui peuvent être posés sous tubes IRO fixés sur les panneaux.

Les câbles électriques forment un S au niveau de l'alimentation du luminaire pour faire goutte d'eau et éviter la pénétration d'humidité.

Les prises électriques destinées à l'alimentation des groupes frigorifiques des véhicules sont installées sur un support A2s1d0.

Article 18 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètreau-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple, l'utilisation de chapeaux est interdite).

Article 19 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'une détection automatique d'incendie. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Section 4 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Article 20 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume des matières liquides stockées ;
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Section 5 : Dispositions d'exploitation

Article 21 de l'arrêté du 14 décembre 2013

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les installations de séchage de prunes sont placées sous la surveillance directe d'une personne compétente et apte à intervenir en cas d'accident ou incident lorsque l'installation fonctionne.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 22 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 23 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Règles générales.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

II. Contrôle de l'outil de production.

Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, l'outil de production (par exemple réacteur, équipement de séchage, équipements de débactérisation/stérilisation, appareil à distiller, condenseurs, séparateurs et absorbeurs, chambre de fermentation ou tempérée, fours, cuiseurs, tunnels de cuisson, autoclaves, friteuses, cuves et bacs de préparation...) est régulièrement contrôlé conformément aux préconisations du constructeur de cet équipement.

Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 24 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Consignes d'exploitation.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 20 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- les règles de stockage définies à l'article 24-II ;
- les modalités de nettoyage et de récupération des matières au sein des ateliers prévues par l'article 29-II.

II. Modalités de stockage.

A. - Lieu de stockage.

Le stockage de consommables dans les locaux de fabrication est interdit sauf en cours de fabrication.

Tout stockage est interdit dans les combles.

B. - Règles de stockage à l'extérieur.

La surface maximale des îlots au sol est de 150 mètres carrés, la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres, la distance entre deux îlots est de 2,5 mètres minimum.

Ces îlots sont implantés :

- à 3 mètres minimum des limites de propriété ;
- à une distance suffisante, sans être inférieure à 3 mètres, des parois extérieures du bâtiment afin de permettre une intervention sur l'ensemble des façades de l'îlot en cas de sinistre.

C. - Règles de stockage à l'intérieur des locaux.

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de soufflage ou d'aspiration d'air ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.

Les matières stockées en vrac (produits nus posés au sol en tas) sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Les matières conditionnées en masse (produits empilés les uns sur les autres) sont stockées de la manière suivante :

- les îlots au sol ont une surface limitée à 150 mètres carrés ;
- la hauteur maximale de stockage est égale à 8 mètres ;
- la distance minimale entre deux îlots est de 2,5 mètres.

Les matières conditionnées dans des contenants autoporteurs gerbables (contenant autoporteur destiné à être empilé) sont stockées de la manière suivante :

- les îlots au sol ont une surface limitée à 150 mètres carrés ;
- la hauteur maximale de stockage est égale à 10 mètres ;
- la distance minimale entre deux îlots est de 2,5 mètres.

Les matières stockées sous température positive dans des supports de stockage porteurs tels que les rayonnages ou les palettiers (racks) sont stockées à une hauteur maximale de 10 mètres en l'absence d'extinction automatique.

Les matières stockées sous température négative dans des supports de stockage porteurs tels que les rayonnages ou les palettiers sont stockées à une hauteur maximale de 10 mètres en l'absence d'une détection (haute sensibilité) avec transmission de l'alarme à l'exploitation ou à une société de surveillance extérieure.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides au sens du [règlement \(CE\) n° 1272/2008](#) est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.

Chapitre III : Emissions dans l'eau

Section 1 : Principes généraux

Article 25 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au

IV de [l'article L. 212-1 du code de l'environnement](#).

Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par [l'arrêté du 20 avril 2005](#) susvisé complété par [l'arrêté du 25 janvier 2010](#) susvisé.

Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.

La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 2)

« Article 25 de l'arrêté du 14 décembre 2013

« Le rejet respecte les dispositions [de l'article 22 du 2 février 1998 modifié](#) en matière de :

« – compatibilité avec le milieu récepteur ([article 22-2-I](#)) ;

« – suppression des émissions de substances dangereuses ([article 22-2-III](#)).

« Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.

« La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants. »

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par [l'arrêté du 24 août 2017](#) s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par [la Directive 2013/39/UE](#), les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Article 26 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de [l'article L. 211-2 du code de l'environnement](#).

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement. Des dispositions sont mises en œuvre afin de permettre une utilisation raisonnée de l'eau en fonction des produits et procédés en présence. Les techniques employées répondent à l'état de l'art de la profession en matière de consommation et de rejet d'eau. Un suivi de la consommation en eau de l'installation est mis en place et suivi dans le temps par l'exploitant afin de vérifier l'utilisation rationnelle de l'eau.

Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m³/h et inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.

Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m³ par an.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Article 27 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Si le volume prélevé par forage est supérieur à 10 000 m³/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement doivent être conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

En cas de raccordement sur un réseau public ou d'alimentation par un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Article 28 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article 131 du code minier et de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Section 3 : Collecte et rejet des effluents

Article 29 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Collecte des effluents.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier de l'installation.

II. Installations de prétraitement et de traitement.

Afin de limiter au maximum la charge de l'effluent, notamment en particules et matières organiques, les sols des ateliers, chambres froides et tous ateliers de travail sont nettoyés à sec par raclage avant lavage.

Sans préjudice des obligations réglementaires sanitaires, les sols des zones susceptibles de recueillir des eaux résiduaires et/ou de lavage de l'installation sont garnis d'un revêtement imperméable et la pente permet de conduire ces effluents vers un orifice pourvu d'un siphon et raccordé au réseau d'évacuation.

L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage ou toute autre solution de traitement.

Article 30 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Article 31 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 32 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version novembre 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale. Ils sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection. Le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parking, etc.), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées à [l'article 36](#), sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de [l'article L. 212-1 du code de l'environnement](#).

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 3)

« Article 32 de l'arrêté du 14 décembre 2013

« En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions [de l'article 43 du 2 février 1998](#)

[modifié](#) s'appliquent.

« Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées [à l'article 36](#) avant rejet au milieu naturel. »

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par [l'arrêté du 24 août 2017](#) s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par [la Directive 2013/39/UE](#), les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Article 33 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

Section 4 : Valeurs limites d'émission

Article 34 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

La dilution des effluents est interdite.

Article 35 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.

L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.

La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 ou 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.

Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas :

- une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchylicoles ;
- une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;
- un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchylicoles ;
- un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 4)

« Article 35 de l'arrêté du 14 décembre 2013

« L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.

« La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.

« La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.

« Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas :

« - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3°C pour les eaux cyprinicoles et de 2°C pour les eaux conchyliques ;

« - une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles, à 28°C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;

« - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques ;

« - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.

« Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer. »

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par [l'arrêté du 24 août 2017](#) s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par [la Directive 2013/39/UE](#), les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Article 36 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.

1. Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)	
Matières en suspension totales :	
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
Dans le cas d'une épuration par lagunage	150 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté) :	
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 30 kg/j	100 mg/l
Flux journalier maximal supérieur à 30 kg/j	30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 100 kg/j	300 mg/l
Flux journalier maximal supérieur à 100 kg/j	125 mg/l
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MEST	
2. Azote et phosphore	
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé :	
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/jour	30 mg/l en concentration moyenne mensuelle
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/jour	15 mg/l en concentration moyenne mensuelle
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/jour	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle.
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote	
Phosphore (phosphore total) :	
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour	2 mg/l en concentration moyenne mensuelle
Flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour	1 mg/l en concentration moyenne mensuelle
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.	
3. Autres polluants	
SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir des produits gras)	300 mg/l

II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées. En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV sont respectées.

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 5)

Article 36 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Sans préjudice des dispositions [de l'article 25](#), les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa [de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié](#).

I - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO₅)	
Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
DBO₅ (sur effluent non décanté)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO ₅ et les MES.	
2 - Azote et phosphore	
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551)	
flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j	30mg/l en concentration moyenne mensuelle
flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j	15mg/l en concentration moyenne mensuelle
flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j	10mg/l en concentration moyenne mensuelle
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote	
Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350)	
flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j	10mg/l en concentration moyenne mensuelle
flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j	2mg/l en concentration moyenne mensuelle
flux journalier maximal supérieur à 80 kg/j	1mg/l en concentration

				<i>moyenne mensuelle</i>
<i>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.</i>				
3 - Substances spécifiques du secteur d'activité				
		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)		-	7464	300 mg/l
Chrome et ses composés (en Cr)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j	7440-47-3	1389	0,1 mg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j	7440-50-8	1392	0,150 mg/l
Nickel et ses composés (en Ni)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j	7440-02-0	1386	0,1 mg/l
Zinc et ses composés (en Zn)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 20 g/j	7440-66-6	1383	0,8 mg/l
Trichlorométhane (chloroforme)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j	67-66-3	1135	100µg/l »

II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

4 - Autres paramètres globaux			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres (en CN-)	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	5 mg/l
Etain et ses composés	7440-31-5	1380	2 mg/l
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	15 mg/l
5 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
<i>Substances de l'état chimique</i>			

<i>Cadmium et ses composés* (en Cd)</i>	7440-43-9	1388	25 µg/l
<i>Fluoranthène</i>	206-44-0	1191	50 µg/l si le rejet dépasse 2g/j
<i>Naphtalène</i>	91-20-3	1517	130µg/l si le rejet dépasse 1g/j
<i>Plomb et ses composés (en Pb)</i>	7439-92-1	1382	50µg/l si le rejet dépasse 2g/j
<i>Nonylphénols *</i>	84-852-15-3	1958	25 µg/l
<i>Tétrachlorure de carbone</i>	56-23-5	1276	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
<i>Autres substances de l'état chimique</i>			
<i>Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)*</i>	117-81-7	6616	25 µg/l
<i>Acide perfluoro ooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)</i>	45298-90-6	6561	25 µg/l
<i>Quinoxylène*</i>	124495-18-7	2028	25 µg/l
<i>« Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD »</i>	-	7707	25 µg/l
<i>Acclonifène</i>	74070-46-5	1688	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
<i>Bifénox</i>	42576-02-3	1119	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
<i>Cybutryne</i>	28159-98-0	1935	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
<i>Cyperméthrine</i>	52315-07-8	1140	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
<i>Hexabromocyclododécane* (HBCDD)</i>	3194-55-6	7128	25 µg/l
<i>Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*</i>	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l
<i>Polluants spécifiques de l'état écologique</i>			
<i>Arsenic et ses composés (en As)</i>	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j
<i>Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local</i>	-	-	- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l

(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

III. Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions [de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié](#).

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par [l'arrêté du 24 août 2017](#) s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par [la Directive 2013/39/UE](#), les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Article 37 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Le raccordement à une station d'épuration collective urbaine ou industrielle n'est autorisé que si cette infrastructure d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.

Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :

- MEST : 600 mg/l ;
- DBO5 : 800 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;
- phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.

La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 ou 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.

Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelle convention de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.

Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.

Pour le débit, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.

II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées. En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV sont respectées.

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 7)

« Article 37 de l'arrêté du 14 décembre 2013

« En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions [de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié](#) s'appliquent.

« Elles concernent notamment :

- « – les modalités de raccordement ;
- « – les valeurs limites avant raccordement ;

« Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte). »

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par [l'arrêté du 24 août 2017](#) s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par [la Directive 2013/39/UE](#), les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Article 38 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.

Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de vingt-quatre heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.

Pour les substances dangereuses présentes dans les rejets de l'installation et identifiées dans le tableau de l'annexe IV par une étoile, l'exploitant présente les mesures prises accompagnées d'un échéancier permettant de supprimer le rejet de cette substance dans le milieu aquatique en 2021 (ou 2028 pour l'anthracène et l'endosulfan).

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 8)

« Article 38 de l'arrêté du 14 décembre 2013

« Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

« Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

« Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

« Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées. »

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par [l'arrêté du 24 août 2017](#) s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par [la Directive 2013/39/UE](#), les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Article 39 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV [de l'article L. 212-1 du code de l'environnement](#) :

Matières en suspension totales	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 9)

« Article 39 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Abrogé

Section 5 : Traitement des effluents

Article 40 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des

installations.

Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.

Article 41 de l'arrêté du 14 décembre 2013

L'épandage des déchets, effluents et sous-produits est autorisé. L'exploitant respecte les dispositions de l'annexe III concernant les dispositions techniques à appliquer pour l'épandage.

Chapitre IV : Emissions dans l'air

Section 1 : Généralités

Article 42 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permises.

II. Equipements frigorifiques et climatiques utilisant certains fluides frigorigènes.

Les conditions de mise sur le marché, d'utilisation, de récupération et de destruction des substances suivantes : chlorofluorocarbures (CFC), hydrochlorofluorocarbures (HCFC) et hydrofluorocarbures (HFC), utilisées en tant que fluide frigorigène dans des équipements frigorifiques ou climatiques, sont définies aux articles R. 543-75 et suivants du code de l'environnement. Les fiches d'intervention établies lors des contrôles d'étanchéité ainsi que lors des opérations de maintenance et d'entretien sont conservées par l'exploitant dans un registre par équipement tenu à la disposition de l'inspection.

Section 2 : Rejets à l'atmosphère

Article 43 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.

Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Article 44 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.

Article 45 de l'arrêté du 14 décembre 2013

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré), exprimée en mètres, est déterminée conformément aux dispositions de l'annexe II, d'une part en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.

Section 3 : Valeurs limites d'émission

Article 46 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.

Article 47 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène de référence établie en fonction du combustible (6 % en volume dans le cas des combustibles solides et de la biomasse, 3 % en volume dans le cas des combustibles liquides ou gazeux). Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté(s) aux mêmes conditions normalisées.

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

Article 48 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Pour les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent, selon le flux

horaire, les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau figurant en annexe V.

Article 49 de l'arrêté du 14 décembre 2013

L'exploitant démontre dans son dossier qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

L'exploitant démontre dans son dossier de demande qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses ne dépasse pas les valeurs suivantes :

HAUTEUR D'ÉMISSION (en m)	DÉBIT D'ODEUR (en uo_e/h)
0	$1\ 000 \times 10^3$
5	$3\ 600 \times 10^3$
10	$21\ 000 \times 10^3$
20	$180\ 000 \times 10^3$
30	$720\ 000 \times 10^3$
50	$3\ 600 \times 10^6$
80	$18\ 000 \times 10^6$
100	$36\ 000 \times 10^6$

Chapitre V : Emissions dans les sols

Article 50 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Hors plan d'épandage, toute application de déchets, sous-produits ou effluents sur ou dans les sols est interdite.

Chapitre VI : Bruit et vibrations

Article 51 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Valeurs limites de bruit.

Cas général.

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

II. Valeurs limites de bruit.

Cas particulier des installations de séchage de prunes.

A. - Pour les installations de séchage de prunes, pour des périodes limitées à 45 jours par an au maximum pour la période allant de 7 h à 22 h et à 15 jours par an au maximum pour la période allant de 22 h à 7 h, les valeurs d'émergence de l'article 51.I ne s'appliquent pas et sont remplacées par les valeurs suivantes :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	8dB(A)	6dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	7 dB(A)	5 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'exploitant met en œuvre les dispositions constructives adéquates en vue de respecter ces valeurs accompagnées si nécessaire d'aménagements visant à assurer leur intégration paysagère (type haies).

B. - Matériel et entretien visant à réduire les émissions sonores à la source.

En cas d'implantation de nouvelles installations ou de renouvellement de matériel, l'exploitant met en place des technologies permettant de réduire les niveaux de bruit et les émergences (panneau placé devant le brûleur ou la torche, etc.).

L'exploitant effectue un entretien régulier de ces installations afin d'éviter les grincements, les bruits de roulement au niveau des ventilateurs, les bruits de chocs (chariots en attente, retournement de claies, etc.) et de frottement (nettoyage de claies, chaîne contre chariots, etc.).

III. Véhicules - engins de chantier.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

IV. Vibrations.

Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I.

V. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié au cours de la première année suivant l'enregistrement. Cette mesure est renouvelée à tout moment sur demande de l'inspection. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Chapitre VII : Déchets

Article 52 de l'arrêté du 14 décembre 2013

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Article 53 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.

II. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas :

- la capacité produite en vingt-quatre heures pour les déchets et sous-produits fermentescibles en l'absence de locaux ou de dispositifs assurant leur confinement et réfrigérés ;
- la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

III. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou

infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

Article 54 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.

L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Chapitre VIII : Surveillance des émissions

Section 1 : Généralités

Article 55 de l'arrêté du 14 décembre 2013

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 59 à 65 du présent arrêté. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.

Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 10)

« Article 55 de l'arrêté du 14 décembre 2013

« L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées [aux articles 56 à 58](#). Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

« Les dispositions des alinéas II et III [de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié](#) s'appliquent.

« Elles concernent :

« – le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;

« – la réalisation de contrôles externes de recalage. »

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par [l'arrêté du 24 août 2017](#) s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la

date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par [la Directive 2013/39/UE](#), les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Section 2 : Emissions dans l'eau

Article 56 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.

Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j
Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j
pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir des produits gras)	Annuelle pour les effluents raccordés Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel
(*) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.	

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années. Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.

Pour les effluents raccordés, les résultats des mesures réalisées à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration collective sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 11)

« Article 56 de l'arrêté du 14 décembre 2013

« Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures :

<i>« Débit</i>	<i>Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j</i>
<i>Température</i>	<i>Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j</i>
<i>pH</i>	<i>Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j</i>
<i>DCO (sur effluent non décanté)</i>	<ul style="list-style-type: none"><i>Semestrielle pour les effluents raccordés</i><i>Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</i>
<i>Matières en suspension</i>	<ul style="list-style-type: none"><i>Semestrielle pour les effluents raccordés</i><i>Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</i>

<i>DBO₅ (*) (sur effluent non décanté)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Semestrielle pour les effluents raccordés • Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
<i>Azote global</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Semestrielle pour les effluents raccordés • Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
<i>Phosphore total</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Semestrielle pour les effluents raccordés • Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
<i>SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Annuelle pour les effluents raccordés • Semestrielle pour les rejets dans le milieu naturel
<i>Chlorures (en cas de traitement ou de conservation par mise en œuvre de sel)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Annuelle pour les effluents raccordés • Semestrielle pour les rejets dans le milieu naturel
<i>Chrome et composés (en Cr)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel
<i>Cuivre et composés (en Cu)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel
<i>Nickel et composés (en Ni)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel
<i>Zinc et composés (en Zn)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel
<i>Trichlorométhane (chloroforme)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel
<i>Autre substance dangereuse visée à l'article 36-5</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document

	<p><i>contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</i>
<p><i>Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 36-5</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 2 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</i> • <i>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 2 g/j pour les rejets dans le milieu naturel »</i>

« (*) Pour la DBO₅, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

« Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

« Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.

« Pour les effluents raccordés, les résultats des mesures réalisées à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration collective sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par [l'arrêté du 24 août 2017](#) s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par [la Directive 2013/39/UE](#), les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Section 3 : Impacts sur les eaux de surface

Article 57 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs suivantes :

- 5 t/j de DCO ;
- 20 kg/j d'hydrocarbures totaux ;
- 10 kg/j de chrome, cuivre, étain, manganèse, nickel et plomb, et leurs composés (exprimés en Cr + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb) ;
- 0,1 kg/j d'arsenic, de cadmium et mercure, et leurs composés (exprimés en As + Cd + Hg), l'exploitant réalise ou fait réaliser des mesures de ces polluants en aval de son rejet (en dehors de la zone de mélange), à une fréquence au moins mensuelle.

Lorsque le rejet s'effectue en mer ou dans un lac et qu'il dépasse l'un des flux mentionnés ci-dessus, l'exploitant établit un plan de surveillance de l'environnement adapté aux conditions locales.

Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.

Section 4 : Impacts sur les eaux souterraines

Article 58 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction des ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.

Section 5 : Déclaration annuelle des émissions polluantes

Article 59 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Les émissions de substances visées aux articles 59 à 65 du présent arrêté doivent faire, le cas échéant, l'objet d'une déclaration annuelle dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IX article 12)

« Article 59 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Abrogé

Chapitre IX : Exécution

Article 60 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 2014.

Article 61 de l'arrêté du 14 décembre 2013

La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 14 décembre 2013.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice générale
de la prévention des risques,
P. Blanc

Annexe I : Règles techniques applicables aux vibrations

L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

La vitesse particulière des vibrations émises, mesurée selon la méthode définie dans la présente annexe, ne dépasse pas les valeurs définies ci-après.

1. Valeurs limites de la vitesse particulière.

1.1. Sources continues ou assimilées.

Sont considérées comme sources continues ou assimilées :

- toutes les machines émettant des vibrations de manière continue ;
- les sources émettant des impulsions à intervalles assez courts sans limitation du nombre d'émissions.

Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :

FRÉQUENCES	4 Hz ? 8 Hz	8 Hz ? 30 Hz	30 Hz ? 100 Hz
Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s
Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s
Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s

1.2. Sources impulsionnelles à impulsions répétées.

Sont considérées comme sources impulsionnelles à impulsions répétées toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts mais supérieurs à 1 s et dont la durée d'émission est inférieure à 500 ms.

Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :

FRÉQUENCES	4 Hz ? 8 Hz	8 Hz ? 30 Hz	30 Hz ? 100 Hz
Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s
Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s
Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s

Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières couramment observées pendant la période de mesure s'approchent de 0,5 Hz des fréquences de 8, 30 et 100 Hz, la valeur limite à retenir est celle correspondant à la bande fréquence immédiatement inférieure. Si les vibrations comportent des fréquences en dehors de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié agréé par le ministre chargé de l'environnement.

2. Classification des constructions.

Pour l'application des limites de vitesse particulière, les constructions sont classées en trois catégories suivant leur niveau de résistance :

- constructions résistantes : les constructions des classes 1 à 4 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- constructions sensibles : les constructions des classes 5 à 8 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;
- constructions très sensibles : les constructions des classes 9 à 13 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 .

Les constructions suivantes sont exclues de cette classification :

- les réacteurs nucléaires et leurs installations annexes ;
- les installations liées à la sûreté générale, sauf les constructions qui les contiennent ;
- les barrages, les ponts ;
- les châteaux d'eau ;
- les installations de transport à grande distance de gaz ou de liquides autres que l'eau ainsi que les tuyauteries d'eau sous pression de diamètre supérieur à un mètre ;
- les réservoirs de stockage de gaz, d'hydrocarbures liquides ou de céréales ;
- les tunnels ferroviaires ou routiers et autres ouvrages souterrains d'importance analogue ;
- les ouvrages portuaires tels que digues, quais et les ouvrages se situant en mer, notamment les plates-formes de forage,

pour lesquelles l'étude des effets des vibrations est confiée à un organisme qualifié. Le choix de cet organisme est approuvé par l'inspection des installations classées.

3. Méthode de mesure.

3.1. Eléments de base.

Le mouvement en un point donné d'une construction est enregistré dans trois directions rectangulaires dont une verticale, les deux autres directions étant définies par rapport aux axes horizontaux de l'ouvrage étudié sans tenir compte de l'azimut.

Les capteurs sont placés sur l'élément principal de la construction (appui de fenêtre d'un mur porteur, point d'appui sur l'ossature métallique ou en béton dans le cas d'une construction moderne).

3.2. Appareillage de mesure.

La chaîne de mesure à utiliser permet l'enregistrement, en fonction du temps, de la vitesse particulière dans la bande de fréquence allant de 4 Hz à 150 Hz pour les amplitudes de cette vitesse comprises entre 0,1 mm/s et 50

mm/s. La dynamique de la chaîne est au moins égale à 54 dB.

3.3. Précautions opératoires.

Les capteurs sont complètement solidaires de leur support. Ils ne sont pas installés sur les revêtements (zinc, plâtre, carrelage, etc.) qui peuvent agir comme filtres de vibrations ou provoquer des vibrations parasites si ces revêtements ne sont pas bien solidaires de l'élément principal de la construction. Sauf justification particulière, une mesure des agitations existantes, en dehors du fonctionnement de la source, est effectuée.

Annexe II : Règles de calcul des hauteurs de cheminée

On calcule d'abord la quantité $s = k q/cm$ pour chacun des principaux polluants où :

- k est un coefficient qui vaut 340 pour les polluants gazeux et 680 pour les poussières ;
- q est le débit théorique instantané maximal du polluant considéré émis à la cheminée exprimé en kilogrammes par heure ;
- cm est la concentration maximale du polluant considérée comme admissible au niveau du sol du fait de l'installation exprimée en milligrammes par mètrecube normal ;
- cm est égale à $cr - co$ où cr est une valeur de référence donnée par le tableau ci-dessous et où co est la moyenne annuelle de la concentration mesurée au lieu considéré.

POLLUANT	VALEUR DE C_r
Oxydes de soufre	0,15
Oxydes d'azote	0,14
Poussières	0,15
Acide chlorhydrique	0,05
Composés organiques :	
- visés au a du 7° de l'article 50 ;	1
- visés au c du 7° de l'article 50	0,05
Plomb	0,000 5
Cadmium	0,000 5

En l'absence de mesures de la pollution, co peut être prise forfaitairement de la manière suivante :

	OXYDES DE SOUFRE	OXYDES D'AZOTE	POUSSIÈRES
Zone peu polluée	0,01	0,01	0,01
Zone moyennement urbanisée ou moyennement industrialisée	0,04	0,05	0,04
Zone très urbanisée ou très industrialisée	0,07	0,10	0,08

Pour les autres polluants, en l'absence de mesure, co pourra être négligée.

On détermine ensuite s, qui est égal à la plus grande des valeurs de s calculées pour chacun des principaux polluants.

La hauteur de la cheminée, exprimée en mètres, doit être au moins égale à la valeur hp ainsi calculée :

$$hp = s^{1/2} (R \cdot T)^{-1/6}$$

où :

s est défini plus haut ;

R est le débit de gaz exprimé en mètres cubes par heure et compté à la température effective d'éjection des gaz ;

+T est la différence exprimée en kelvins entre la température au débouché de la cheminée et la température moyenne annuelle de l'air ambiant. Si +T est inférieure à 50 kelvins, on adopte la valeur de 50 pour le calcul.

Si une installation est équipée de plusieurs cheminées ou s'il existe dans son voisinage d'autres rejets des mêmes polluants à l'atmosphère, le calcul de la hauteur de la cheminée considérée est effectué comme suit :

Deux cheminées i et j, de hauteurs respectivement hi et hj, sont considérées comme dépendantes si les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- la distance entre les axes des deux cheminées est inférieure à la somme : $(hi + hj + 10)$ (en mètres) ;
- hi est supérieure à la moitié de hj ;
- hj est supérieure à la moitié de hi.

On détermine ainsi l'ensemble des cheminées dépendantes de la cheminée considérée, dont la hauteur est au moins égale à la valeur de hp calculée pour le débit massique total de polluant considéré et le débit volumique

total des gaz émis par l'ensemble de ces cheminées.

S'il y a dans le voisinage des obstacles naturels ou artificiels de nature à perturber la dispersion des gaz, la hauteur de la cheminée doit être corrigée comme suit :

- on calcule la valeur h_p en tenant compte des autres rejets lorsqu'il y en a ;
- on considère comme obstacles les structures et les immeubles, et notamment celui abritant l'installation étudiée, remplissant simultanément les conditions suivantes :
- ils sont situés à une distance horizontale (exprimée en mètres) inférieure à $10 h_p + 50$ de l'axe de la cheminée considérée ;
 - ils ont une largeur supérieure à 2 mètres ;
 - ils sont vus de la cheminée considérée sous un angle supérieur à 15° dans le plan horizontal ;
- soit h_i l'altitude (exprimée en mètres et prise par rapport au niveau moyen du sol à l'endroit de la cheminée considérée) d'un point d'un obstacle situé à une distance horizontale d_i (exprimée en mètres) de l'axe de la cheminée considérée, et soit H_i défini comme suit :
 - si d_i est inférieure ou égale à $2 h_p + 10$, $H_i = h_i + 5$;
 - si d_i est comprise entre $2 h_p + 10$ et $10 h_p + 50$, $H_i = 5/4 (h_i + 5) (1 - d_i/(10 h_p + 50))$;
- soit H_p la plus grande des valeurs H_i calculées pour tous les points de tous les obstacles définis ci-dessus ;
- la hauteur de la cheminée doit être supérieure ou égale à la plus grande des valeurs H_p et h_p .

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

Annexe III : Dispositions techniques en matière d'épandage

(Arrêté du 25 juin 2018, article 8)

L'épandage des déchets ou des effluents respecte les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole (dans les zones vulnérables délimitées en application [des articles R. 211-75 à R. 211-77 du code de l'environnement](#), les dispositions fixées par les programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévus aux [articles R. 211-80 à R. 211-83](#) sont applicables à l'installation) :

a) Intérêt agronomique du déchet épandu :

Le déchet ou effluent épandu a un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et son application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques et est mis en œuvre afin que les nuisances soient réduites au minimum.

b) Etude préalable d'épandage :

Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets ou des effluents au regard des paramètres définis au point II ci-après, l'aptitude du sol à les recevoir et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'alinéa 9 de [l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement](#).

L'étude préalable comprend notamment :

- la caractérisation des déchets ou des effluents à épandre : quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique au regard des paramètres définis au point II ci-après, teneurs au regard des paramètres

définis aux tableaux 1 a et 1 b du point I ci-dessous, état physique, traitements préalables (déshydratation, pressage, chaulage...) en distinguant les formes liquides, pâteuses ou solides ;

- l'indication des doses de déchets ou des effluents à épandre selon les différents types de culture à fertiliser et les rendements prévisionnels des cultures ; l'exploitant démontre en particulier qu'il dispose des surfaces suffisantes pour respecter pour l'azote les règles de la fertilisation équilibrée dans la limite des capacités exportatrices des cultures ;
- l'emplacement, le volume, les caractéristiques et les modalités d'emploi des stockages de déchets ou des effluents en attente d'épandage ; l'identification des filières alternatives d'élimination ou de valorisation ;
- la description des caractéristiques des sols notamment au regard des paramètres définis à l'alinéa 2 du point II ci-après et des ETM visés au tableau 2 du point I ci-après, au vu d'analyses datant de moins d'un an ;
- la démonstration de l'adéquation entre les surfaces agricoles maîtrisées par l'exploitant ou mises à sa disposition par des prêteurs de terre et les flux de déchets ou des effluents à épandre (productions, rendements objectifs, doses à l'hectare et temps de retour sur une même parcelle, périodes d'interdiction d'épandage....).

c) Plan d'épandage :

Au vu de l'étude préalable, un plan d'épandage est réalisé ; il est constitué :

- d'une carte à une échelle minimum de 1/25 000 permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des surfaces exclues de l'épandage (cf. notamment g) règles d'épandages). Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage ;
- d'un document mentionnant l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant, précisant notamment leurs engagements et responsabilités réciproques ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, les numéros d'îlots de référence PAC ou à défaut les références cadastrales, la superficie totale et la superficie potentiellement épandable ainsi que le nom de l'exploitant agricole.

Toute modification du plan d'épandage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

d) Règles d'épandage :

1. Les apports d'azote, de phosphore et de potasse toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la rotation des cultures ainsi que de la nature particulière des terrains et de leur teneur en éléments fertilisants. Les quantités épandues et les périodes d'épandage sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture. La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

2. Caractéristiques des déchets épandus :

Le pH des effluents ou des déchets est compris entre 6,5 et 8,5. Toutefois, des valeurs différentes peuvent être retenues sous réserve de conclusions favorables de l'étude préalable.

Les déchets ou effluents ne contiennent pas d'éléments ou substances indésirables (morceaux de plastiques, de métaux, de verres, etc.) ni d'agents pathogènes au-delà des concentrations suivantes :

- salmonella : 8 NPP/10 g MS (dénombrement selon la technique du nombre le plus probable) ;
- enterovirus : 3 NPPUC/10 g MS (dénombrement selon la technique du nombre le plus probable d'unités cytopathogènes) ;
- œufs d'helminthes viables : 3 pour 10 g MS.

Les déchets ou effluents ne peuvent être épandus :

- si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 du point I ci-dessous ;
- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou éléments indésirables contenus dans le déchet ou l'effluent excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a et 1 b du point I ci-dessous ;
- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets ou les effluents sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant au tableau 1 du point I ci-dessous.

Lorsque les déchets ou effluents sont épandus sur des pâturages, le flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de dix ans, est celui du tableau 3 du point I ci-dessous.

Les déchets ou effluents ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5 ;
- la nature des déchets ou effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;
- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 ci-dessous.

3. Programme prévisionnel d'épandage :

Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il inclut également les parcelles du producteur de déchets ou d'effluents lorsque celui-ci est également exploitant agricole.

Ce programme comprend au moins :

- la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- une caractérisation des différents déchets ou effluents (type (liquides, pâteux et solides), quantités prévisionnelles, rythme de production, ainsi qu'au moins les teneurs en azote global et azote minéral et minéralisable, disponible pour la culture à fertiliser, mesurées et déterminées sur la base d'analyses datant de moins d'un an) ;
- les résultats d'une analyse de sols datant de moins d'un an sur le para mètre azote global et azote minéral et minéralisable sur chaque point de référence représentatif de chaque zone homogène ;
- les préconisations spécifiques d'apport des déchets ou des effluents (calendrier et doses d'épandage...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il lui est adressé sur sa demande.

4. La caractérisation des déchets ou effluents à épandre fournie dans l'étude préalable est vérifiée par analyse avant le premier épandage. En dehors de la première année d'épandage, les effluents ou déchets sont analysés périodiquement et notamment à chaque fois que des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité (en particulier pour ce qui concerne la teneur en éléments-traces métalliques et en composés organiques).

5. Dans le cas d'une installation nouvelle, les données relatives aux caractéristiques des déchets ou des effluents et aux doses d'emploi sont actualisées et sont adressées au préfet à l'issue de la première année de fonctionnement.

6. Les déchets solides ou pâteux non stabilisés sont enfouis le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation. Des dérogations à l'obligation d'enfouissement peuvent toutefois être accordées sur justification dans le dossier d'enregistrement pour des cultures en place à condition que celles-ci ne soient pas destinées à la consommation humaine directe.

7. Sous réserve des prescriptions fixées en application du code de la santé publique, l'épandage de déchets ou d'effluents respecte les distances et délais minima suivants :

NATURE DES ACTIVITÉS À PROTÉGER	DISTANCE MINIMALE	DOMAINE D'APPLICATION
Puits, forage, sources, aqueduc transitant des eaux destinés à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères	35 mètres 100 mètres	Pente du terrain inférieure à 7 % Pente du terrain supérieure à 7 %
Cours d'eau et plan d'eau	5 mètres des berges 35 mètres des berges 100 mètres des berges 200 mètres des berges	Pente du terrain inférieure à 7 % 1. Déchets non fermentescibles enfouis immédiatement après épandage 2. Autres cas Pente du terrain supérieure à 7 % 1. Déchets solides et stabilisés 2. Déchets non solides et non stabilisés
Lieux de baignade	200 mètres	
Sites d'aquaculture (pisciculture et zones conchylicoles)	500 mètres	
Habitations ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissement recevant du public	50 mètres 100 mètres	En cas de déchets ou d'effluents odorants
	Délai minimum	
Herbages ou culture fourragères	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte de cultures fourragères.	
Terrain affectés à des cultures maraîchères ou fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers	Pas d'épandage pendant la période de végétation	
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru	Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même	

8. Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins en la matière compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique.

L'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;

- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage.

9. Détection d'anomalies :

Toute anomalie constatée sur les sols, les cultures et leur environnement lors ou à la suite de l'épandage de déchets ou des effluents et susceptible d'être en relation avec ces épandages est signalée sans délai à l'inspection des installations classées.

e) Ouvrages d'entreposage :

Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents destinés à l'épandage sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. De plus, l'exploitant identifie les installations de traitement du déchet ou de l'effluent auxquelles il peut faire appel en cas de dépassement de ces capacités de stockage du déchet ou effluent.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :

- les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieure à quarante-huit heures ;
- toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ;
- le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage au point 7 sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés est respectée ;
- le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ;
- la durée maximale ne dépasse pas un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

f) Cahier d'épandage :

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues :

- les surfaces effectivement épandues ;
- les références parcellaires ;
- les dates d'épandage ;
- la nature des cultures ;
- les volumes et la nature de toutes les matières épandues ;
- les quantités d'azote global épandues d'origine ICPE ;
- l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.

Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chaque semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués.

Lorsque les déchets ou les effluents sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage et au moins une fois par semaine. Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote global épandues.

g) Analyses de sols :

Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence représentatif de chaque zone homogène. Par zone homogène on entend une partie d'unité culturale homogène d'un point de vue pédologique n'excédant pas 20 hectares ; par unité culturale, on entend une parcelle ou un groupe de parcelles exploitées selon un système unique de rotations de cultures par un seul exploitant :

- après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, sur chaque parcelle exclue du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au 2 du point II ci-dessous :

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions du point III ci-après.

Point I. - Seuils en éléments-traces métalliques et en substances organiques

Tableau 1 a. - Teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les déchets ou effluents :

ÉLÉMENTS-TRACES métalliques	VALEUR LIMITE dans les déchets ou effluents (mg/kg MS)	FLUX CUMULÉ MAXIMUM apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	10	0,015
Chrome	1 000	1,5
Cuivre	1 000	1,5
Mercure	10	0,015
Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3 000	4,5
Chrome + Cuivre + Nickel + Zinc	4 000	6

Tableau 1 b. - Teneurs limites en composés-traces organiques dans les déchets ou effluents :

COMPOSÉS-TRACES organiques	VALEUR LIMITE OU EFFLUENTS dans les déchets (mg/kg MS)	
	Cas général	Epandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB (*)	0,8	0,8
Fluoranthène	5	4
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5
Benzo(a)pyrène	2	1,5

(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180.

Tableau 2. - Valeurs limites de concentration dans les sols

ÉLÉMENTS-TRACES dans les sols	VALEUR LIMITE (mg/kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Tableau 3. - Flux cumulé maximum en éléments-traces métalliques apporté par les déchets ou effluents pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6

ÉLÉMENTS-TRACES MÉTALLIQUES	FLUX CUMULÉ MAXIMUM apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (« g/m ² »)
Cadmium	0,015
Chrome	1,2
Cuivre	1,2
Mercure	0,012
Nickel	0,3
Plomb	0,9

Sélénium (*)	0,12
Zinc	3
Chrome + cuivre + nickel + zinc	4
(*) Pour le pâturage uniquement.	

Point II. - Eléments de caractérisation de la valeur agronomique des déchets ou des effluents et des sols

1. Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des déchets ou des effluents destinés à l'épandage :

- matière sèche (%) ; matière organique (%) ;
- pH ;
- azote global ;
- azote ammoniacal (en NH₄) ;
- rapport C/N ;
- phosphore total (en P₂O₅) ; potassium total (en K₂O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ; oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces.

Les autres oligo-éléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des déchets ou des effluents.

2. Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des sols :

- granulométrie ;
- mêmes paramètres que pour la valeur agronomique des déchets ou des effluents en remplaçant les éléments concernés par : P₂O₅ échangeable, K₂O échangeable, MgO échangeable et CaO échangeable.

Point III. - Méthodes d'échantillonnage et d'analyse

Echantillonnage des sols :

Les prélèvements de sol doivent être effectués dans un rayon de 7,50 mètres autour du point de référence repéré par ses coordonnées Lambert, à raison de seize prélèvements élémentaires pris au hasard dans le cercle ainsi dessiné :

- de préférence en fin de culture et avant le labour précédant la mise en place de la suivante ;
- avant un nouvel épandage éventuel de déchets ou d'effluents ;
- en observant de toute façon un délai suffisant après un apport de matières fertilisantes pour permettre leur intégration correcte au sol ;
- à la même époque de l'année que la première analyse et au même point de prélèvement.

Les modalités d'exécution des prélèvements élémentaires et de constitution et de conditionnement des échantillons sont conformes à la norme NF X 31 100.

Méthodes de préparation et d'analyse des sols :

La préparation des échantillons de sols en vue d'analyse est effectuée selon la norme NF ISO 11464 (décembre 2006). L'extraction des éléments-traces métalliques Cd, Cr, Cu, Ni, Pb et Zn et leur analyse est effectuée selon la norme NF X 31-147 (juillet 1996). Le pH est effectué selon la norme NF ISO 10390 (mai 2005).

Echantillonnage des effluents et des déchets :

Les méthodes d'échantillonnage peuvent être adaptées en fonction des caractéristiques du déchet ou de l'effluent à partir des normes suivantes :

- EN 12579 : produits organiques, amendements organiques, support de culture-échantillonnage ;
- NF U 44-108 : boues des ouvrages de traitement des eaux usées urbaines, boues liquides, échantillonnage en vue de l'estimation de la teneur moyenne d'un lot ;
- NF EN ISO 5667-13:2011 : Qualité de l'eau - Echantillonnage - Partie 13 : lignes directrices pour l'échantillonnage de boues.
- NF U 42-051 : engrais, théorie de l'échantillonnage et de l'estimation d'un lot ;
- NF U 42-053 : matières fertilisantes, engrais, contrôle de réception d'un grand lot, méthode pratique ;
- NF U 42-080 : engrais, solutions et suspensions ;
- NF U 42-090 : engrais, amendements calciques et magnésiens, produits solides, préparation de l'échantillon pour essai.

La procédure retenue donne lieu à un procès-verbal comportant les informations suivantes :

- identification et description du produit à échantillonner (aspect, odeur, état physique) ;
- objet de l'échantillonnage ;
- identification de l'opérateur et des diverses opérations nécessaires ;
- date, heure et lieu de réalisation ;
- mesures prises pour freiner l'évolution de l'échantillon ;
- fréquence des prélèvements dans l'espace et dans le temps ;
- plan des localisations des prises d'échantillons élémentaires (surface et profondeur) avec leurs caractéristiques (poids et volume) ;
- descriptif de la méthode de constitution de l'échantillon représentatif (au moins 2 kg) à partir des prélèvements élémentaires (division, réduction, mélange, homogénéisation) ;
- descriptif des matériels de prélèvement ;
- descriptif des conditionnements des échantillons ;
- condition d'expédition.

La présentation de ce procès-verbal peut être inspirée de la norme U 42-060 (procès-verbaux d'échantillonnage

des fertilisants).

Méthodes de préparation et d'analyse des effluents et des déchets :

La préparation des échantillons peut être effectuée selon la norme NF U 44-110 relative aux boues, amendements organiques et supports de culture.

La méthode d'extraction qui n'est pas toujours normalisée est définie par le laboratoire selon les bonnes pratiques de laboratoire.

Les analyses retenues peuvent être choisies parmi les listes ci-dessous, en utilisant dans la mesure du possible des méthodes normalisées pour autant qu'elles soient adaptées à la nature du déchet à analyser. Si des méthodes normalisées existent et ne sont pas employées par le laboratoire d'analyses, la méthode retenue devra faire l'objet d'une justification.

Tableau 4. - Méthodes analytiques pour les éléments-traces

ÉLÉMENTS	MÉTHODE D'EXTRACTION et de préparation	MÉTHODE ANALYTIQUE
Élément-traces métalliques	Extraction à l'eau régale Séchage au micro-onde ou à l'étuve	Spectrométrie d'absorption atomique ; ou Spectrométrie d'émission (AES) ; ou Spectrométrie d'émission (ICP) couplée à la spectrométrie de masse ; ou Spectrométrie de fluorescence (pour Hg)

Analyses sur les lixiviats :

Elles peuvent être faites après extraction selon la norme NF EN 12457 ou sur colonne lysimétrique et portent sur des polluants sélectionnés en fonction de leur présence dans le déchet, de leur solubilité et de leur toxicité.

Les méthodes d'analyses recommandées appartiennent à la série des NFT 90 puisqu'il s'agit des solutions aqueuses.

Annexe IV : VLE pour rejet aqueux dans le milieu naturel

I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

	N° CAS	
--	--------	--

1. Substances réglementées

Indice phénols	-	0,3 mg/l
Cyanures	57-12-5	0,1 mg/l
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	5 mg/l
Etain (dont tributylétain cation et oxyde de tributylétain)	7440-31-5	2 mg/l dont 0,05 mg/l pour chacun des composés tributylétain cation et oxyde de tributylétain
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	10 mg/l
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	15 mg/l

2. Substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau**Substances de l'état chimique :**

Alachlore	15972-60-8	50 µg/l
Anthracène (*)	120-12-7	50 µg/l
Atrazine	1912-24-9	50 µg/l
Benzène	71-43-2	50 µg/l
Diphényléthers bromés		50 µg/l (somme des composés)
Tétra BDE 47		
Penta BDE 99 (*)	32534-81-9	
Penta BDE 100 (*)	32534-81-9	
Hexa BDE 153		
hexa BDE 154		
HeptaBDE 183		
DecaBDE 209	1163-19-5	
Cadmium et ses composés (*)	7440-43-9	50 µg/l
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	50 µg/l
Chloroalcanes C10-13 (*)	85535-84-8	50 µg/l
Chlorfenvinphos	470-90-6	50 µg/l
Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos)	2921-88-2	50 µg/l
Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine)	309-00-2/60-57-1/72-20-8/465-73-6	50 µg/l (somme des 4 drines visées)
DDT total	789-02-06	50 µg/l
1,2-Dichloroéthane	107-06-2	50 µg/l
Dichlorométhane	75-09-2	50 µg/l
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	117-81-7	50 µg/l
Diuron	330-54-1	50 µg/l
Endosulfan (somme des isomères) (*)	115-29-7	50 µg/l
Fluoranthène	206-44-0	50 µg/l
Naphthalène	91-20-3	50 µg/l
Hexachlorobenzène (*)	118-74-1	50 µg/l
Hexachlorobutadiène (*)	87-68-3	50 µg/l
Hexachlorocyclohexane (somme des isomères) (*)	608-73-1	50 µg/l

Isoproturon	34123-59-6	50 µg/
Plomb et ses composés	7439-92-1	0.5 mg/l
Mercure et ses composés (*)	7439-97-6	50 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	0.5 mg/l
Nonylphénols (*)	25154-52-3	50 µg/l
Octylphénols	1806-26-4	50 µg/l
Pentachlorobenzène (*)	608-93-5	50 µg/l
Pentachlorophénol	87-86-5	50 µg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		50 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène (*)	50-32-8	
Somme Benzo(b)fluoranthène (*) + Benzo(k)fluoranthène (*)	205-99-2/207-08-9	
Somme Benzo(g, h, i)perylène (*) + Indeno(1,2,3-cd)pyrène (*)	191-24-2/193-39-5	
Simazine	122-34-9	50 µg/l
Tétrachloroéthylène (*)	127-18-4	50 µg/l
Trichloroéthylène	79-01-6	50 µg/l
Composés du tributylétain (tributylétain-cation) (*)	36643-28-4	50 µg/l
Trichlorobenzènes	12002-48-1	50 µg/l
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	50 µg/l
Trifluraline	1582-09-8	50 µg/l
Substances de l'état écologique :		
Arsenic dissous	7440-38-2	50 µg/l
Cuivre dissous	7440-50-8	0,5 mg/l
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	0,5 mg/l dont 0,1 mg/l pour le chrome hexavalent et ses composés
Zinc dissous	7440-66-6	2 mg/l
Chlortoluron	-	50 µg/l
Oxadiazon	-	50 µg/l
Linuron	330-55-2	50 µg/l
2,4 D	94-75-7	50 µg/l
2,4 MCPA	94-74-6	50 µg/l
3. Autres substances pertinentes		
Toluène	108-88-3	50 µg/l
Trichlorophénols		50 µg/l
2,4,5-trichlorophénol	95-95-4	50 µg/l
2,4,6-trichlorophénol	88-06-2	50 µg/l
Ethylbenzène	100-41-4	50 µg/l
Xylènes (Somme o, m, p)	1330-20-7	50 µg/l
Biphényle	92-52-4	50 µg/l
Tributylphosphate (Phosphate de tributyle)	-	50 µg/l
Hexachloropentadiène	-	50 µg/l
2-nitrotoluène		50 µg/l
1,2 dichlorobenzène	95-50-1	50 µg/l
1,2 dichloroéthylène	540-59-0	50 µg/l

1,3 dichlorobenzène	541-73-1	50 µg/l
Oxyde de dibutylétain	818-08-6	50 µg/l
monobutylétain cation		50 µg/l
chlorobenzène		50 µg/l
Isopropyl benzène	98-82-8	50 µg/l
PCB (somme des congénères)	1336-36-3	50 µg/l
Phosphate de tributyle	126-73-8	50 µg/l
2-Chlorophénol	95-57-8	50 µg/l
Epichlorhydrine	106-89-8	50 µg/l
Acide chloroacétique	79-11-8	50 µg/l
2 nitrotoluène	-	50 µg/l
1,2,3 trichlorobenzène	-	50 µg/l
3,4 dichloroaniline	-	50 µg/l
4-chloro-3-méthylphénol	59-50-7	50 µg/l

II. Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.

Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

III. Pour les substances dangereuses prioritaires identifiées dans le tableau ci-dessus par une étoile présentes dans les rejets de l'installation, l'exploitant présente les mesures prises accompagnées d'un échéancier permettant de supprimer le rejet de cette substance dans le milieu aquatique en 2021 (ou 2028 pour l'anthracène et l'endosulfan).

A compter du 1er janvier 2018 :

(Arrêté du 24 août 2017, annexe IV article 6)

L'annexe est abrogée

Annexe V : VLE pour rejets gazeux dans le milieu naturel

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus. Les valeurs limites sont rapportées aux conditions normalisées définies à l'article 49 :

Polluants		Valeur limite d'émission (mg / Nm ³)	
1 - Poussières totales :			
Gaz naturel		5	
Gaz de pétrole liquéfié		5	
Fioul domestique		50	
Autres combustibles liquides, Combustibles solides ou biomasse	P<4 MW	150	
	P>4 MW	100	
2 - Oxydes de soufre (exprimés en équivalent SO₂) selon le combustible utilisé pour la combustion			
Gaz naturel		35	
Gaz de pétrole liquéfié		5	
Fioul domestique		170	
Autres combustibles liquides		1700 (sauf départements d'outre-mer*)	
Combustibles solides		2000	
biomasse		200	
4 - Oxydes d'azote (exprimés en équivalent NO₂ dioxyde d'azote) :			
Lorsque les appareils de combustion utilisent le produit de combustion dans le procédé de fabrication (exemple : fours de réchauffage, de séchage, de cuisson ou de traitement thermique)	installations avec préchauffage de l'air à une température inférieure à 450° C :	500 (combustible liquide) 400 (combustible gazeux).	
	Au-delà d'une température de préchauffage de l'air de combustion de 450° C et dans le cas où les valeurs ci-dessus ne peuvent être respectées, il conviendra de mettre en œuvre des techniques de combustion à faibles émissions d'oxydes d'azote permettant d'atteindre un rendement minimum de réduction des oxydes d'azote de 30 %.		
Autres installations	Gaz naturel	P<10 MW	150 (1)
		P>10 MW	100
	Gaz de pétrole liquéfié	P<10 MW	200 (2)
		P>10 MW	150
	Fioul domestique	P<10 MW	200 (2)
		P>10 MW	150
	Autres combustibles liquides	P<10 MW	550 (3)
		P>10 MW	500
	Combustibles solides		550 (4)
	biomasse		500
<p>(1) Cette limite s'applique aux installations dont la puissance totale est supérieure à 10 MW lorsque plus de 50 % de la puissance totale de l'installation est fournie par des générateurs à tubes de fumée.</p> <p>(2) Cette limite s'applique aux installations dont la puissance totale est supérieure à 10 MW lorsque plus de 50 % de la puissance totale de l'installation est fournie par des générateurs à tubes de fumée.</p>			

(3) Cette limite s'applique aux installations dont la puissance totale est supérieure à 10 MW lorsque plus de 50 % de la puissance totale de l'installation est fournie par des générateurs à tubes de fumée.

(4) La limite est fixée à 800 mg/m³ pour les installations, possédant des chaudières automatiques monoblocs ou à tubes de fumée, dont la puissance totale est inférieure à 10 MW.

5 - Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl) :

flux horaire supérieur à 1 kg/h, 50

6 - Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), (exprimés en HF) :

flux horaire supérieur à 500 g/h, 5 pour les composés gazeux
 5 pour l'ensemble des vésicules et particules.

7 - Composés organiques volatils :

Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :
 flux horaire total dépasse 2 kg/h. 150 (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés) Cette valeur ne s'applique pas aux séchoirs à bois.

Composés organiques volatils spécifiques :

flux horaire total des composés organiques dépasse 0,1 kg/h

Acétaldéhyde (aldéhyde acétique)	20 (concentration globale de l'ensemble des composés) .
Acide acrylique	
Acide chloroacétique	
Aldéhyde formique (formaldéhyde)	
Acroléine (aldéhyde acrylique - 2 - propénal)	
Acrylate de méthyle	
Anhydride maléique	
Aniline	
Biphényles	
Chloroacétaldéhyde	
Chloroforme (trichlorométhane)	
Chlorométhane (chlorure de méthyle)	
Chlorotoluène (chlorure de benzyle)	
Crésol	
2,4-Diisocyanate de toluylène	
Dérivés alkylés du plomb	
Dichlorométhane (chlorure de méthylène)	
1,2-Dichlorobenzène (O-dichlorobenzène)	
1,1-Dichloroéthylène	
2,4-Dichlorophénol	
Diéthylamine	
Diméthylamine	
1,4-Dioxane	
Ethylamine	
2-Furaldéhyde (furfural)	
Méthacrylates	
Mercaptans (thiols)	

Nitrobenzène	
Nitrocrésol	
Nitrophénol	
Nitrotoluène	
Phénol	
Pyridine	
1,1,2,2-Tétrachloroéthane	
Tétrachloroéthylène (perchloréthylène)	
Tétrachlorométhane (tétrachlorure de carbone)	
Thioéthers	
Thiols	
O.Toluidine	
1,1,2-Trichloroéthane	
Trichloroéthylène	
2,4,5-Trichlorophénol	
2,4,6-Trichlorophénol	
Triéthylamine	
Xylénol (sauf 2,4-xylénol)	
<u>d) Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351, ou étiquetées R 40 ou R 68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé :</u>	
flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 10 g/h.	2 en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés).
composés organiques volatils halogénés de mentions de dangers H341 ou H351, ou étiquetés R40 ou R68	20 (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés).
flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 100 g/h.	
8 - Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :	
<u>a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés :</u>	
flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1g/h,	0,05 par métal 0,1 pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl);
<u>b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés autres que ceux visés au 12 :</u>	
flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h,	1 (exprimée en As + Se + Te);
<u>c) Rejets de plomb et de ses composés :</u>	
flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h,	1 (exprimée en Pb) ;
<u>d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés autres que ceux visés au 11° :</u>	
flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc (*) et de leurs composés dépasse 25 g/h,	5 (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).
9 - Rejets de diverses substances gazeuses :	
<u>a) Phosphine, phosgène :</u>	
flux horaire de phosphine ou de phosgène dépasse 10 g/h,	1 pour chaque produit.
<u>b) Acide cyanhydrique exprimé en HCN, brome et composés inorganiques gazeux du brome exprimés en HBr, chlore exprimé en HCl, hydrogène sulfuré :</u>	
flux horaire d'acide cyanhydrique ou de brome et de composés inorganiques gazeux du brome ou de chlore ou d'hydrogène sulfuré dépasse 50 g/h,	5 pour chaque produit.
<u>c) Ammoniac :</u>	
flux horaire d'ammoniac dépasse 100 g/h,	50.
10 - Autres fibres :	
quantité de fibres, autres que l'amiante, mises en oeuvre dépasse 100 kg/an,	1 pour les fibres 50 pour les poussières totales.

II. En cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV, la teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. L'exploitant démontre dans son dossier d'enregistrement qu'il n'est pas nécessaire d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie.

III. Les substances ou mélanges auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou les phrases de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60 ou R. 61, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu [du règlement \(CE\) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008](#) relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, sont remplacées, autant que possible par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.

IV. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;

Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

ANNEXE 19 CALCUL DE TEMPORISATION

METHODE DES PLUIES

1/ Détermination de la Surface Active

Les tableaux ci-dessous récapitulent les différentes occupations des sols et les coefficients de ruissellement associés à l'état initial et l'état projeté :

1.1/ Etat initial

Nature de la surface	Ci	Surface A (ha)	Surface (m ²)
Espace vert	0,15	2,9995	29995
Cultures (sous serres tunnels une partie de l'année)	0,5	0,0000	
Pavés sur lit de sable, voiries empierrées	0,6	0,0000	
Toiture bâtiments	0,95	0,0000	
Voiries, dalles béton, trottoirs	0,9	0,0000	

Surface totale site initial	S =	2,9995
Coefficient de ruissellement de l'état initial	Ce =	0,1500

1.2/ Etat projeté

Nature de la surface	Ci	Surface A (ha)	Surface (m ²)
Espace vert	0,15	0,0000	
Cultures (sous serres tunnels une partie de l'année)	0,5	0,0000	
Pavés sur lit de sable, voiries empierrées	0,6	0,0000	
Toiture bâtiments	0,95	0,0000	
Voiries, dalles béton, trottoirs	0,9	0,0000	

Surface d'imperméabilisation totale	S =	2,9995	29995,00
Coefficient de ruissellement de l'état projeté	Cf =	0,6239	
Surface active d'imperméabilisation totale	Sa =	1,8715	

2/ Le calcul hydraulique des ouvrages de rétention par la méthode des pluies

Détermination des courbes Hauteur-Durée-Fréquence

$h(t,T) = i_m(t,T) * t = a * t^{(1-b)}$	Cf onolet h(t)
h (t,T) : Hauteur d'eau (mm)	
t : durée de pluie (min)	
i _m : intensités moyennes maximales de pluie (en mm/min)	
a : coefficient de Montana (période de retour)	
b : coefficient de Montana	

3/ La détermination du volume à stocker

$q_s = 60000 * Q_f / S_a$	
q _s : débit spécifique en mm/min	0,02885
Q _f : débit de fuite constant de l'ouvrage en m ³ /s (3L/s.ha)	0,008999
S _a : surface active de ruissellement alimentant l'ouvrage de stockage en m ²	18715,10

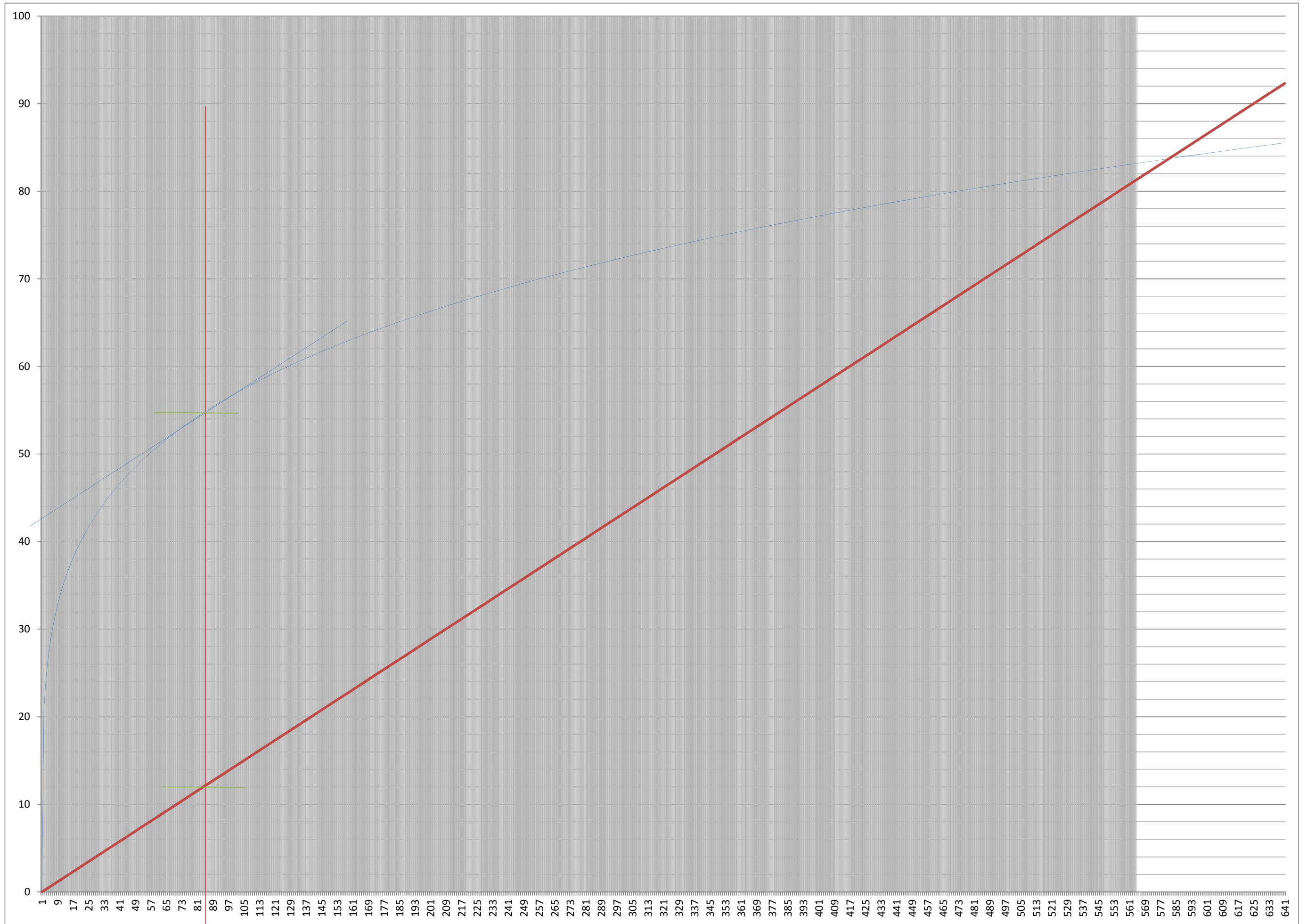
$H(t) = q_s * t$	Cf onolet H(t)
q _s : débit spécifique en mm/min	
t : durée de pluie (min)	

$\Delta h_{max} = h(t) - H(t)$	cf onolet D hmax
Δh_{max} (mm)	42

$V = (1/1000) * \Delta h_{max} * S_a$	
V _r : volume ruisselé (m ³) - fréquence trentennale	786,03
Δh_{max} (mm)	42,00
S _a : surface active de ruissellement alimentant l'ouvrage de stockage en m ²	18715,10

V _e : volume évacué (Q _f * t) (m ³)	194,37
t (h) - durée de pluie maximale de 6h	6,00
Q _f (m ³ /s)	0,01

V _s : volume à stocker (V _r -V _e) (m ³)	591,67
---	--------



ANNEXE 20 NOTICE ARCHITECTURALE



17 mail Haroun Tazieff
44 300 NANTES
Tél : 02 40 43 12 00
contact@axens-archi.com

CONSTRUCTION D'UNE UNITE D'ELABORATION DE CHOCOLAT

A Saint Laurent – Rue du Commerce équitable
Zone industrielle
32500 FLEURANCE

DOSSIER N°18.0010

NOTICES

Demande de Permis de Construire Modificatif

- 1 : PRESENTATION DU PROJET**
- 2 : SITUATION DU PROJET – PC1**
- 3 : NOTICE DESCRIPTIVE - PC4**
- 4 : DOCUMENT GRAPHIQUE – PC6**

ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE

(Architecte, agréé en architecture ou titulaire d'un récépissé au titre de la loi n° 77.2 du 3 Janvier 1977)

A NANTES, Le 13/06/2018
Signature

ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

A FLEURANCE, Le
Signature

1 : PRESENTATION DU PROJET

MAITRE DE L'OUVRAGE :

.....

ETHIQUABLE

Adresse : A Saint Laurent – Rue du commerce équitable – Zone industrielle – 32500 Fleurance

Téléphone : 01 53 27 19 73

LE TERRAIN :

.....

Adresse : A Saint Laurent – Rue du commerce équitable – Zone industrielle – 32500 Fleurance

Parcelle : Section AK parcelle N° 334 – 379 – 380

Zone : UI

LE PROJET :

.....

Construction d'une unité de fabrication de chocolat

SURFACES PLANCHER : - Existante : 4445m²

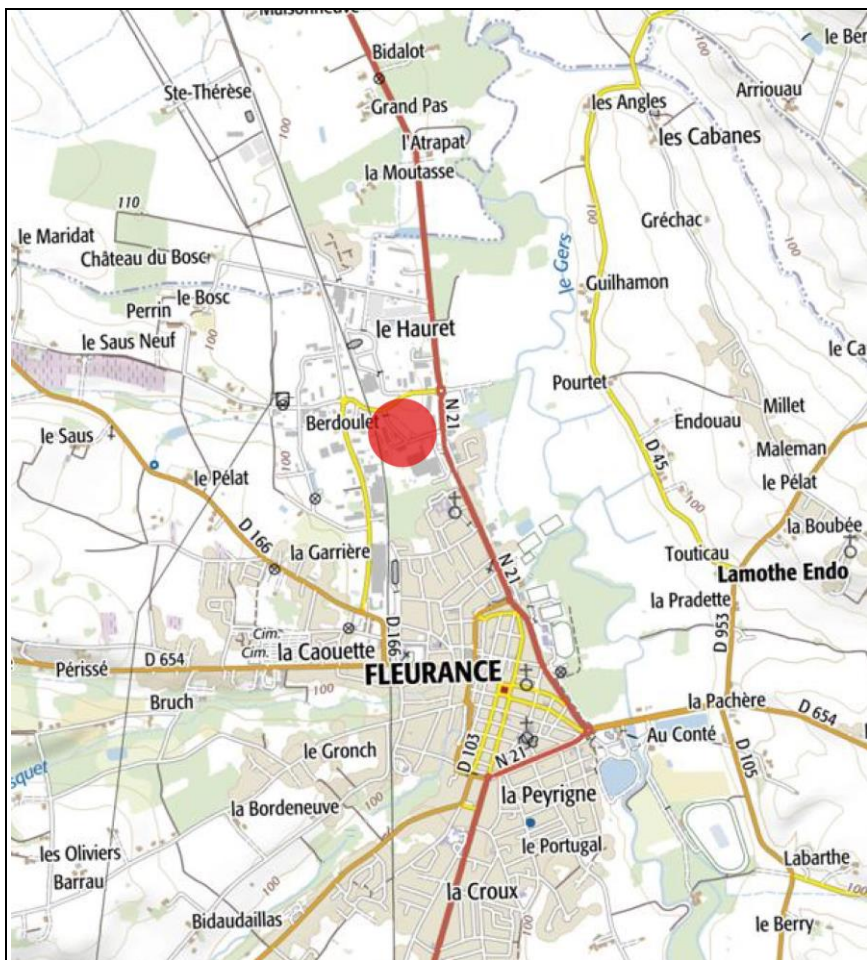
- Créée : 5791 m²

- Supprimée : 2095 m²

CLASSEMENT SISMIQUE DU PROJET :

Zone de sismicité : aléa très faible (zone 1)

2 : SITUATION DU PROJET – PC1



PLAN DE SITUATION



EXTRAIT CADASTRAL

3 : NOTICE DESCRIPTIVE – PC4

MODIFICATION APPORTEES AU PERMIS INITIAL

- Modification des façades du bâtiment de bureaux : dimension des châssis vitrés, ajout de dispositifs de ventilation naturelle « boîte à vent », ajout d'un ouvrant en toiture
- Modification des façades du bâtiment de stockage et de torréfaction : revêtement extérieur en béton de chanvre avec enduit teinté gris ou blanc
- Modification de la galerie de liaison entre bureaux neufs et existants
- Agrandissement de l'auvent extérieur du showroom
- Modification des locaux techniques et d'archives en angle Sud-Ouest, ajout d'un silo à bois
- Augmentation des dimensions des portes extérieures des bâtiments de stockage
- Augmentation de la largeur de la voirie à 6m
- Puissance électrique nécessaire (existant + projet) : 1000kW

Les modifications décrites ci-dessus n'entraînent pas de changement au niveau de la notice de sécurité incendie, ni de la notice d'accessibilité PMR.

4 : DOCUMENTS GRAPHIQUES – PC6



INSERTION NORD



INSERTION EST

ANNEXE 21 MODIFICATION D 1510 ET PREUVE DE DEPOT

**DECLARATION DE LA MODIFICATION
D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION N° 15272*02**
Article R512-54-II du code de l'environnement

1- DECLARANT

Personne morale **Personne physique :** Madame Monsieur

Nom

Raison sociale ou nom et prénoms pour une personne physique

Forme juridique N° SIRET

Pour une personne morale

Le cas échéant

Adresse

N° et voie ou lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Commune

Pays, si le déclarant réside à l'étranger

Province ou région étrangère

Téléphone Portable Fax (facultatif)

Courriel

Signataire de la déclaration (pour une personne morale)

Nom Prénoms

Qualité

2- INFORMATIONS GENERALES CONCERNANT L'INSTALLATION

N° SIRET

Enseigne ou nom usuel du site

Adresse de l'installation : identique à celle du déclarant (mentionnée ci-dessus)

Si différente :

N° et voie ou lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Commune

Téléphone Portable Fax (facultatif)

Courriel

Description générale du projet de modification de l'installation :

Il s'agit de la création d'une usine de fabrication de chocolat, avec une zone de torréfaction.
Il est créé du stockage de matières premières.
Le stockage des emballages et des produits finis est étendu.

Sur le site de l'installation, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : Oui Non

Si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Joindre une note précisant l'interaction ("connexité") de la modification avec les installations existantes

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : Oui Non

3- IMPLANTATION DE L'INSTALLATION

La modification concerne l'implantation de l'installation
(modification de l'emprise du site, des bâtiments, des réseaux...)

Oui Non

Si oui, le déclarant **peut** joindre à la déclaration les plans suivants :

- **Un plan d'ensemble à jour** accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation **et du projet de modification**. En fonction de l'impact de cette modification, ce plan peut notamment préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés...
- **Un plan de situation du cadastre actualisé** dans un rayon de 100 m autour de l'installation, notamment si le projet de modification impacte l'emprise du site ou le voisinage.

Préciser les modifications apportées concernant l'implantation de l'installation :

5 – MODES D'EXPLOITATION

La modification concerne les modes d'exploitation de l'installation
(évolution des procédés, des rejets, de la gestion des déchets...)

Oui Non

Si oui, préciser les modifications apportées aux modes d'exploitation :

6 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Demande de modification de certaines prescriptions applicables à l'installation :
Si oui, joindre votre demande de modification.

Oui Non

7 – AUTRES MODIFICATIONS

Descriptions éventuelles d'autres modifications :

--

Fait à

le 26/03/2019

Signature du déclarant



PREUVE DE DEPOT N° A-9-JNQG7K6NPT

**DECLARATION DE LA MODIFICATION D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R512-54-II du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

ETIQUABLE	
ALLEE DU COMMERCE EQUITABLE	
32500	FLEURANCE

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : NON
Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la modification avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : NON

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : NON

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente modification :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
1510	3	Stockage de matières, produits ou substances	37234.26	m3	DC

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration **lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement** (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant :

Date de la déclaration de la modification :

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges :

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>